Quatre-vingt-septième année. — N° 161. Le numéro : 15 francs. Vendredi 8 Juillet 1955.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
					Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer . .	3.450	1.800	950	300	800	600	400	250	550	1.000	500	250
Etranger.	6.600	3.400	1.750	500	2.100	1.600	800	450	850	1.700	800	400

L'Édition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du **CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des **DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 55-897 du 7 juillet 1955 portant ratification de décrets tendant à modifier certains tarifs de droits de douane d'importation et d'exportation (p. 6826).

Loi n° 55-898 du 7 juillet 1955 modifiant l'article 18 *bis* et complétant les articles 29 et 30 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale (p. 6827).

Loi n° 55-899 du 7 juillet 1955 portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires (p. 6827).

Loi n° 55-900 du 7 juillet 1955 étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie (p. 6828).

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Décret du 4 juillet 1955 portant nomination de membres du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme (p. 6828).

Ministère de la justice.

Décrets du 7 juillet 1955 portant promotion de magistrats au troisième grade de la hiérachie judiciaire (p. 6829).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêté portant nomination d'un membre suppléant du conseil d'administration de l'université de la Sarre (p. 6829).

Ministère de l'intérieur.

Décret du 2 juillet 1955 portant délégation de signature (p. 6829).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Décrets du 7 juillet 1955 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 6829).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration du fonds de garantie institué au profit des victimes d'accidents d'automobile (p. 6831).

Ministère de la France d'outre-mer.

Arrêté portant revision de situations administratives (administrateurs) (p. 6830).

Ministère de l'industrie et du commerce.

INFORMATION

Décret n° 55-901 du 7 juillet 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 54-782 du 2 août 1954 relative au transfert et à la dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information (p. 6831).

Décrets du 7 juillet 1955 abrogeant les dispositions d'application de la loi du 11 mai 1946 à des entreprises de presse (p. 6833).

Arrêté du 7 juillet 1955 relatif au nombre de places mises au concours pour l'accès à l'emploi d'inspecteur de la radiodiffusion-télévision française (p. 6834).

Ministère de l'agriculture.

Arrêté portant nomination des membres du comité national interprofessionnel des fruits et légumes (p. 6834).

Ministère de la santé publique et de la population.

Décret n° 55-902 du 7 juillet 1955 fixant les taux de l'allocation de logement pour la période du 1er juillet 1955 au 30 juin 1956 (p. 6835).

Décret n° 55-903 du 7 juillet 1955 relatif à l'application des dispositions du décret n° 55-731 du 25 mai 1955 pour la détermination du nombre d'officines de pharmacie pouvant être ouvertes dans les conditions prévues à l'article 571 du code de la santé publique (p. 6836).

Arrêté portant mise en position de mission (administration centrale) (p. 6836).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Arrêté du 5 juillet 1955 portant transfert de certaines attributions entre directions et services de l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre (p. 6836).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de bureau. — Réunions de commissions (p. 6836).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Vérification de pouvoirs. — Groupes politiques. — Liste des membres titulaires et suppléants permanents des commissions générales et de la commission de comptabilité. — Convocations de commissions, de bureau et de la conférence des présidents. — Réunions de bureau et de commissions (p. 6839).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Vérification de pouvoirs. — Nomination de membre de commission. — Réunions de commissions du jeudi 7 juillet 1955. — Convocations, annulation et report de convocation de commissions (p. 6843).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Ordre du jour (p. 6844).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis aux importateurs de fruits secs, d'abricots secs et de gheissis originaires et en provenance d'Iran (p. 6844).

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance du Brésil (p. 6844).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux importateurs de fruits secs, d'abricots secs et de gheissis originaires et en provenance d'Iran (p. 6844).

Avis aux exportateurs, à destination de la Suisse, de produits d'exploitation forestière et de scierie en provenance de la zone frontalière (p. 6844).

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination de la Suisse (clôture d'un contingent) (p. 6844).

Situation de la Banque de France (p. 6845).

Annonces (p. 6846).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 67 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 7 juillet 1955. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 3671).

N° 50 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 7 juillet 1955. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 1777).

DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 31

Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 7 juillet 1955 (p. 653).

LOIS

LOI n° 55-897 du 7 juillet 1955 portant ratification de décrets tendant à modifier certains tarifs de droits de douane d'importation et d'exportation (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. — Est ratifié le décret n° 53-370 du 28 avril 1953 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation.

Art. 2. — Est ratifié le décret n° 54-436 du 16 avril 1954 portant suspension provisoire du droit de douane d'exportation applicable aux ferrailles.

Art. 3. — Est ratifié le décret n° 54-816 du 13 août 1954 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits.

Art. 4. — Est ratifié le décret n° 54-984 du 30 septembre 1954 portant réduction provisoire du droit de douane d'importation applicable aux oranges.

Art. 5. — Est ratifié le décret n° 54-1018 du 26 octobre 1954 portant suspension et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits.

Art. 6. — Est ratifié le décret n° 54-1047 du 26 octobre 1954 portant suspension des droits de douane d'importation applicables aux mécaniques et claviers de pianos.

Art. 7. — Est ratifié le décret n° 54-1046 du 26 octobre 1954 portant approbation partielle d'une demande de dérogation au tarif douanier métropolitain applicable dans le département de la Guyane.

Art. 8. — Est ratifié le décret n° 54-1072 du 4 novembre 1954 portant suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits.

Art. 9. — Est ratifié le décret n° 54-1071 du 4 novembre 1954 portant réduction du droit de douane d'importation applicable aux pommes de terre de semence importées dans la limite d'un contingent fixé annuellement par le ministre de l'agriculture.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le ministre de l'agriculture,

JEAN SOURBET.

Loi n° 55-897. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projets de loi (nos 6147, 8367, 9248, 9325, 9339, 9360, 9361, 9392, 9393) ;

Rapports de M. Vals, au nom de la commission des affaires économiques, nos 10008, 10152 ;

Adoption, sans débat, le 22 mars 1955.

Conseil de la République :

Transmission (n° 189, année 1955) ;

Rapport de M. Fousson, au nom de la commission des affaires économiques (n° 351, année 1955) ;

Discussion et adoption le 30 juin 1955.

Assemblée nationale :

Acte pris de l'adoption conforme le 30 juin 1955.

LOI n° 55-898 du 7 juillet 1955 modifiant l'article 18 « bis » et complétant les articles 29 et 30 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — L'article 18 *bis* de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 est ainsi modifié:

« *Art.* 18 bis. — Il n'est pas pourvu aux vacances qui viendraient à se produire dans les douze mois qui précèdent le renouvellement de l'Assemblée ».

Art. 2. — L'article 29 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 est complété par l'alinéa suivant:

« Lorsque l'élection a lieu en application de l'article 17 et en ce qui concerne les candidatures isolées, le cautionnement est porté à 40.000 F ».

Art. 3. — L'article 30 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 est ainsi complété:

« En outre, si une liste ou un candidat n'obtient pas au moins 2,50 p. 100 des suffrages exprimés, ils devront rembourser à l'Etat les frais visés au premier alinéa qu'ils auront occasionnés, cautionnement déduit.

« Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables au candidat élu, ni aux listes ayant obtenu effectivement au moins un élu ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre de la France d'outre-mer,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Loi n° 55-898. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 8010 ;

Rapport de M. Mazuez, au nom de la commission du suffrage universel (n°s 8637, 9661) ;

Discussion et adoption le 24 mai 1955.

Conseil de la République :

Transmission (n° 321, année 1955) ;

Rapport de M. de Menditte, au nom de la commission du suffrage universel (n° 344, année 1955) ;

Discussion et adoption le 28 juin 1955.

Assemblée nationale :

Acte pris de l'adoption conforme le 28 juin 1955.

LOI n° 55-899 du 7 juillet 1955 portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — L'article 2 de la loi du 28 juillet 1927 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Le montant de la pension viagère à laquelle ont droit les sapeurs-pompiers non professionnels, atteints en service commandé d'une incapacité de travail permanente et totale, est fixé par décret pris sur le rapport du ministre de l'intérieur, contresigné par les ministres des finances et du budget, à parité avec la pension principale et les divers compléments accordés aux soldats invalides de guerre.

« La pension viagère pour incapacité permanente et partielle est fixée à une fraction de cette somme, d'après le taux d'invalidité apprécié de cinq en cinq à partir de 10 p. 100 ».

Art. 2. — La présente loi prendra effet à la date du 1er mars 1951.

Il sera tenu compte des différentes revalorisations que les pensions viagères, servies aux sapeurs-pompiers non professionnels blessés en service commandé, auraient dû subir au cours des années 1951, 1952, 1953 et 1954 du fait des revalorisations des pensions principales attribuées aux soldats invalides.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Loi n° 55-899. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi (n° 3772) ;

Rapport de M. Gilbert Cartier, au nom de la commission de l'intérieur (n° 8967) ;

Adoption, sans débat, le 1er décembre 1954.

Conseil de la République :

Transmission (n° 690, année 1954) ;

Rapports de M. Verdeille, au nom de la commission de l'intérieur (n°s 68 et 118, année 1955) ;

Discussion et adoption le 11 mars 1955.

Assemblée nationale :

Projet de loi modifié par le Conseil de la République (n° 10369) ;

Rapport de M. Gilbert Cartier, au nom de la commission de l'intérieur (n° 10898) ;

Adoption, sans débat, le 30 juin 1955.

LOI n° 55-900 du 7 juillet 1955 étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — Sont applicables à l'Algérie:

1° Les articles 1er à 17, 19 à 47, 62 à 78, 82 à 86, 88 à 91, 93 à 118, 141 à 152 et 317 du code de l'urbanisme et de l'habitation;

2° Les articles 1er, 2, 4, 5, 13, 14, 17, 18 et 19 de la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie.

Art. 2. — L'Algérie assume les obligations mises à la charge de l'Etat et bénéficie des droits qui sont reconnus à celui-ci par les textes mentionnés à l'article 1er de la présente loi.

Sous réserve des dispositions de l'article 7 de la présente loi, le gouverneur général de l'Algérie exerce, en Algérie, les pouvoirs dévolus par les mêmes textes, dans la métropole, au président du conseil et aux ministres, à l'exception de ceux qui sont prévus à l'article 5 du code de l'urbanisme et de l'habitation.

Les services de l'urbanisme et de la construction en Algérie relèvent de son autorité.

Art. 3. — Il est institué auprès du gouverneur général de l'Algérie une section algérienne du comité national d'urbanisme.

Sous réserve des dispositions de l'article 7, cette section a, pour l'Algérie, les mêmes attributions que celles dévolues dans la métropole au comité national d'urbanisme.

Sa composition et son fonctionnement sont fixés par arrêté concerté du ministre chargé de l'urbanisme pris sur proposition du gouverneur général.

Art. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 37, 1°, du code de l'urbanisme et de l'habitation, sont tenues d'avoir un projet d'aménagement les communes dont la population agglomérée au chef-lieu est égale ou supérieure à 10.000 habitants.

Art. 5. — Par dérogation aux dispositions des articles 13, 2e alinéa, et 39 du code de l'urbanisme et de l'habitation, les projets d'aménagement sont préparés, soit par les services départementaux assistés, le cas échéant, par des techniciens désignés par le gouverneur général, soit par des hommes de l'art qualifiés en matière d'urbanisme désignés par arrêté du gouverneur général, après avis, s'il s'agit de projets d'aménagement communaux, des maires intéressés.

Art. 6. — Les projets d'aménagement des communes dont la population agglomérée au chef-lieu est inférieure à 25.000 habitants sont approuvés par arrêté du gouverneur général, après avis de la commission départementale d'urbanisme et, si le gouverneur général le juge utile, de la section algérienne du comité national d'urbanisme.

Art. 7. — Les projets d'aménagement intercommunaux et les projets d'aménagement des communes dont la population agglomérée au chef-lieu est égale ou supérieure à 25.000 habitants sont approuvés dans les formes prévues par le code de l'urbanisme et de l'habitation, après avis de la section algérienne du comité national d'urbanisme.

Art. 8. — Les dispositions du titre VII du code de l'urbanisme et de l'habitation, à l'exception de celles des articles 87 et 92, sont immédiatement applicables en Algérie dans les communes ayant un projet d'aménagement ou tenues d'en avoir un. Elles pourront être rendues applicables dans d'autres communes par arrêté du gouverneur général.

Toutefois, le permis de construire est toujours obligatoire lorsque le constructeur sollicite l'aide financière d'une collectivité publique.

Art. 9. — Sauf dans le cas où la décision appartient au gouverneur général en application de l'article 2 de la présente loi et sous réserve des dispositions de l'article 88, 1°, du code de l'urbanisme et de l'habitation, le permis de construire est délivré par le maire dans les formes, conditions et délais déterminés par arrêté concerté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'urbanisme, pris sur proposition du gouverneur général.

L'arrêté fixe les conditions dans lesquelles le préfet et le sous-préfet pourront être saisis, ainsi que le délai dans lequel ils devront statuer et à l'expiration duquel le permis pourra être réputé accordé pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve de l'observation des dispositions législatives et réglementaires.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre de la reconstruction et du logement,

ROGER DUCHET.

(1) Loi n° 55-900. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 8070;

Rapport de M. Rabier, au nom de la commission de l'intérieur (n° 9637);

Adoption, sans débat, le 2 février 1955.

Conseil de la République:

Transmission (n° 55, année 1955);

Rapport de M. Delrieu, au nom de la commission de l'intérieur (n° 185, année 1955);

Discussion et adoption du projet le 29 mars 1955.

Assemblée nationale:

Projet de loi modifié par le Conseil de la République (n° 10551);

Rapport de M. Rabier, au nom de la commission de l'intérieur (n° 10758);

Adoption, sans débat, le 24 juin 1955.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 4 juillet 1955 portant nomination de membres du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme.

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret n° 54-1156 du 13 novembre 1954 portant création d'un haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme, modifié par le décret n° 55-569 du 20 mai 1955, modifiant et complétant certaines dispositions du code des mesures concernant les débits de boissons et la lutte contre l'alcoolisme;

Vu le décret du 5 janvier 1955 portant nomination du président, des membres et du secrétaire général du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont nommés membres du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme:

M. Eugène Claudius-Petit, député, ancien ministre.

Mme Germaine Poinso-Chapuis, député, ancien ministre.

M. Georges Pernot, sénateur, président de la commission de la justice, ancien ministre.

M. Hirsch, commissaire général au plan.

M. le docteur Borey, ancien conseiller de l'Union française.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de la France d'outre mer,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de la santé publique et de la population,

BERNARD LAFAY.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 7 juillet 1955 portant promotion de magistrats au troisième grade de la hiérarchie judiciaire.

Par décret du Président de la République en date du 7 juillet 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, sont promus au troisième grade de la hiérarchie judiciaire et maintenus dans leurs fonctions actuelles:

MM.

Agede, président du tribunal de première instance de Saint-Gaudens.
Queyrard, président du tribunal de première instance d'Issoire.
De Lagrevol, président du tribunal de première instance de Bonneville.
Calmejane-Course, président du tribunal de première instance de Sarlat.
Croizé, président du tribunal de première instance de Thonon.
Regnault, président du tribunal de première instance de Rambouillet.
Chapuis, président du tribunal de première instance de Mayenne.

Par décret en date du 7 juillet 1955, sont promus au troisième grade de la hiérarchie judiciaire et maintenus dans leurs fonctions actuelles:

MM.

Lavedan, procureur de la République près le tribunal de première instance de Millau.
De Cazeneuve, procureur de la République près le tribunal de première instance de Vire.
De Verdilhac, procureur de la République près le tribunal de première instance de Compiègne.
Epron, procureur de la République près le tribunal de première instance de Gap.
Choplin, procureur de la République près le tribunal de première instance de Mayenne.
Chenier, procureur de la République près le tribunal de première instance de Cognac.
Cros, procureur de la République près le tribunal de première instance du Blanc.
Corlin, procureur de la République près le tribunal de première instance de Saint-Julien.
Simon, procureur de la République près le tribunal de première instance de Fontainebleau.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Délégation du 2 juillet 1955 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 47-233 en date du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature;

Vu le décret en date du 23 février 1955 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 51-1314 du 17 novembre 1951 portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur;

Vu le décret en date du 19 novembre 1953 nommant M. Labillonne (Georges) directeur de l'administration départementale et communale;

Vu le décret en date du 31 octobre 1953 nommant M. Laforest (Robert) directeur adjoint de l'administration départementale et communale;

Vu le décret en date du 25 mai 1955 nommant M. Rondepierre (Jean) sous-directeur au ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté en date du 24 février 1955 portant délégation de signature à M. Labillonne (Georges), directeur de l'administration départementale et communale,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Labillonne, directeur de l'administration départementale et communale, M. Laforest, directeur adjoint, et M. Rondepierre, sous-directeur, ont délégation pour signer, dans la limite de leurs attributions, les arrêtés ou décisions se rapportant aux matières visées à l'article 1er de l'arrêté en date du 24 février 1955 portant délégation de signature à M. Labillonne, directeur de l'administration départementale et communale.

L'arrêté du 24 février 1955 est abrogé.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Conseil d'administration de l'université de la Sarre.

Par arrêté du 5 juillet 1955, M. Paul Schwenck, chargé de mission à la mission diplomatique française en Sarre, est nommé membre suppléant du conseil d'administration de l'université de la Sarre, en remplacement de Mlle Laumond.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décrets du 7 juillet 1955 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 7 juillet 1955, rendu sur la proposition du ministre de la défense nationale et des forces armées, en application de la loi du 18 septembre 1951, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que la promotion et les nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promu ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur les anciens militaires dont les noms suivent, titulaires d'une pension d'invalidité au moins égale au taux de 65 p. 100 pour les infirmités résultant de blessures de guerre:

GUERRE 1939-1945

Au grade de commandeur.

Picard (Louis-Maurice), ancien lieutenant des forces françaises combattantes (réseau Brutus), déporté résistant, classe 1927, recrutement de Nancy.

Au grade de chevalier.

Brival (Henri-Charles), ancien sous-lieutenant des forces françaises de l'intérieur, A. S. de la Corrèze, déporté résistant, classe 1921, recrutement de Poitiers.

Clément (Gaston-Lucien), ancien lieutenant des forces françaises combattantes, déporté résistant, classe 1918, mle 271 au recrutement d'Epinal.

Dirksen, née Colliard (Francine-Jeanne-Olga), ancien sous-lieutenant des forces françaises combattantes (réseau Hector), déportée résistante, classe 1915.

Fouillot (Frédéric-René-Guy-Patrice), ancien sous-lieutenant des forces françaises de l'intérieur (F. T. P. F.), déporté résistant, classe 1925, mle 1299 au recrutement de la Roche-sur-Yon.

Lambert (Maurice), ancien sous-lieutenant des forces françaises combattantes (réseau Samson), déporté résistant, classe 1923, mle 231 au recrutement de Laon.

Millot, épouse Perceret (Madeleine-Hélène), ancien sous-lieutenant des forces françaises combattantes (réseau B. O. A. C. C. F. 3), déportée résistante, classe 1930.

Moniez (François-Numa), ancien sous-lieutenant des forces françaises combattantes, déporté résistant, classe 1915.

Vacelet (Lucien-Jules-Charles), ingénieur en chef militaire de 2e classe du service des poudres, déporté résistant, classe 1931.

Cette promotion et ces nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur comportent l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme et annulent, le cas échéant, les citations antérieures qui ont pu être attribuées aux intéressés pour leurs blessures.

Par décret en date du 7 juillet 1955, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, le conseil de l'ordre entendu, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur (décrets n° 50-661 du 14 juin 1950, n° 51-760 du 14 juin 1951 et n° 54-610 du 10 juin 1954) :

Au grade de chevalier.

Baudot (Guy-Nicolas).
Benedetti, née Ravel (Odette-Micheline).
Capdecomme (Lucien).
Capponi (Régis-Louis-Joseph).
Coigney (Rodophe-Lucien).
Guillaume (Achille-Joseph).
Leboutet (Laurent-Léonard).
Sansoube (Georges).

Ces nominations comportent l'attribution de la Croix de guerre avec palme; elles annulent les citations accordées pour les mêmes faits.

Par décret en date du 7 juillet 1955, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, le conseil de l'ordre entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur (décrets n° 50-661 du 14 juin 1950, n° 51-760 du 14 juin 1951 et n° 54-610 du 10 juin 1954) :

Au grade de chevalier.

Modelon (Robert-Maurice). Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre avec palme; elle annule et remplace la concession de la médaille militaire prononcée par décret du 5 janvier 1955 (*Journal officiel* du 7 janvier 1955). (L'intéressé a été nommé sous-lieutenant de réserve par décret du 20 juillet 1951, pour prendre rang du 1er octobre 1950.)

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Administrateurs.

Par arrêté du 7 juillet 1955, et après constatation de majorations de services pour campagnes de guerre, accordées en application des dispositions de la loi du 19 juillet 1952, la situation administrative des administrateurs de la France d'outre-mer dont les noms suivent est ainsi fixée, au point de vue de la solde et de l'ancienneté, à compter des dates indiquées ci-dessous et avec mention éventuelle des rappels pour services militaires conservés (bonifications et majorations).

Administrateurs en chef.

MM.

Cattan (Henry), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1953 (8 mois 17 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 14 avril 1954 (néant).

Desire (René), administrateur en chef, 2e échelon, 21 juillet 1952 (1 an 2 mois 22 jours); administrateur en chef, 3e échelon, 29 avril 1953 (néant).

Faure (Daniel), administrateur en chef, 2e échelon, 21 juillet 1952 (4 mois 12 jours); administrateur en chef, 3e échelon, 9 mars 1954 (néant).

Fremolle (Alfred), administrateur en chef, 3e échelon, 22 avril 1953 (néant).

Gabarre (Marcel), administrateur en chef, 2e échelon, 16 septembre 1952 (néant); administrateur en chef, 3e échelon, 16 septembre 1954 (néant).

Henry (Jacques), administrateur en chef, 3e échelon, 10 novembre 1953 (néant).

Henrys (Rouéri), administrateur en chef, 2e échelon, 21 juillet 1952 (1 mois 10 jours); administrateur en chef, 3e échelon, 11 juin 1954 (néant).

Huber (Jean), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1953 (2 ans 3 mois 11 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 1er janvier 1953 (3 mois 11 jours); 3e échelon, 20 septembre 1954 (néant).

Julien (Pierre), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1953 (10 mois 1 jour); 2e échelon, 28 février 1954 (néant).

Lafaix (Pierre), administrateur en chef, 2e échelon, 7 novembre 1952 (néant); 3e échelon, 7 novembre 1954 (néant).

Marchand (Pierre), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (7 mois 3 jours); 2e échelon, 28 mai 1955 (néant).

Mathivet de La Ville de Mirmont, administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (3 ans 5 mois 9 jours); 2e échelon, 1er janvier 1954 (1 an 5 mois 9 jours); 3e échelon, 22 juillet 1954 (néant).

Michel (Pierre), administrateur en chef, 2e échelon, 21 juillet 1952 (1 mois 12 jours); 3e échelon, 9 juin 1954 (néant).

Pedoya (Maurice), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (10 mois 1 jour); administrateur en chef, 2e échelon, 28 février 1955 (néant).

Peter (Alfred), administrateur en chef, 3e échelon, 1er juillet 1953 (néant).

Quatorze (Jean), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (1 an 8 mois 16 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 15 avril 1954 (néant).

Rey (Raymond), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (4 mois 27 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 4 août 1955 (néant).

Thiercy (Georges), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (3 mois 8 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 23 septembre 1955 (néant).

Villandre (Jean), administrateur en chef, 3e échelon, 23 septembre 1953 (néant).

Vincens (Jacques), administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1953 (1 mois 29 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 2 novembre 1954 (néant).

Ziegler (Albert), administrateur en chef, 3e échelon, 13 août 1952 (néant).

Dumont (Georges), administrateur, 3e échelon, 21 juillet 1952 (4 mois 9 jours); administrateur en chef, 1er échelon, 1er janvier 1954 (4 mois 9 jours); administrateur en chef, 2e échelon, 22 août 1955 (néant).

Administrateurs.

MM.

Angelier (Marcel), administrateur, 2e échelon, 21 juillet 1952 (1 mois 22 jours); administrateur, 3e échelon, 26 mai 1954 (néant).

Blanc (André), administrateur, 3e échelon, 21 juillet 1952 (3 mois 1 jour).

Bondonneau (Gilbert), administrateur, 3e échelon, 1er décembre 1953 (néant).

Carlander (Gérard), administrateur, 3e échelon, 21 juillet 1952 (2 mois 10 jours).

Chaussade (Jean), administrateur, 3e échelon, 21 juillet 1952 (6 mois 2 jours).

Chevallier (Bernard), administrateur, 2e échelon, 21 juillet 1952 (1 an 3 mois 12 jours); 3e échelon, 9 avril 1953 (néant).

Claverie (Edgard), administrateur, 2e échelon, 21 juillet 1952 (3 mois 13 jours); 3e échelon, 8 avril 1954 (néant).

Combe (Michel), administrateur, 2e échelon, 21 juillet 1952 (12 jours); 3e échelon, 9 juillet 1954 (néant).

Crouzille (Albert), administrateur, 2e échelon, 17 septembre 1952 (néant); administrateur, 3e échelon, 17 septembre 1954 (néant).

Delorme (Yves), administrateur, 3e échelon, 6 février 1953 (néant).

Delval (Raymond), administrateur, 3e échelon, 23 janvier 1954 (néant).

Fourgeaud (André), administrateur, 2e échelon, 1er novembre 1952 (néant); administrateur, 3e échelon, 1er novembre 1954 (néant).

Heusch (Franz), administrateur, 1er échelon, 1er janvier 1953 (1 an 4 mois 16 jours); administrateur, 2e échelon, 15 août 1953 (néant); administrateur, 3e échelon, 15 août 1955 (néant).

Jerusalemy (Jean), administrateur, 1er échelon, 1er janvier 1954 (1 an 2 mois 19 jours); administrateur, 2e échelon, 12 octobre 1954 (néant).

Jouve (Jean-Marie), administrateur, 3e échelon, 21 juillet 1952 (1 an 2 mois 4 jours).

Lemercier (Robert), administrateur, 2e échelon, 2 novembre 1952 (néant); administrateur, 3e échelon, 2 novembre 1954 (néant).

Lenain (Pierre), administrateur, 3e échelon, 15 décembre 1952 (néant).

Michelon (Joseph), administrateur, 3e échelon, 15 août 1952 (néant).

Neron (Jean), administrateur, 3e échelon, 21 juillet 1952 (3 mois 13 jours).

Peyronnet (Jean), administrateur, 2e échelon, 21 juillet 1952 (3 mois 18 jours); administrateur, 3e échelon, 3 avril 1954 (néant).

Reau (Claude), administrateur, 2e échelon, 4 septembre 1952 (néant); administrateur, 3e échelon, 4 septembre 1954 (néant).

Royannez (Marcel), administrateur, 3e échelon, 6 décembre 1952 (néant).

Solier (Guy), administrateur, 2e échelon, 23 décembre 1952 (néant); administrateur, 3e échelon, 23 décembre 1954 (néant).

Soupault (Jean), administrateur, 3e échelon, 3 juillet 1953 (néant).

Taillardat (Albert), administrateur, 2e échelon, 10 septembre 1953 (néant); administrateur, 3e échelon, 10 septembre 1955 (néant).

Administrateurs adjoints.

MM.

Bessou (Georges), administrateur adjoint, 1e échelon, 21 juillet 1952 (10 mois 16 jours).

Du Moulin (Jean-Claude), administrateur adjoint, 1e échelon, 21 juillet 1952 (3 mois 4 jours).

Mazere (Jean), administrateur adjoint, 1e échelon, 29 novembre 1952 (néant).

Moreau (Louis), administrateur adjoint, 1e échelon, 23 décembre 1953 (néant).

Raynal (Jacques), administrateur adjoint, 1er échelon, 23 août 1954 (6 mois 29 jours); administrateur adjoint, 2e échelon, 24 janvier 1955 (néant).

Vernhet (Georges), administrateur adjoint, 1e échelon, 21 juillet 1952 (2 mois 12 jours).

Volait (André), administrateur adjoint, 1e échelon, 8 octobre 1952 (néant).

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Conseil d'administration du fonds de garantie institué au profit des victimes d'accidents d'automobile.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951;

Vu l'article 20 du décret n° 52-763 du 30 juin 1952 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 créant un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents d'automobile,

Arrête:

Art. 1er. — Sont désignés comme membres du conseil d'administration du fonds de garantie institué au profit des victimes d'accidents d'automobile par l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951:

M. Allés, directeur adjoint de la Caisse des dépôts et consignations.

M. Barré, président de la chambre d'agriculture de la Marne.

M. Deluc, président de la chambre de commerce de Périgueux.

M. Fritsch, vice-président de la fédération nationale des transporteurs routiers.

M. de Liedekerke Beaufort, président de la fédération nationale des clubs automobiles de France.

Art. 2. — Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 1955.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE BESSE.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

INFORMATION

Décret n° 55-901 du 7 juillet 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 54-782 du 2 août 1954 relative au transfert et à la dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce chargé de l'information et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information ainsi que le décret n° 46-1528 du 16 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'organisation et le fonctionnement de la Société nationale des entreprises de presse;

Vu la loi du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment ses articles 30 et 34;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 août 1954 susvisée;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

I. — *Des contrats de vente prévus à l'article 8 de la loi du 2 août 1954.*

Art. 1er. — Toute entreprise attributaire de biens de presse doit, préalablement à la signature du contrat de vente prévu à l'article 8 de la loi du 2 août 1954, établir qu'elle n'est redevable d'aucune dette immédiatement exigible à l'égard de son propre personnel, de la Société nationale des entreprises de presse, du Trésor public et des organismes de sécurité sociale.

Art. 2. — En cas de vente sous condition suspensive de payement, chaque annuité prévue au contrat est payable d'avance. La première annuité est exigible à la signature du contrat.

Art. 3. — Si l'attributaire néglige de payer les sommes convenues à titre de prix de vente ou d'annuité de vente sous condition suspensive de payement, une mise en demeure lui est notifiée par acte extra-judiciaire à la diligence de la Société nationale des entreprises de presse. A défaut de payement dans le mois qui suit la date de cette notification, et sauf le cas où des délais de payement lui seraient consentis par la juridiction compétente, l'attributaire est déchu de ses droits. Le contrat est résolu de plein droit et les sommes versées restent acquises à titre de dommages-intérêts.

Art. 4. — En cas de résolution du contrat de vente sous condition suspensive, pour quelque cause que ce soit, entraînant la remise au vendeur des biens soit en vue d'une dation en payement en faveur de l'ancien propriétaire, soit en vue d'être vendus dans les conditions fixées à l'article 13 de la loi du 2 août 1954, les améliorations apportées par l'attributaire dans la période d'application du contrat et déterminées comme il sera indiqué à l'article 7, donneront lieu éventuellement à indemnités dans les conditions du droit commun.

Art. 5. — La valeur vénale qui doit servir de base à l'établissement du prix porté à un contrat établi conformément à l'article 8 de la loi du 2 août 1954 est distincte à la fois de la valeur d'utilisation et de la valeur de liquidation. Elle doit être fixée:

a) En ce qui concerne le matériel, considéré dans son ensemble, d'après le prix de chaque machine utilisée ou normalement utilisable dans le cadre de l'entreprise attributaire. Ce prix est calculé en tenant compte de l'état, de la date de fabrication et du « démodé » de ladite machine ainsi que de l'économie éventuelle résultant pour l'attributaire de l'absence de frais d'installation;

b) En ce qui concerne les immeubles à usage d'entreprises de presse, ateliers, locaux d'administration et de rédaction ou autres biens immobiliers, d'après l'état desdits immeubles compte tenu de leurs conditions d'occupation et des avantages et inconvénients qu'ils présentent du fait notamment de leur situation, de leurs agencements et issues par rapport à l'usage auquel ils sont destinés.

II. — *Des améliorations.*

Art. 6. — Le prix porté au contrat est fixé d'après la valeur vénale déterminée dans les conditions prévues à l'article précédent après déduction de la valeur des améliorations apportées aux biens par les utilisateurs successifs ou par la Société nationale des entreprises de presse.

Art. 7. — En vue de la détermination des droits de leurs auteurs, les améliorations apportées aux biens de presse des entreprises ayant fait l'objet de transfert, que ces améliorations aient comporté ou non acquisition d'éléments nouveaux, sont évaluées d'après la plus-value que présentent lesdits biens à la date de leur remise à leurs destinataires par rapport à l'état dans lequel ils se trouvaient au moment de la prise de possession par le premier utilisateur et par la détermination de leurs droits respectifs suivant la date de prise de possession par les utilisateurs successifs ou par la Société nationale des entreprises de presse.

Cette évaluation est faite, en ce qui concerne les immeubles et le matériel, dans les conditions fixées par l'article 5 du présent décret pour l'établissement du prix.

A défaut d'accord entre les parties, la valeur des améliorations est fixée par un arbitrage dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 2 août 1954.

Art. 8. — Les améliorations ouvrent droit à une indemnité au profit de leur auteur, quand celui-ci n'est pas le destinataire des biens.

En ce qui concerne les améliorations apportées à des biens faisant l'objet d'un contrat de vente établi, conformément à l'article 8 de la loi du 2 août 1954, l'indemnité est à la charge de l'attributaire, en sus du prix porté au contrat.

En ce qui concerne les biens attribués qui font l'objet de contrats conclus conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954 les contractants sont solidairement responsables du payement de l'indemnité.

En cas de dation en payement, l'indemnité est à la charge du bénéficiaire de la remise des biens.

Art. 9. — Les demandes d'indemnité sont présentées dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Lorsque l'auteur des améliorations est la Société nationale des entreprises de presse, des délais de payement de trois ans au plus pourront être accordés par le président directeur général de cette société.

III. — *De la procédure de dation en payement.*

Art. 10. — Donneront lieu à dation en payement les biens non confisqués ayant fait l'objet d'une prise de possession par la Société nationale des entreprises de presse et qui, gérés par elle, ne constituent pas des biens de presse au sens de l'article 1er de la loi du 2 août 1954 ou qui, constituant des biens de presse, n'auront pas fait l'objet de l'un des contrats prévus à l'article 8 ou à l'article 9 de ladite loi.

La dation en payement est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'information, après avis de la commission nationale de répartition et du président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse.

Dans le cas prévu aux articles 11 et 13 de la loi du 2 août 1954 la dation en payement ne peut être décidée qu'après notification au président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse soit de la renonciation définitive de l'attributaire, soit du contrat de location prévu au premier alinéa de l'article 11.

Art. 11. — Lorsque les biens donnant lieu à dation en payement sont constitués par des immeubles, des objets corporels mobiliers ou tous autres biens autres que des espèces, créances ou valeurs mobilières, les arrêtés de dation en payement interviendront au plus tard dans les trois mois qui suivront la publication de l'ensemble du plan de répartition. Cette publication devra intervenir avant le 1er octobre 1955.

Art. 12. — Les biens donnant lieu à dation en payement qui sont constitués par des espèces, des créances ou des valeurs mobilières quelle qu'en soit la nature, font l'objet d'un arrêté spécial et d'une remise aux ayants droit dans les conditions fixées aux articles 13 et 14 ci-après.

Art. 13. — Il sera ouvert au nom de chacun des ayants droit ayant présenté une demande de dation en payement un compte spécial de liquidation des espèces, créances et valeurs mobilières.

Les espèces mentionnées sur le premier inventaire dressé après la suspension de l'entreprise seront inscrites au compte spécial de chacun des ayants droit, ainsi que celles provenant de l'encaissement des créances existant à cette date.

Il en sera de même des créances et des valeurs mobilières existant encore dans le portefeuille géré par la Société nationale des entreprises de presse à la date de publication du présent décret.

Lorsque les valeurs mobilières auront donné lieu à des opérations telles que regroupement, échanges, augmentations du capital, vente à l'exclusion des remboursements, leur valeur devra être déterminée à la date de promulgation de la loi susvisée du 2 août 1954. Les sommes en espèces résultant de ces opérations seront inscrites au compte de chacun des ayants droit. Les inscriptions sont faites après imputation le cas échéant des dettes des anciennes entreprises antérieures à la prise de possession, acquittées par les administrateurs séquestres, les administrateurs provisoires ou la Société nationale des entreprises de presse.

Art. 14. — Le compte de liquidation doit être arrêté définitivement dans les dix mois suivant la publication du présent décret.

Tous les trimestres il est fait notification au titulaire du compte de liquidation des sommes inscrites à son compte. Le titulaire d'un compte créditeur peut demander remise, à titre de provision, de ces sommes, créances et valeurs mobilières qui feront l'objet d'un arrêté de dation en payement.

Notification est faite au titulaire du compte de son établissement définitif dans le délai prévu à l'alinéa 1 du présent article.

En cas d'acceptation par le bénéficiaire, les sommes et les biens inscrits au compte feront dans les quinze jours l'objet d'un arrêté de dation en payement. En cas de contestation, il sera procédé à un arbitrage dans les conditions fixées par l'article 10 de la loi du 2 août 1954. L'arrêté de dation en payement interviendra dans les quinze jours suivant la sentence arbitrale.

IV. — *De la procédure de remise des biens autres que les espèces, créances ou valeurs mobilières.*

Art. 15. — La remise effective des biens ayant fait l'objet soit d'un contrat prévu à l'article 8 de la loi du 2 août 1954, soit d'un décret d'abrogation prévu à l'article 9, soit d'un arrêté de dation en payement portant sur des biens autres que des espèces, des créances ou des valeurs mobilières, ne peut, sauf accord entre les parties, avoir lieu qu'après l'établissement par la Société nationale des entreprises de presse d'un inventaire contradictoire des biens qui font l'objet soit du contrat, soit de l'arrêté, soit du décret. La forme et les conditions d'établissement de cet inventaire seront déterminées par un arrêté du ministre chargé de l'information.

V. — *Aliénation des biens non attribués.*

Art. 16. — Les biens visés au 2e alinéa de l'article 13 de la loi du 2 août 1954 sont vendus aux enchères publiques par l'administration des domaines.

Dès la publication au *Journal officiel* de la liste desdits biens les entreprises bénéficiant des droits de préemption ou de priorité prévus par la loi sont, sur leur demande, avisées des lieu et date des ventes par le directeur des domaines dans la circonscription duquel sont situés les biens. La publicité préalable à l'adjudication énonce explicitement que la vente porte sur des biens visés à l'article 13 de la loi du 2 août 1954.

L'adjudication est tranchée au profit du dernier et plus fort enchérisseur. Toutefois, toute entreprise bénéficiant d'un droit de préemption ou d'un droit de priorité préférable à celui du dernier enchérisseur est immédiatement invitée à faire valoir ses droits pour un prix égal au moment de la dernière enchère.

Si aucune enchère n'est portée en matière de vente immobilière, les droits susvisés s'exercent pour le montant de la mise à prix.

Si le prix limite n'est pas atteint en matière de vente mobilière l'agent chargé de la vente fait connaître ce prix aux entreprises précitées qui pourront faire valoir leur droit pour ce prix.

Si plusieurs entreprises déclarent leur volonté d'exercer le droit de préemption, priorité est donnée à celles qui remplissent les conditions prévues au 2e alinéa, *in fine*, de l'article 13 de la loi du 2 août 1954.

Dans le cas où plusieurs entreprises auraient un droit égal à se porter acquéreur, l'adjudication sera définitivement tranchée après de nouvelles enchères, au profit de celle qui offrira le prix le plus élevé ; à défaut d'enchères, il sera procédé par voie de tirage au sort. A défaut d'exercice du droit de préemption ou de priorité, l'adjudication prononcée au profit du dernier et plus fort enchérisseur est définitive.

En cas d'adjudication infructueuse, les entreprises bénéficiant d'un droit de préemption ou de priorité qui n'auraient pas exercé ce droit ne pourront ultérieurement en réclamer le bénéfice.

VI. — *Des frais de gestion de la Société nationale des entreprises de presse.*

Art. 17. — Sans préjudice du versement, le cas échéant, à la Société nationale des entreprises de presse par le bénéficiaire de la remise des biens d'une rémunération déterminée dans les conditions du droit commun pour la gestion postérieure à la conclusion du contrat prévu à l'article 8 de la loi du 2 août 1954, ou à l'entrée en vigueur du décret d'abrogation ou de l'arrêté de dation en payement, le payement des frais engagés par la Société nationale des entreprises de presse pour les opérations prévues à l'article 13 (1e) de la loi du 11 mai 1946 tel qu'il a été modifié par la loi du 2 août 1954, article 30, est réparti proportionnellement à la valeur des biens qui font l'objet desdites opérations par le moyen d'une redevance calculée comme il est dit ci-après.

Art. 18. — Lorsque les biens font l'objet d'un contrat de vente au comptant conformément à l'article 8 de la loi du 2 août 1954, le montant total de la redevance est fixé à 2 p. 100 de la valeur des biens telle qu'elle est déterminée au contrat.

Lorsque les biens font l'objet d'un contrat de vente sous condition suspensive de payement, le montant de la redevance est calculé pour la première année comme il est dit à l'alinéa précédent. Pour chacune des années ultérieures, il est fixé à 2 p. 100 de l'annuité venant à échéance.

Les versements mis à la charge de l'attributaire par le contrat de vente sont majorés d'une somme égale à la moitié du montant de la redevance. Le surplus de la redevance est mis à la charge des bénéficiaires des versements au prorata de leurs droits respectifs. L'ensemble de la redevance est prélevé sur les sommes versées par les attributaires.

Art. 19. — Lorsque les biens font l'objet d'un contrat dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi du 2 août 1954, le montant de la redevance est fixé à 2 p. 100 de la valeur des biens déterminée par accord entre le président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse et les parties contractantes, ou, à défaut d'accord, par arbitrage.

Les signataires de l'accord conclu conformément audit article 9 sont tenus, chacun pour moitié et solidairement, du payement de la redevance. Celle-ci est payée en totalité lors de l'entrée en possession des biens.

Art. 20. — Lorsque les biens sont l'objet de dation en payement, le montant global de la redevance est fixé à 1 p. 100 de la valeur des biens. Cette valeur est fixée soit par accord entre le président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse et le bénéficiaire de la dation en payement, soit, à défaut d'accord, par arbitrage.

Art. 21. — Lorsque les biens font l'objet d'aliénation, la redevance calculée au taux prévu à l'article 20 ci-dessus est prélevée sur le produit de l'aliénation.

Art. 22. — Dans les cas prévus aux articles 19 et 20 qui précèdent, la redevance est recouvrée dans les conditions fixées par le quatrième alinéa de l'article 14 du décret n° 46-1528 du 16 juin 1946.

Art. 23. — Lorsqu'il y a lieu à arbitrage dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi du 2 août 1954, les frais entraînés par l'arbitrage, y compris ceux afférents aux expertises qu'il peut comporter, sont répartis dans les conditions ci-après:

1° Quand l'arbitrage est demandé par les attributaires, les frais sont mis à leur charge lorsque l'évaluation résultant de l'arbitrage n'est pas inférieure à celle correspondant aux offres faites par la Société nationale des entreprises de presse. Dans le cas contraire, les frais sont répartis entre la Société nationale des entreprises de presse et les attributaires.

La part de la Société nationale des entreprises de presse est prélevée sur le produit de la vente des biens;

2° Quand l'arbitrage est demandé par les anciens propriétaires, les frais d'arbitrage sont mis à la charge de ceux-ci lorsque l'évaluation résultant de l'arbitrage n'est pas supérieure à celle résultant de l'accord intervenu entre la Société nationale des entreprises de presse et l'attributaire. Dans le cas contraire, les frais sont mis à la charge de l'attributaire;

3° Quand pour le calcul de la contribution prévue aux articles 19 et 20 ci-dessus il est procédé à arbitrage, les frais sont mis à la charge de celle des parties qui succombe.

Art. 24. — L'article 21 du décret susvisé du 1er septembre 1954 est abrogé.

Art. 25. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

GILBERT-JULES.

Décrets du 7 juillet 1955 abrogeant les dispositions d'application de la loi du 11 mai 1946 à des entreprises de presse.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information;

Vu la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954, et notamment son chapitre 3;

Vu la convention en date du 10 juin 1955 intervenue entre la Société française d'édition, d'impression et de papeterie « Paris-Sport » et la Société « Combat »;

Vu la mention de conformité de ladite convention aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogés le décret du 20 juin 1946 et l'arrêté du 31 décembre 1946 faisant application des dispositions de la loi du 11 mai 1946 à la Société française d'édition, d'impression et de papeterie « Paris-Sport », pour autant que lesdits actes ne se rapportent pas à des biens répartis à d'autres entreprises que la Société « Combat ».

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information;

Vu la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954, et notamment son chapitre 3;

Vu la convention en date du 7 juin 1955 intervenue entre la Société à responsabilité limitée Imprimerie « Paris-Soir » et la Société anonyme du « Figaro »;

Vu la mention de conformité de ladite convention aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogés le décret n° 46-1504 du 15 juin 1946 et l'arrêté du 13 août 1946 faisant application de la loi susvisée du 11 mai 1946 à la société à responsabilité limitée Imprimerie « Paris-Soir », pour autant que lesdits actes ne concernent pas des biens répartis à d'autres entreprises que la société anonyme du « Figaro ».

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information;

Vu la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954, et notamment son chapitre 3;

Vu la convention en date du 7 juin 1955 intervenue entre la Société anonyme parisienne de publications et d'éditions modernes (S. A. P. P. E. M.) et la Société anonyme du « Figaro ».

Vu la mention de conformité de ladite convention aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogés le décret n° 46-1504 du 15 juin 1946 et l'arrêté du 13 août 1946 faisant application de la loi susvisée du 11 mai 1946 à la société anonyme parisienne de publications et d'éditions modernes (S. A. P. P. E. M.), pour autant que lesdits actes ne concernent pas des biens répartis à d'autres entreprises que la Société anonyme du « Figaro ».

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information;

Vu la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954, et notamment son chapitre 3;

Vu la convention en date du 7 juin 1955 intervenue entre la Société immobilière Mail, Montmartre, Louvre, Aboukir et la Société du « Figaro »;

Vu la mention de conformité de ladite convention aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogés le décret n° 46-1504 du 15 juin 1946 et l'arrêté du 13 août 1946 faisant application de la loi susvisée du 11 mai 1946 à la Société immobilière Mail, Montmartre, Louvre, Aboukir (S. I. M. M. L. A.), pour autant que lesdits actes ne concernent pas des biens répartis à d'autres entreprises que la Société anonyme du « Figaro ».

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information;

Vu la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954, et notamment son chapitre 3;

Vu la convention en date du 27 avril 1955 intervenue entre la Société nouvelle des imprimeries du Loiret et la Société « La République du Centre »;

Vu la convention en date du 27 avril 1955 intervenue entre M. Richard Chapon, agissant tant en son nom personnel que comme représentant des héritiers de M. Gustave Chapon et la Société « La République du Centre »;

Vu les mentions de conformité desdites conventions aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogés les décrets du 15 janvier 1947 et du 11 mars 1947 ainsi que les arrêtés du 30 mars 1947 faisant application des dispositions de la loi du 11 mai 1946 susvisée à la Société nouvelle des imprimeries du Loiret et aux entreprises L'Imprimerie orléanaise et le Républicain du Centre pour autant que lesdits actes ne se rapportent pas à des biens répartis à d'autres entreprises que la Société « La République du Centre »;

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

ANDRÉ MORICE

Concours pour l'accès à l'emploi d'inspecteur de la radiodiffusion-télévision française.

Le ministre de l'industrie et du commerce (information),

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 53-540 du 1er juin 1953 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier du corps des inspecteurs de la radiodiffusion-télévision française;

Vu l'arrêté du 31 mai 1955 autorisant l'ouverture d'un concours intérieur pour l'accès au grade d'inspecteur élève;

Sur la proposition du directeur général de la radiodiffusion-télévision française,

Arrête:

Art. 1er. — Le nombre de places mises au concours intérieur pour l'accès à l'emploi d'inspecteur élève de la radiodiffusion-télévision française, primitivement fixé à 250, est ramené à 170.

Art. 2. — Le directeur général de la radiodiffusion-télévision française est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

Le ministre de l'industrie et du commerce (information),

Pour le ministre et par délégation:

Le conseiller technique,

HENRI CARRIER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur de la fonction publique,

PIERRE CHATENET.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Comité national interprofessionnel des fruits et légumes.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 53-974 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation des marchés agricoles;

Vu le décret n° 55-271 du 16 février 1955 portant création d'un comité national interprofessionnel des fruits et légumes,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés membres du comité national interprofessionnel des fruits et légumes:

Représentants de l'assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture.

Titulaire: M. Pierre Lescourret.

Suppléant: M. André Corne.

Représentants de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Titulaire: M. Raymond Villatte.

Suppléant: M. Maxime Provost.

Représentants de la confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles.

Titulaire: M. Antoine Garrigue.

Suppléant: M. Henri Canonge.

Représentants des producteurs de fruits et légumes.

Titulaires: MM. Antoine Carret, Maurice Chereau, Bertrand de Cherisey, Raymond Cribeillet, Charles Daussant, Roger Ginoux, Louis Grellet (Algérie), Lucien Jouin, Louis Jourdan (Algérie), Edouard Rauscent, Henri Tetart, Marcel Vergnes.

Suppléants: MM. Jacques Bizet, André Charlot, Robert Dion, Laurent Fraysse, Robert Genthial, Guillaume Janvier, Joseph Jausions, René Lemaitre, Vincent Monreal (Algérie), Adrien Perdriau, Marcel Vidal (Algérie).

Représentants des coopératives agricoles de production.

Titulaires: MM. Charles Fichot, Francis Laveuve, Gilbert Paullan (Algérie).

Suppléants: MM. Valère Bonneau, Georges Dumee (Algérie), Jean Malicin.

Représentants des négociants, grossistes, détaillants et coopératives de consommation.

Titulaires: MM. Jean Breteau, Jean-Claude Capgras, Frédéric Collin, Henri Duval, Marcel Gandillon, Pierre Guichard, Vincent Juan (Algérie), Lucien Morot, Marcel Picard, Joseph Severe, Jacques Trouillet, Victor Turrel.

Suppléants: MM. Gustave Basgeix, Jean Coll, Gabriel Granat, Roland Hudelot, Jean Ledoyen, Edouard Leligois, Georges Montferrand, Paul Omer-Decugis, André Plessis, Jean Senes (Algérie), Bernard Toulouse, Roger Vergnaud.

Représentants des industries de transformation.

Titulaires: MM. Roger Pianelli (Algérie), Pierre Pochet, Jacques Rodel.

Suppléants: MM. Maurice Gay, Gérard d'Eaubonne, Raymond Meyrand.

Représentants de la Société nationale des chemins de fer français.

Titulaire: M. Jean-Bernard Verlot.

Suppléant: M. Pierre Grellier.

Représentants des transporteurs routiers.

Titulaire: M. Edmond Renaud.

Suppléant: M. Charles Duclos.

Représentants des transporteurs aériens.

Titulaire: M. Jacques de La Brosse.

Suppléant: M. Jean Bechade.

Représentants des transporteurs maritimes.

Titulaire: M. Vincent Pasteau.

Suppléant: M. Gustave Plaisant.

Représentants des chemins de fer secondaires d'intérêt général et des chemins de fer d'intérêt local.

Titulaire: M. Bernard Sabouret.

Suppléant: M. Georges Guicheteau.

Représentants des organismes de stockage.

Titulaire: M. Charles Salles.

Suppléant: M. Pierre Vidal.

Représentants des organismes de groupage.

Titulaire: M. Jean Laffont.

Suppléant: M. Jean Theureau.

Représentants des organismes de manutention.

Titulaire: M. Marc Destruhaut.

Suppléant: M. Etienne Franzoni (Algérie).

Représentants des fabricants d'emballages.

Titulaire: M. Henri Rieuf.

Suppléant: M. Aimé Pandrau.

Représentants du conseil supérieur du commerce.

Titulaire: M. Jean Dewavrin.

Suppléant: M. Joseph Buck.

Représentants du centre national du commerce extérieur.

Titulaire: M. Jean Vacher-Desvernais.

Suppléant: M. René Baquiast.

Art. 2. — Dix experts seront nommés par le ministre sur proposition du comité lors de sa première séance.

Art. 3. — Le directeur de la production agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juillet 1955.

JEAN SOURBET.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décret n° 55-902 du 7 juillet 1955 fixant le taux de l'allocation de logement pour la période du 1er juillet 1955 au 30 juin 1956.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre de l'agriculture, du ministre de la reconstruction et du logement, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitations ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et notamment son article 96;

Vu le décret n° 55-684 du 20 mai 1955 tendant à améliorer la législation relative à l'allocation de logement;

Vu le décret n° 48-1971 du 30 décembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application du titre II de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif aux allocations de logement, modifié par le décret n° 50-522 du 10 mai 1950, et notamment les articles 2, 4, 7, 8, 9 et 10;

Vu l'avis de la commission supérieure des allocations familiales

Décrète:

Art. 1er. — Pendant la période s'étendant du 1er juillet 1955 au 30 juin 1956, le loyer minimum prévu pour l'ouverture du droit aux allocations de logement est fixé au pourcentage suivant des ressources dont les personnes vivant au foyer ont disposé au cours de l'année 1954:

7,6 pour les jeunes ménages sans enfant;
6,9 pour les ménages d'un enfant;
5,2 pour deux enfants;
4,9 pour trois enfants;
4,6 pour quatre enfants;
4,3 pour cinq enfants;
4 pour six enfants,

avec diminution de 0,15 p. 100 par enfant au delà du sixième.

Art. 2. — Le plafond du loyer mensuel est fixé à 8.300 F. Il est porté à 9.300 F en faveur des allocataires dont le loyer est fixé en application du troisième alinéa de l'article 34 *bis* de la loi du 1er septembre 1948, modifiée, et à 10.400 F lorsqu'il s'agit de locaux construits ou achevés postérieurement au 1er septembre 1948 ou situés dans des habitations à loyer modéré achevées postérieurement au 1er septembre 1947.

Ces plafonds sont majorés de 15 p. 100 par enfant au delà du second.

Art. 3. — Le montant des allocations de logement se calcule en appliquant à la différence entre le loyer principal effectivement payé, dans la limite du plafond de loyer prévu à l'article ci-dessus, et le loyer minimum mensuel, calculé en application de l'article 1er, un pourcentage fixé pour les allocataires salariés à:

40 p. 100 pour les jeunes ménages sans enfant bénéficiaires de l'allocation de salaire unique.

60 p. 100 pour les ménages d'un enfant bénéficiaires de l'allocation de salaire unique.

80 p. 100 pour les ménages de deux enfants.

90 p. 100 pour les ménages de trois enfants.

95 p. 100 pour les ménages de quatre enfants et plus.

Pour les allocataires non salariés, ces pourcentages sont réduits dans le rapport des prestations familiales servies aux salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique à celles versées aux intéressés sur la base des dispositions en vigueur au 1er juillet 1955.

Les organismes débiteurs des prestations familiales exprimeront le montant des allocations de logement en une fraction des allocations familiales et, éventuellement, de l'allocation de salaire unique perçues par les bénéficiaires.

Les allocations de logement ne pouvant, en aucun cas, être supérieures à 75 p. 100 du montant du loyer principal effectivement payé, ni inférieures à 150 F par mois.

Art. 4. — Pour l'application des dispositions précédentes:

1° Les ressources prises en considération sont arrondies jusqu'à 400.000 F au multiple de 20.000 F immédiatement inférieur; au delà de 400.000 F, au multiple de 40.000 F immédiatement inférieur;

2° Les loyers et les minima de loyers mensuels pris en considération sont arrondis, jusqu'à 1.000 F, à la cinquantaine de francs immédiatement inférieure; au delà de 1.000 F, à la centaine de francs immédiatement inférieure;

3° Les pourcentages applicables aux allocataires non salariés sont arrondis à l'unité immédiatement supérieure;

4° Il n'est pas tenu compte des majorations d'allocations familiales instituées par le décret n° 48-1555 du 6 octobre 1948.

Art. 5. — Le montant des primes de déménagement est fixé dans la limite des dépenses réellement engagées par le bénéficiaire.

Il s'exprime en pourcentage du salaire mensuel servant de base pour le calcul des prestations familiales versées aux salariés de l'ancienne résidence du bénéficiaire et est égal:

Pour les localités de plus de 50.000 habitants et dans les localités pour lesquelles les abattements de salaire n'excèdent pas 5 p. 100 à 180 p. 100 pour les familles d'un enfant à charge et les jeunes ménages sans enfant; 200 p. 100 pour les familles de deux enfants à charge; 220 p. 100 pour celles de trois enfants, avec augmentation de 20 p. 100 par enfant à charge au delà du troisième.

Dans les autres localités, à 135 p. 100 pour les familles d'un enfant à charge et les jeunes ménages sans enfant; 150 p. 100 pour les familles de deux enfants à charge; 165 pour 100 pour celles de trois enfants, avec augmentation de 15 p. 100 par enfant à charge au delà du troisième.

Art. 6. — Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de l'agriculture, le ministre de la reconstruction et du logement, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD LAFAY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'agriculture,
JEAN SOURBET.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la reconstruction et du logement,
ROGER DUCHET.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Décret n° 55-903 du 7 juillet 1955 relatif à l'application des dispositions du décret n° 55-731 du 25 mai 1955 pour la détermination du nombre d'officines de pharmacie pouvant être ouvertes dans les conditions prévues à l'article 571 du code de la santé publique.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'article 571 du code de la santé publique;

Vu les décrets n° 45-2155 du 22 septembre 1945 et n° 54-297 du 15 mars 1954 relatifs au dénombrement général de la population;

Vu le décret n° 55-731 du 25 mai 1955 fixant le chiffre de la population à prendre en considération pour l'application des lois d'organisation municipale,

Décrète:

Art. 1er. — Un arrêté du ministre de la santé publique et de la population pourra déclarer que le chiffre de la population d'une commune, fixé par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques, en application du décret du 25 mai 1955, servira de base pour déterminer le nombre des officines de pharmacie pouvant être ouvertes dans cette commune.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la santé publique et de la population,

BERNARD LAFAY.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 7 juillet 1955, M. Gourvil (Albert), inspecteur au ministère de la santé publique et de la population, est chargé d'une mission d'inspection générale dans tous les établissements d'enfants inadaptés relevant du ministère de la santé publique et de la population ou contrôlés par lui.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Transfert de certaines attributions entre directions et services de l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu l'arrêté ministériel du 5 janvier 1954 portant suppression du bureau des litiges,

Arrête:

Art. 1er. — Les attributions ci-après de la section des litiges du bureau du contentieux et du conseil d'Etat sont dévolues à la direction de l'administration générale:

a) L'application de la législation sur les accidents du travail, aux bureaux des personnels de l'administration centrale et des services extérieurs;

b) La signature des pièces militaires intéressant les membres de l'ancien corps des assimilés spéciaux du rapatriement, au bureau des personnels des services extérieurs;

c) Le règlement des litiges en matière immobilière et mobilière et des litiges mettant en jeu la responsabilité de l'administration à l'égard des tiers, au bureau du matériel;

d) La liquidation des comptes de l'ancien corps des assimilés spéciaux du rapatriement au bureau du budget, de l'ordonnancement et de la comptabilité générale.

Art. 2. — Les recours formés par les personnes ayant obtenu des indemnités pour soins médicaux gratuits à la suite d'une décision de la commission supérieure de contrôle et de surveillance sont suivis par la sous-direction des services médicaux.

Art. 3. — Le contentieux relatif à l'application de la législation sur les emplois réservés est suivi par la direction de l'administration générale (bureau des emplois réservés).

Art. 4. — Le personnel de la section des litiges sera réparti entre les directions et services de l'administration centrale en fonction de leurs besoins respectifs.

Art. 5. — Les alinéas 2 et 4 de l'article 1er de l'arrêté du 5 janvier 1954 susvisé sont abrogés.

Art. 6. — Les directeurs de l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet du 1er juillet 1955.

Fait à Paris, le 5 juillet 1955.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Pour le ministre et par son ordre:

Le directeur du cabinet,

MAX QUERRIEN.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

Ordre du jour du vendredi 8 juillet 1955.

A quinze heures. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de trente-huit propositions de loi et deux propositions de résolution relatives à la législation sur les dommages de guerre. (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (Nos 10462-10675-10850. — M. René Schmitt, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Fixation de l'ordre du jour.

3. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Minjoz expose à M. le ministre de la justice que les anciens fonctionnaires mentionnent leur qualité sur la publicité de divers cabinets d'affaires auxquels ils apportent leur concours; que, notamment, d'anciens fonctionnaires de l'enregistrement, des contributions directes et des contributions indirectes n'hésitent pas à faire usage de leurs anciennes qualités dans la diffusion de circulaires de cabinets d'affaires donnant des consultations dans les parties qu'ils avaient été appelés à contrôler en leur qualité de fonctionnaires; et lui demande comment il entend mettre fin à de tels agissements. (2e appel.)

II. — M. Jean-Paul Palewski demande à M. le ministre de l'éducation nationale si les voyages organisés dans les territoires d'outre-mer pour la jeunesse métropolitaine sont définitivement interrompus ou si l'on peut envisager à bref délai la reprise de ces tournées éminemment favorables à la connaissance de l'outre-mer. (2e appel.)

III. — M. Gazier demande à M. le ministre de la reconstruction et du logement de lui indiquer pour Paris et les autres communes du département de la Seine: 1° le nombre de logements détruits par faits de guerre ou toute autre cause entre le 1er septembre 1939 et la fin des hostilités; 2° le nombre de logements existants à la fin de la guerre 1939-1945; 3° le nombre de logements construits ou aménagés depuis: logements nouveaux construits, logements reconstruits, logements provisoires construits, logements aménagés dans des bâtiments existants non affectés précédemment à l'habitation, logements rendus à nouveau habitables par réparation de bâtiments partiellement sinistrés, logements aménagés dans les locaux des maisons de tolérance fermées, par application de la loi du 13 avril 1946; 4° le nombre de logements qui ont dû être, depuis la fin de la guerre 1939-1945, évacués pour des motifs d'hygiène ou de sécurité et le nombre de personnes logées dans lesdits logements; 5° le nombre de logements qui, affectés à l'habitation, ont reçu une autre affectation depuis la fin de la guerre 1939-1945. (2e appel.)

IV. — M. Pierre Garet souligne à M. le ministre de la santé publique et de la population le caractère vraiment antisocial des décisions prises actuellement à l'échelon départemental et tendant à la radiation de certaines personnes de la liste des bénéficiaires de textes d'assistance. Il lui demande de préciser ses intentions à l'égard des décrets des 29 novembre 1953 et 15 novembre 1954 dont l'application ne se comprend certainement pas au moment où le Gouvernement se penche sur le problème des salaires et reconnaît par là même la réalité des difficultés que rencontrent pour vivre les déshérités de l'existence. (2e appel.)

V. — M. Coudray demande à M. le ministre de la reconstruction et du logement quelles mesures il compte prendre pour verser aux sinistrés les indemnités qui leur sont dues pour leurs dommages de guerre professionnels, et à qui, malgré le dépôt des dossiers depuis des délais dépassant un an, aucun acompte n'a encore été versé. (2e appel.)

VI. — M. Rosenblatt expose à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme que la direction de la Société nationale des chemins de fer français, après avoir fait procéder en 1950 à un premier transfert de machines-outils, envisage un nouveau transfert de dix-huit machines provenant des ateliers S. N. C. F. de Mulhouse. Elle a annoncé aux représentants du personnel la suppression du service matériel de Mulhouse à partir du 1er mai 1954 et, malgré les protestations des délégués du personnel, a maintenu sa décision. Or, la disparition progressive des ateliers et celle totale du service du matériel ne manqueraient pas d'avoir des répercussions économiques et sociales dans la région de Mulhouse. Il lui demande s'il a l'intention de laisser liquider le service du matériel et les ateliers de la Société nationale des chemins de fer français de Mulhouse; et, dans l'affirmative, quelles sont les raisons qu'il peut invoquer.

VII. — M. Pierre Souquès expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le contingent supplémentaire de 31.000 tonnes de fruits, et notamment de pommes, dont l'importation en provenance de l'étranger vient d'être autorisée, dépasse de façon considérable et anormale celui qui avait été fixé primitivement à 2.000 tonnes; que cet afflux de fruits sur le marché français, à des prix inférieurs à ceux de la production française, est susceptible de créer à celle-ci un tort sérieux et des difficultés certaines; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à des importations abusives susceptibles d'entraîner la mévente des produits français et avec elle la ruine et le découragement de l'agriculture nationale.

VIII. — M. Estradère expose à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones qu'un élève du collège technique de Biarritz ayant régulièrement fait sa demande et ayant régulièrement constitué son dossier, a été convoqué pour subir les épreuves du concours des postes, télégraphes et téléphones (installations extérieures) des 12 et 13 janvier 1955 à Pau. A l'ouverture des épreuves, il lui a été demandé de signer une déclaration selon laquelle il ne participait au concours qu'à titre conditionnel. Le 1er février ce postulant a reçu notification de l'annulation de ses épreuves sans qu'aucune explication ne lui ait été fournie. Des mesures semblables ayant déjà été prises dans cette région à l'égard de candidats dont les parents ont des opinions politiques déterminées, on est en droit de penser qu'il s'agit d'un acte arbitraire, contraire à la Constitution. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser cette politique de discrimination et pour que soient rapportées les décisions prises à l'encontre de ce postulant.

IX. — Question de M. André Mutter à M. le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques (n° 16001 du 9 mars 1955). (*La présidence a été informée du retrait de cette question par son auteur.*)

X. — M. Bouxom appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés que rencontre actuellement la réalisation d'un projet de construction d'une école de filles boulevard de la Saussaye, à Neuilly. Malgré la diligence dont a fait preuve le conseil municipal en signalant à l'administration, dès le mois d'octobre 1954, l'urgence qui s'attachait à une prompte réalisation de ce projet, malgré les démarches effectuées par M. le maire de Neuilly, celui-ci a été informé que le dossier définitif ne pourrait être retenu faute de crédits. Il lui demande s'il ne serait pas possible de revoir ce dossier et de modifier la décision intervenue dans un sens favorable, étant donné que la municipalité de Neuilly, si elle ne dispose pas des quatorzes classes envisagées, ne pourra assurer convenablement la rentrée d'octobre 1955 et devra refuser des élèves.

4. — Suite de la discussion du projet de loi (n° 10959) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les conventions entre la France et la Tunisie, signées à Paris le 3 juin 1955, et comportant: 1° une convention générale entre la France et la Tunisie ainsi que les protocoles et échanges de lettres annexes; 2° une convention sur la situation des personnes et les protocoles annexes; 3° une convention judiciaire et ses annexes; 4° une convention sur la coopération administrative et technique ainsi que les accords, protocoles et échanges de lettres annexes; 5° une convention culturelle et un protocole annexe; 6° une convention économique et financière ainsi qu'un échange de lettres annexes. (N°s 11097-11132. — M. Verdier, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi (n° 10960) portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains. (N° 11139. — M. Serafini, rapporteur.)

A vingt et une heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le vendredi 8 juillet 1955.

N° 10845. — Rapport de M. Loustau au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de loi et de résolution relatives à l'application, à l'agriculture, du salaire minimum interprofessionnel garanti, dans les mêmes conditions que les professions industrielles et commerciales.

N° 11036. — Rapport de M. Loustau au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer les périodes militaires à une date postérieure à la fin des grands travaux agricoles et en dehors de la saison touristique.

N° 11037. — Proposition de loi de M. Pierre Courant tendant à modifier le régime fiscal des agents commerciaux (renvoyée à la commission des finances).

N° 11047. — Rapport de M. Marcel Ribère au nom de la commission de l'intérieur, sur le projet de loi portant extension à l'Algérie, de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole.

N° 11050 (annexe V) (1). — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés au ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956, section « Forces terrestres d'Extrême-Orient » (renvoyé à la commission des finances).

N° 11054. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à assurer le payement des allocations familiales aux parents des enfants suivant les cours postscolaires ménagers ou agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 11061. — Proposition de loi de M. Secrétain tendant à compléter le décret du 30 avril 1955 portant réforme de la taxe sur le chiffre d'affaires (renvoyée à la commission des finances).

N° 11063. — Proposition de loi de M. Guy Petit tendant à déterminer les droits des propriétaires du sol sur la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures (renvoyée à la commission de la justice).

N° 11066 (1). — Rapport de M. Marcel Noël, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder à la fermeture de la ligne de chemin de fer de Sablé à Loué (Sarthe), et à maintenir le trafic voyageur sur la ligne de Château-du-Loir à Saumur et Thouars.

N° 11069. — Proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à envisager plusieurs dates pour les périodes militaires, afin de ne pas entraver l'activité touristique du pays (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 11071. — Avis de M. Deteuf, au nom de la commission de la production industrielle, sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés.

N° 11072. — Avis de M. Gaubert, au nom de la commission de la reconstruction, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale dans sa première législature, portant création d'une Société d'études, d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.).

N° 11073. — Proposition de résolution de M. Francis Caillet tendant à inviter le Gouvernement à instituer le salaire annuel garanti (renvoyée à la commission du travail).

N° 11077. — Proposition de résolution de M. Marcel Ribère tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge une partie de la réparation des dommages directs causés en Algérie par les événements qui s'y déroulent depuis le 1er novembre 1954 (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 11112. — Projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du ministère des affaires étrangères (renvoyé à la commission des affaires étrangères).

N° 11131. — Rapport de M. Félix Gouin, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité portant rétablissement de l'Autriche indépendante et démocratique.

N° 11132 (1). — Avis de M. Max Lejeune, au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les conventions entre la France et la Tunisie signées à Paris le 3 juin 1955.

N° 11137 (1). — Rapport de M. Faggianelli, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi autorisant la cession amiable aux caisses de mutualité sociale agricole du Vaucluse de l'hôtel des finances, 8, rue de Mons, à Avignon.

N° 11138 (1). — Rapport de M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

N° 11139. — Rapport de M. Serafini, au nom de la commission de l'intérieur, sur le projet de loi portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains.

N° 11148. — Proposition de loi de M. Gaillemin tendant à modifier le décret du 30 avril 1955 portant réforme de l'impôt sur les spectacles perçu en faveur des collectivités locales (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 11151. — Deuxième rapport supplémentaire de M. de Bénouville, au nom de la commission de l'éducation nationale, sur la proposition de loi tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire.

(1) Tirage restreint

Commission des affaires étrangères.

Séance du mercredi 6 juillet 1955.

Présents. — MM. Aumeran, Bardoux (Jacques), Barrès, Bidault (Georges), Bouhey (Jean), Delbez, Faure (Maurice) (Lot), Frugier, Gaulle (Pierre de), Genton, Giovoni, Gouin (Félix), Isorni, Kriegel-Valrimont, Mayer (Daniel) (Seine), Moch (Jules), Noël (Léon) (Yonne), Paternot, Pleven (René), Raymond-Laurent, Rosenblatt, Schumann (Maurice) (Nord).

Excusés. — MM. de Chambrun, Gérard Jaquet, René Mayer, Mutter, Claudius Petit, Vendroux.

Suppléants. — MM. Serafini (de M. Barrès), Goudoux (de M. Billoux), Pronteau (de M. Bonte), Roucaute (de M. Cachin), Gau (de M. Alfred Coste-Floret), de Tinguy (de M. Lecanuet), Briot (de M. Lemaire), Cayeux (de M. de Menthon), Pradeau (de M. Naegelen), Le Coutaller (de M. Verdier).

Commission des affaires économiques.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Castera, Catoire, Catrice, Mme Degrond, MM. Denis (Alphonse) (Haute-Vienne), Evrard, Gaubert, Gazier, Hugues (André) (Seine), Joly, Mabrut, Noël (Marcel) (Aube), Paquet, Vals (Francis).

Excusés. — M. Gaumont.

Commission de l'agriculture.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Baurens, Becquet, Boscary-Monsservin, Briot, Deloeuf, Florand, Golvan, Guitton (Antoine) (Vendée), Ihuel, Kauffmann, Mme Laissac, MM. Lambert (Lucien), Laurens (Robert) (Aveyron), Loustau, Manceau (Robert) (Sarthe), Patria, Pelleray, Prache, Rincent, Saint-Cyr, Sesmaisons (de), Thomas (Alexandre) (Côtes-du-Nord), Tricart.

Excusés — MM. Bricout, Lalle, Lucas, Mehaignerie, Tremouilhe.

Suppléants. — MM. Castera (de M. Fourvel), Cherrier (de M. Waldeck Rochet), Lacombe (de M. Lalle), Lefèvre (de M. Rousselot), Paquet (de M. Becquet), Pufat (de M. Laborbe), Toubiane (de M. Vassor).

Commission des finances.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Arnal, Barangé (Charles) (Maine-et-Loire), Bénard (François), Brusset (Max), Dagain, David (Marcel) (Landes), Denais (Joseph), Dorey, Frédéric-Dupont, Gabelle, Gardey (Abel), Gozard (Gilles), Le Roy-Ladurie, Liauley (André), Marcellin, Meunier (Pierre) (Côtes-d'Or), Palewski (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Petit (Guy) (Basses-Pyrénées), Pineau, Reynaud (Paul), Tinguy (de).

Excusé. — M. Jean Moreau.

Suppléants. — MM. Briot (de M. Ferri), Goudoux (de M. Lamps), Guiguen (de M. Gosnat), Hénault (de M. Boisdé), Louvel (de M. Burlot).

Assistaient en outre à la séance. — MM. Boscary-Monsservin, Viatte.

Commission de l'intérieur.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Aït Ali (Ahmed), Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Barrier, Bendjelloul, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Delmotte, Haumesser, Lenormand (André), Priou, Provo, Rabier, Ribère (Marcel) (Alger), Serafini, Mme Sportisse, MM. Valle (Jules), Wagner.

Suppléants. — MM. Midol (de M. Cristofol), Guiguen (de Mme Grappe), Le Sénéchal (de M. Durroux).

Commission des moyens de communication et du tourisme.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Anthonioz, Auban (Achille), Barbier, Barrier, Barthélémy, Briffod, Dufour, Faraud, Fouyet, Laurens (Robert) (Aveyron), Le Sénéchal, Levindrey, Mariel (Louis) (Haute-Savoie), Midol, Morève, Noël (Marcel) (Aube), Rabier, Regaudie, Schaff, Schmitt (Albert) (Bas-Rhin), Sibué.

Excusés. — MM. Liquard, de Gracia.

Suppléants. — MM. Raymond-Laurent (de M. Penoy), Letourneau (de M. Bichet), Gosset (de M. Couston), Meck (de M. Sauvajon), Mouton (de M. Alcide Benoit [Marne]), Cherrier (de M. Demusois), Chabenat (de M. Nigay), Grimaud (de M. Pinvidic), Jacquet (Michel) (Loire) (de M. Le Cozannet).

Commission des pensions.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents — MM. Badie, Bignon, Cherrier, Delabre, Devemy, Dixmier, Braveny, Godin, Le Coutaller, Mercier (Michel) (Loir-et-Cher), Morève, Mouton, Pradeau, Rosenblatt, Tourné.

Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Cavelier, Chabenat, Coudray, Couinaud, Damette, Elain, Gaubert, Guiguen, Lamarque-Cando, Le Coutaller, Lefèvre (Raymond) (Ardennes), Lenormand (André), Levindrey, Midol, Nisse, Petit (Eugène-Claudius), Raymond-Laurent, Savale, Secrétain, Thiriet, Tiéux.

Excusés. — MM. Guitton (Jean), Gaut, Siefridt, René Schmitt, Pluchet.

Suppléants. — MM. Cherrier (de M. Fourvel), Marcel Noël (de M. Brault), Gosset (de M. Halbout), Mme Sportisse (de M. Estradère), Ballanger (de M. Prot).

Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Bénard (François), Coste-Floret (Paul) (Hérault), Defos du Rau, Grimaud (Maurice) (Loire-Inférieure), Mme Lefebvre (Francine) (Seine), MM. Legaret, Mazuez (Pierre-Fernand), Mercier (André) (Oise), Mignot, Minjoz, Moro-Giafferri (de), Moustier (de), Patinaud, Prélot, Pupat.

Suppléants. — MM. Letourneau (de M. Bouxom), Joubert (de M. Chamant), Nisse (de M. Dronne).

Convocation de bureau.

Le 2e bureau se réunira le vendredi 8 juillet 1955, à quatorze heures trente (local n° 232) :

Suite de l'examen des opérations électorales de Constantine (élections partielles).

Réunions de commissions du vendredi 8 juillet 1955.

2e bureau. — Suite de l'examen des opérations électorales de Constantine, à quatorze heures trente. — Local n° 232.

Commission de la presse, à dix heures. — Local n° 230.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à neuf heures quarante-cinq. — Local n° 264.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Ordre du jour du mardi 12 juillet 1955.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification des pouvoirs (*suite*):

Deuxième bureau:

Territoire du Cameroun (2e section): élection de M. Arouna N'Joya. — M. Fousson, rapporteur.

Cinquième bureau:

Département des Landes. — M. Cornat, rapporteur.

2. — Scrutin pour l'élection de six membres titulaires représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe. (*En application de l'article 76 du règlement, ce scrutin aura lieu dans le salon voisin de la salle des séances. Il sera ouvert pendant une heure.*)

3. — Scrutin pour l'élection de six membres suppléants représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe. (*En application de l'article 76 du règlement, ce scrutin aura lieu dans le salon voisin de la salle des séances. Il sera ouvert pendant une heure.*)

4. — Scrutin pour l'élection de cinq délégués représentant la France à l'Assemblée commune prévue par le traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier. (*En application de l'article 76 du règlement, ce scrutin aura lieu dans le salon voisin de la salle des séances. Il sera ouvert pendant une heure.*)

5. — Scrutin pour l'élection, par suite de vacance, d'un juré titulaire de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 3 mars 1954. (*En application de l'article 76 du règlement, ce scrutin aura lieu dans le salon voisin de la salle des séances. Il sera ouvert pendant une heure.*)

6. — Fixation de l'ordre du jour.

Vérification de pouvoirs.

Dans sa séance du jeudi 7 juillet 1955, le Conseil de la République a vérifié les pouvoirs de:

MM. André Litaise et Auguste-François Billiemaz, sénateurs de l'Ain.
René Blondelle, Jean Deguise et Léon Droussent, sénateurs de l'Aisne.
Laurent Schiaffino, Marcel Rogier et Henri Borgeaud, sénateurs du département d'Alger (1er collège).
Ferhat Marhoun et Tamzali Abdennour, sénateurs du département d'Alger (2e collège).
Fernand Auberger et André Southon, sénateurs de l'Allier.
Emile Aubert, sénateur des Basses-Alpes.
Aristide de Bardonnèche, sénateur des Hautes-Alpes.
Alex Roubert, Joseph Raybaud et Léon Teisseire, sénateurs des Alpes-Maritimes.
Marcel Molle et Alphonse Thibon, sénateurs de l'Ardèche.
Mme Marie-Hélène Cardot et M. Eugène Cuif, sénateurs des Ardennes.
MM. Jean Nayrou, sénateur de l'Ariège.
François Patenôtre et Gustave Alric, sénateurs de l'Aube.
Antoine Courrière et Emile Roux, sénateurs de l'Aude.
Raymond Bonnefous et Jean Maroger, sénateurs de l'Aveyron.
Marcel Boulangé, sénateur du territoire de Belfort.
Jacques Descours-Desacres et Louis André, sénateurs du Calvados.
Henri Chamaulte, sénateur du Cameroun (1re section).
Paul Piales et Hector Peschaud, sénateurs du Cantal.
Guy Pascaud et Pierre Marcilhacy, sénateurs de la Charente.
André Dulin, Jacques Verneuil et Maurice Sauvêtre, sénateurs de la Charente-Maritime.
Charles Durand et Marcel Plaisant, sénateurs du Cher.
Jacques Grimaldi, sénateur des Comores.
Marcel Champeix et Alexis Jaubert, sénateurs de la Corrèze.
Jean Filippi et Jean de Rocca Serra, sénateurs de la Corse.
Armand Josse, sénateur de la Côte-d'Ivoire (1re section).
Coulibaly Ouezzin et Djessou Loubo, sénateurs de la Côte-d'Ivoire (2e section).
Roger Duchet et Bénigne Fournier, sénateurs de la Côte-d'Or.
Henri Cordier, André Cornu et Yves Jézéquel, sénateurs des Côtes-du-Nord.
Paul Pauly et Gaston Chazette, sénateurs de la Creuse.
Emile-Derlin Zinsou, sénateur du Dahomey (1re section).
Maximilien Quenum-Possy-Berry, sénateur du Dahomey (2e section).
Georges Bregegère et Yvon Delbos, sénateurs de la Dordogne.
MM. Lucien Tharradin et Georges Pernot, sénateurs du Doubs.
Maurice Pic et Marius Moutet, sénateurs de la Drôme.
Henri Longchambon, Ernest Pezet et André Armengaud, sénateurs représentant les citoyens français résidant à l'étranger.
Raymond de Montullé et Georges Bernard, sénateurs de l'Eure.
Charles Brune et Robert Brizard, sénateurs d'Eure-et-Loir.
Yves Jaouen, Yves Le Bot, Jean-Louis Rolland et Xavier Trellu, sénateurs du Finistère.
Edgar Tailhades et Paul Béchard, sénateurs du Gard.
André Méric, Charles Suran et Pierre Marty, sénateurs de la Haute-Garonne.
Paul Descomps et Abel Sempé, sénateurs du Gers.
Max Monichon, Robert Brettes, Georges Portmann et Marc Pauzet, sénateurs de la Gironde.
Raymond Susset, sénateur de la Guinée (1re section).
Fodé Mamadou Touré, sénateur de la Guinée (2e section).
Jean Bène, Emile Claparède et Jean Péridier, sénateurs de l'Hérault.
Yves Estève, Marcel Rupied et Paul Robert, sénateurs d'Ille-et-Vilaine.
Vincent Rotinat et René Caillaud, sénateurs de l'Indre.
Michel Debré et Edmond Jollit, sénateurs d'Indre-et-Loire.
Jean Berthoin, Paul Mistral et Baptiste Dufeu, sénateurs de l'Isère.
Charles Laurent-Thouverey et Paul Seguin, sénateurs du Jura.
Joseph Beaujannot et Jacques Boisrond, sénateurs de Loir-et-Cher.
Max Flechet, Claude Mont et Louis Motton, sénateurs de la Loire.
Jean de Lachomette et Paul Chambriard, sénateurs de la Haute-Loire.
Abel-Durand, René Dubois, Michel de Pontbriand et Georges Aguesse, sénateurs de la Loire-Inférieure.
Lucien Perdereau et Maurice Charpentier, sénateurs du Loiret.
Gaston Monnerville et Marc Baudru, sénateurs du Lot.
Etienne Restat et Jacques Bordeneuve, sénateurs de Lot-et-Garonne.
Georges Bonnet, sénateur de la Lozère.
Pierre de Villoutreys, Jean de Geoffre et Etienne Rabouin, sénateurs de Maine-et-Loire.
Henri Cornat, Michel Yver et Léon Jozeau-Marigné, sénateurs de la Manche.
Marcel Lemaire et Roger Menu, sénateurs de la Marne.
Edgard Pisani et Pierre Mathey, sénateurs de la Haute-Marne.
Louis Gros, Jean Léonetti et le général Antoine Béthouart, sénateurs représentant les citoyens français résidant au Maroc.
Paul Symphor et Emile Lodéon, sénateurs de la Martinique.
Yvon Razac, sénateur de la Mauritanie.
Jacques Delalande et Francis Le Basser, sénateurs de la Mayenne.
Jean Coupigny, sénateur du Moyen-Congo (1re section).
Pierre Goura, sénateur du Moyen-Congo (2e section).
Marcel Cerneau et Georges Repiquet, sénateurs de la Réunion.
Amadou Doucouré, Mamadou M'Bodje et Haïdara Mahamane, sénateurs du Soudan (2e section).

Groupes politiques.

M. Marcel Rogier a été nommé président du groupe des républicains indépendants.

Liste des membres titulaires et des membres suppléants permanents des commissions générales et de la commission de comptabilité nommés le 7 juillet 1955, en exécution de l'article 16 du règlement.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, DES DOUANES ET DES CONVENTIONS COMMERCIALES

Membres titulaires. — MM. Louis André, Philippe d'Argenlieu, Baudru, Bouquerel, Bregegère, Martial Brousse, Clerc, Deguise, Charles Durand, Enjalbert, Fillon, Fousson, Jacques Gadoin, Alexis Jaubert, Marcel Lemaire, Marignan, Méric, Naveau, François Patenôtre, de Raincourt, Rametle, Repiquet, Rochereau, Schiaffino, Seguin, Sempé, Tamzali Abdennour, Amédée Valeau, Verneuil, de Villoutreys.

Membres suppléants. — MM. Aguesse, de Bardonnèche, Benmiloud Khelladi, Biatarana, Boutonnat, René Caillaud, Canivez, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Henri Cordier, Cuif, Durand-Réville, Dutoit, Gaston Fourrier, Edmond Jollit, Le Léannec, Mistral, Pascaud, le général Petit, Tardrew, Gabriel Tellier, Piongolo Traoré, Zéle,

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Membres titulaires. — MM. Ajavon, Philippe d'Argenlieu, Augarde, Benhabyles Chérif, Berlioz, Biatarana, Brizard, Carcassonne, Chaintron, Chazette, Colonna, Pierre Commin, Michel Debré, Yvon Delbos, Louis Gros, Léo Hamon, de Lachomette, Lelant, Léonetti, Marius Moutet, Georges Pernot, Ernest Pezet, Pinton, Marcel Plaisant, Gabriel Puaux, Radius, Tamzali Abdennour, Mme Jacqueline Thomé-Patenôtre, MM. Henry Torrès, Michel Yver

Membres suppléants. — M. le général Béthouart, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Charles Brune, Champeix, Descours-Desacres, Mme Marcelle Devaud, M. Dulin, Mme Yvonne Dumont, MM. Charles Durand, Filippi, Lachèvre, Georges Laffargue, Le Gros, Marcel Lemaire, Marcilhacy, le général Petit, Pidoux de la Maduère, Georges Portmann, Southon, Raymond Susset, Wach, Zèle.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Membres titulaires. — MM. de Bardonnèche, Bataille, Georges Boulanger, Brégegère, Brettes, Capelle, Frédéric Cayrou, Claudius Delorme, Jean Doussot, Driant, Dulin, Durieux, Bénigne Fournier, Hoeffel, Houdet, Edmond Jollit, Koessler, Le Bot, Le Leannec, Mathey, Monsarrat, Nabeau, Pascaud, Jules Pinsard, de Pontbriand, Primet, de Raincourt, Restat, Yacouba Sido, Suran.

Membres suppléants. — MM. Aguesse, Philippe d'Argenlieu, Baudru, Benchiha Abdelkader, Marcel Boulangé, Martial Brousse, de Chevigny, Henri Cordier, Yves Jaouen, Alexis Jaubert, Le Sassier-Boisaumé, Marignan, Pierre Marty, Namy, Nayrou, Ohlen, François Patenôtre, Perrot-Migeon, Ramette, Repiquet, Diongolo Traoré, Amédée Valeau, Vandaele, Zussy.

COMMISSION DES BOISSONS

Membres titulaires. — MM. Aguesse, Ajavon, Benchiha Abdelkader, Jean Bène, Georges Bernard, Brettes, Bruyas, Claparède, Henri Cordier, Jean Doussot, Dupic, Charles Durand, Etienne Gay, de Geoffre, Grégory, Hartmann, Hoeffel, Le Basser, Henri Maupoil, Metton, Monsarrat, Hubert Pajot, Marc Pauzet, Péridier, Jules Pinsard, Sauvetre, Sempé, Thibon, Verneuil, Voyant.

Membres suppléants — MM. Borgeaud, Courrière, Léon David, Enjalbert, Yves Estève, Bénigne Fournier, Jean Geoffroy, Gondjout, Edmond Jollit, Koessler, Kotouo, Marcilhacy, Mathey, Monichon, Claude Mont, Pascaud, Perdereau, Marcel Plaisant, de Pontbriand, Primet, Rabouin, Emile Roux, Michel Yver.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Membres titulaires. — MM. Robert Aubé, Augarde, Henri Barré, général Béthouart, Borgeaud, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, Chochoy, Claparède, Fousson, Yves Jaouen, Kalb, Marcel Lemaire, Maroselli, Jacques Masteau, de Maupeou, Edmond Michelet, de Montullé, Mostefai El-Hadi, Parisot, général Petit, Piales, Pic, Pidoux de la Maduère, Raymond Pinchard, Edgard Pisani, Ramampy, Jean-Louis Rolland, Rotinat, Marcel Rupied.

Membres suppléants. — MM. Alric, Berlioz, Chazette, Clerc, Colonna, Coupigny, Courrière, Léon David, Delrieu, Charles Durand, Jézéquel, Jozeau-Marigné, de La Gontrie, Le Digabel, Le Gros, Le Sassier-Boisaumé, Liot, Méric, Radius, Raybaud, Emile Roux, Yacouba Sido, Voyant.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS.

Membres titulaires. — MM. Jean Bertaud, Bordeneuve, Canivez, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Frédéric Cayrou, Chapalain, Paul Chevallier, Coulibaly Ouezzin, Delalande, Delrieu, Paul-Emile Descomps, Mme Yvonne Dumont, MM. Yves Estève, Jean Lacaze, Ralijaona Laingo, Lamousse, Le Gros, Lelant, Gaston Manent, de Maupeau, Georges Maurice, Monichon, Claude Mont, Georges Portmann, Primet, Paul Robert, Southon, Symphor, Thibon, Zafimahova.

Membres suppléants. — MM. Auberger, Georges Boulanger, de Chevigny, Claireaux, Denvers, Mamadou Dia, Dufeu, Mme Girault, MM. Jozeau-Marigné, Mahdi Abdallah, Mamadou M'Bodje, Namy, Marc Pauzet, Pinton, Quenum-Possy-Berry, de Raincourt, Séné, Tharradin, Henri Varlot, Michel Yver, Zinsou, Zussy.

COMMISSION DE LA FAMILLE, DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Membres titulaires. — M. Raymond Bonnefous, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Maurice Charpentier, Coupigny, Mme Marcelle Delabie, MM. Descours-Desacres, Deutschmann, Djessou, Droussent, René Dubois, Jean Fournier, Gaston Fournier, Mme Girault, MM. Kotouo, Jean Lacaze, Lebreton, Le Digabel, Marignan, Menu, Marcel Molle, Arouna N'Joya, Plait, Georges Portmann, de Rocca Serra, Emile Roux, Sahoulba Gontchomé, Southon, Amédée Valeau, Henri Varlot, Wach.

Membres suppléants. — MM. Boudinot, Bregegère, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Courroy, Deguise, Mme Marcelle Devaud, M. Driant, Mme Yvonne Dumont, MM. Durieux, Ferhat Marhoun, de Geoffre, Hartmann, Hoeffel, Gaston Manent, Montpied, Namy, Parisot, Pic, De Raincourt, Ramanpy, Yacouba Sido, Thibon, Zinsou,

COMMISSION DES FINANCES

Membres titulaires. — MM. Alric, Armengaud, Auberger, Bousch, André Boutemy, Chapalain, Coudé du Foresto, Courrière, Jacques Debù-Bridel, Mamadou Dia, Filippi, Fléchet, Gaspard, Georges Laffargue, Albert Lamarque, Waldeck L'Huillier, Litaise, Longuet, Jean Maroger, Maroselli, Georges Marrane, Jacques Masteau, de Montalembert, Pauly, Pellenc, Peschaud, Rogier, Alex Roubert, Jean-Louis Tinaud, Maurice Walker.

Membres suppléants. — MM. Aubert, Martial Brousse, Cerneau, Paul Chevallier, Claireaux, Delrieu, Fillon, Fousson, Kalenzaga, Liot, Longchambon, Edmond Michelet, Monichon, Pic, Edgard Pisani, Plait, Alain Poher, Primet, Quenum-Possy-Berry, Ramette, Mlle Rapuzzi, MM. Raybaud, Rochereau.

COMMISSION DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Membres titulaires. — MM. Robert Aubé, Boisrond, Charles Brune, Jules Castellani, Chazette, Claireaux, Léon David, Amadou Doucouré, Durand-Réville, Gondjout, Hassan Gouled, Jacques Grimaldi, Haïdara Mahamane, Josse, de Lachomette, Longuet, Mamadou M'Bodje, Arouna N'Joya, Perdereau, Plait, Quenum-Possy-Berry, Razac, Riviérez, Marc Rucart, Satineau, François Schleifer, Raymond Susset, Fodé Mamadou Touré, Trellu, Zinsou.

Membres suppléants. — MM. Chérif Benhabyles, Berlioz, Chaintron, Chamaulte, Coulibaly Ouezzin, Coupigny, Courrière, Paul-Emile Descomps, Florisson, Goura, Louis Gros, Kotouo, Lachèvre, Marcel Lemaire, Marcilhacy, Claude Mont, Motais de Narbonne, Ramampy, Sahoulba Gontchomé, Symphor, Tardrew, Zafimahova.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR
(ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGÉRIE).

Membres titulaires. — MM. Raymond Bonnefous, Champeix, André Cornu, Delrieu, Deutschmann, Mme Marcelle Devaud, MM. Enjalbert, Jacques Gadoin, Robert Gravier, Lachèvre, de la Gontrie, Le Basser, Waldeck L'Huillier, Lodéon, Mahdi Abdallah, Claude Mont, Montpied, Nayrou, Pic, Raybaud, Restat, de Rocca Serra, Marcel Rupied, Schwartz, Soldani, Gabriel Tellier, Verdeille, Wach, Zèle, Zussy.

Membres suppléants. — MM. Benmiloud Khelladi, Jean Bertaud, Billiemaz, Chapalain, Gaston Charlet, Chazette, Claudius Delorme, Descours-Desacres, Dupic, Etienne Gay, Léo Hamon, Leonetti, Georges Marrane, Mathey, de Menditte, Marcel Molle, Pidoux de la Maduère, Pinton, Alain Poher, Mlle Rapuzzi, MM. Rogier, Sempé, Tamzali Abdennour, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LÉGISLATION CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Membres titulaires. — MM. Chérif Benhabylès, Biatarana, Carcassonne, Gaston Charlet, Robert Chevalier, Delalande, Durand-Réville, Jean Geoffroy, Goura, Louis Gros, Jozeau-Marigné, Kalb, de la Gontrie, Litaise, Mahdi Abdallah, Marcilhacy, Marcel Molle, Motais de Narbonne, Namy, Ohlen, Péridier, Georges Pernot, Rabouin, Reynouard, Riviérez, Schwartz, Edgar Tailhades, Teisseire, Fodé Mamadou Touré, Joseph Yvon.

Membres suppléants. — MM Jean Bène, Bordeneuve, Georges Boulanger, Capelle, Chaintron, Courrière, Michel Debré, Fousson, Mme Girault, MM. Grégory, Léo Hamon, Josse, Jean Lacaze, Lodéon, Georges Maurice, de Montalembert, Piales, Alain Poher, Marcel Rupied, Sahoulba Gontchomé, François Schleifer, Jean-Louis Tinaud.

COMMISSION DE LA MARINE ET DES PÊCHES

Membres titulaires. — MM. Abel-Durand, Boudinot, Jules Castellani, Cerneau, Henri Cornat, Léon David, Vincent Delpuech, Denvers, Dulin, Yves Estève, Etienne Gay, Houdet, Jézéquel, Lachèvre, Albert Lamarque, Le Bot, Le Digabel, Léonetti, Paumelle, Marc Pauzet, Marcel Plaisant, Mlle Rapuzzi, MM. Razac, Repiquet, Jean-Louis Rolland, Schlaffino, Symphor, Trellu, Joseph Yvon, Zafimahova.

Membres suppléants. — MM. Louis André, Brettes, Nestor Calonne, Carcassonne, Claireaux, André Cornu, Mme Marcelle Delabie, MM. Paul-Emile Descomps, Florisson, Fousson, Gondjout, Hassan Gouled, Yves Jaouen, Josse, Ralijaona Laingo, Lebreton, Edmond Michelet, Ramette, Paul Robert, Sauvetre, Soldani, Gabriel Tellier, Verneuil.

COMMISSION DES MOYENS DE COMMUNICATION, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Membres titulaires. — MM. Aubert, Henri Barré, Beaujannot, Jean Bertaud, Billiemaz, Boisrond, Bonnet, Bordeneuve, Bouquerel, Julien Brunhes, Chambriard, Paul Chevallier, René Dubois, Duloit, de Geoffre, Jacques Grimaldi, Kalenzaga, Ralijaona Laingo, Lodéon, de Menditte, Mistral, Perdereau, Perrot-Migeon, Pinton, Paul Robert, François Ruin, Sauvetre, Soldani, Vanrullen, Verdeille.

Membres suppléants. — MM. Ajavon, Bregegère, Bruyas, Nestor Calonne, Jules Castellani, Cerneau, Robert Chevalier, Henri Cordier, Delalande, Claudius Delorme, Denvers, Dupic, Jacques Gadoin, Laurent-Thouverey, Le Digabel, Minvielle, Plazanet, Reynouard, de Rocca Serra, Marcel Rupied, Symphor, Voyant, Maurice Walker, Zinsou.

COMMISSION DES PENSIONS (PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES ET VICTIMES DE LA GUERRE ET DE L'OPPRESSION)

Membres titulaires. — MM. Auberger, de Bardonnèche, Martial Brousse, Nestor Calonne, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Robert Chevalier, Clerc, Courroy, Dassaud, Ferhat Marhoun, Jean Fournier, Haidara Mahamane, Houcke, Jézéquel, Kalenzaga, Le Gros, Gaston Manent, Mathey, Henri Maupoil, Melton, de Montullé, Namy, Parisot, François Patenôtre, de Pontbriand, Radius, Ramampy, Emile Roux, Vandacle, Michel Yver.

Membres suppléants. — MM. Benchiha Abdelkader, Capelle, Chambriard, Maurice Charpentier, Coulibaly Ouezzin, Mamadou Dia, Amadou Doucouré, Droussent, Dupic, Gaston Fourrier, Mme Girault, MM. Jacques Grimaldi, Pierre Marty, de Menditte, Plait, Plazanet, Alain Poher, Rabouin, de Raincourt, Paul Robert, Seguin, Diongolo Traoré.

COMMISSION DE LA PRESSE, DE LA RADIO ET DU CINÉMA

Membres titulaires. — MM. Jean Pène, Georges Bernard, Brizard, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Bruyas, Capelle, Pierre Commin, Cuif, Jacques Debû-Bridel, Vincent Delpuech, Ferhat Marhoun, Florisson, Gaspard, Léo Hamon, Hartmann, Houcke, Lamousse, Laurent-Thouverey, Le Sassier-Boisauné, Georges Maurice, Edmond Michelet, Hubert Pajot, Ernest Pezet, Plazanet, Alain Poher, Ramette, Marc Rucart, Séné, Suran, Zinsou.

Membres suppléants. — MM. Aguesse, Chérif Benhabyles, Benmiloud Khelladi, Jean Bertaud, Biatarana, Marcel Boulangé, Chaintron, Gaston Charlet, Robert Chevalier, de Chevigny, Dufeu, Louis Gros, Lelant, Henri Maupoil, Paumelle, Raymond Pinchard, Primet, François Ruin, Sempé, Raymond Susset, Verdeille, Zafimahova.

COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Membres titulaires. — MM. Aguesse, Bataille, Baudru, Billiemaz, Georges Boulanger, Bousch, René Caillaud, Nestor Calonne, Chambriard, Henri Cornat, Coudé du Foresto, Descours-Desacres, Droussent, Goura, Grégory, Alexis Jaubert, Kotouo, Laurent-Thouverey, Lebreton, Liot, Longchambon, Pierre Marty, Pascaud, Piales, Raymond Pinchard, Raybaud, Tardrew, Tharradin, Vanrullen, de Villoutreys.

Membres suppléants. — MM. Armengaud, Robert Aubé, Georges Bernard, Biatarana, Bonnet, Bouquerel, Boutonnat, Bruyas, Claireaux, Clerc, Dassaud, Delrieu, Dutoit, Gondjout, de Lachomette, Litaise, Henri Maupoil, Ohlen, Jules Pinsard, Primet, Emile Roux, Symphor, Tamzali.

COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION ET DES DOMMAGES DE GUERRE

Membres titulaires. — MM. Louis André, Boutonnat, René Caillaud, Canivez, Chochoy, Courroy, Cuif, Deguise, Denvers, Driant, Dufeu, Dupic, Yves Jaouen, Jozeau-Marigné, Le Léannec, Georges Marrane, Mistral, Paumelle, Perrot-Migeon, Edgard Pisani, Plazanet, Mlle Rapuzzi, MM. Séné, Gabriel Tellier, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, MM. Diongolo Traoré, Vandacle, Henri Varlot, Voyant, Zussy.

Membres suppléants. — MM. Ajavon, Beaujannot, Georges Boulanger, Bousch, Bregegère, Capelle, Henri Cornat, Djessou, Durieux, Dutoit, Houcke, Le Gros, Waldeck L'Huillier, Lodéon, François Patenôtre, Perdereau, Satineau, Sauvetre, Symphor, Tharradin, Michel Yver, Joseph Yvon.

COMMISSION DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU CONTRÔLE CONSTITUTIONNEL, DU RÈGLEMENT ET DES PÉTITIONS

Membres titulaires. — MM. Baratgin, Borgeaud, Charles Brune, Chaintron, Chamaulte, Champeix, de Chevigny, Colonna, Henri Cordier, André Cornu, Ouezzin Coulibaly, Courrière, Michel Debré, Yvon Delbos, Paul-Emile Descomps, Mamadou Dia, Josse, Marcilhacy, de Menditte, Monichon, de Montalembert, Nayrou, Quenum-Possy-Berry, Rabouin, Rochereau, Alex Roubert, Teisseire, Henry Torrès, Maurice Walker, Zéle.

Membres suppléants. — MM. Aubert, Biatarana, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Jules Castellani, Chochoy, Coupigny, Jacques Debû-Bridel, Delalande, Mme Yvonne Dumont, MM. Léo Hamon, Kalenzaga, Georges Laffargue, Waldeck L'Huillier, Marc Pauzet, Pellenc, Georges Pernot, Alain Poher, Razac, de Rocca Serra, Rogier, Rotinat, Schwartz.

COMMISSION DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Membres titulaires. — MM. Abel-Durand, Baratgin, Beaujannot, Bonnet, Boudinot, Marcel Boulangé, Chamaulte, Maurice Charpentier, de Chevigny, Dassaud, Mmes Marcelle Delabie, Marcelle Devaud, MM. Dufeu, Dutoit, Florisson, Bénigne Fournier, Gaston Fourrier, Mme Girault, MM. Gondjout, Hassan Gouled, Menu, Méric, Minvielle, Montpier, Ohlen, Reynouard, François Ruin, Satineau, Seguin, Tharradin.

Membres suppléants. — M. Bouquerel, Mmes Marie-Hélène Cardot, MM. Claparède, Courroy, Léon David, Mahamane Haidara, Hartmann, Houdet, Kotouo, Ralijaona Laingo, Marignan, Monsarrat, Parisot, Péridier, Plait, Ramette, Gontchomé Sahoulba, Symphor, Thibon, Vanrullen, Maurice Walker, Zafimahova.

COMMISSION DE COMPTABILITÉ

Membres titulaires. — MM. Brizard, Paul Chevallier, Chochoy, Claudius Delorme, Jacques Gadoin, Le Sassier-Boisauné, Liot, Pauly, François Ruin.

Membres suppléants. — MM. Georges Boulanger, André Boutemy, Courrière, Deutschmann, Méric, de Montullé, Pellenc, Peschaud, Reynouard.

Commission des finances.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents. — MM. Alric, Bousch, Boutemy, Coudé du Foresto, Courrière, Dia, Jacques Debû-Bridel, Filippi, Fléchet, Gaspard, Laffargue, Albert Lamarque, L'Huillier, Litaise, Longuet, Jean Maroger, Maroselli, Jacques Masteau, de Montalembert, Pauly, Pellenc, Peschaud, Rogier, Alex Roubert, Tinaud, Maurice Walker.

Excusés. — MM. Armengaud, Chapalain.

Suppléant. — M. Primet.

La commission des finances a nommé:

Président: M. Alex Roubert;
Vice-présidents: MM. Jacques Masteau, Jean Maroger;
Secrétaires: MM. Jacques Debû-Bridel, André Litaise;
Rapporteur général: M. Marcel Pellenc.

Convocations de commissions.

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à quinze heures quarante-cinq (local n° 274):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de:

Quatre membres de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées;

Deux membres de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier;

Trois membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Quatre membres de la commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine (et, éventuellement, quatre membres suppléants);

Deux membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, deux membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission des affaires étrangères est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à quinze heures (salon de la commission).

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de:

Quatre membres de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de communauté européenne du charbon et de l'acier;

Quatre membres de la commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine (et, éventuellement, quatre membres suppléants);

Deux membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, deux membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de l'agriculture est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à neuf heures (local n° 214, salle Jules-Méline).

I. — Constitution de la commission;

II. — Nomination de:

Trois membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Deux membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, deux membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission des boissons est convoquée pour se constituer le vendredi 8 juillet 1955, à quatorze heures quinze (local n° 211, salle Jules Méline).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la défense nationale est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à neuf heures (local n° 217):

I. — Constitution de la commission.

II. — Nomination de:

Cinq membres de la sous-commission de contrôle des crédits de la défense nationale;

Un membre de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier;

Quatre membres de la commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine (et, éventuellement, quatre membres suppléants);

Trois membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, trois membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à neuf heures quarante-cinq (local n° 207):

I. — Constitution de la commission.

II. — Nomination de trois membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, trois membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la famille, de la population et de la santé publique est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à neuf heures (local n° 207):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de deux membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, deux membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commsisino de la France d'outre-mer est convoquée vendredi 8 juillet 1955, à quinze heures quarante-cinq (local n° 215):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de:

Un membre de la sous-commission de contrôle des crédits de la défense nationale;

Trois membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Quatre membres de la commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine (et, éventuellement, quatre membres suppléants);

Deux membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, deux membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) est convoquée pour ce constituer le vendredi 8 juillet 1955, à dix-sept heures quinze (local n° 221).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale est convoquée, pour se constituer, le vendredi 8 juillet 1955, à onze heures quinze (local n° 202).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la marine et des pêches est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à seize heures trente (local n° 215):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de:

Un membre de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées;

Deux membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Un membre de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, un membre suppléant).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à seize heures trente (local n° 202):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de:

Trois membres de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées;

Deux membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Un membre de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, un membre suppléant).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) est convoquée pour se constituer, mardi 12 juillet 1955, à quatorze heures trente (local n° 217).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la presse, de la radio et du cinéma est convoquée pour se constituer, le vendredi 8 juillet 1955, à dix-sept heures quinze (local n° 201).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la production industrielle est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à dix heures trente (local n° 274).

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de:

Quatre membres de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées;

Deux membres de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier;

Trois membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Trois membres de la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, trois membres suppléants).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de la reconstruction et des dommages de guerre est convoquée vendredi 8 juillet 1955, à onze heures quarante-cinq (local n° 213):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de deux membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement.

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions est convoquée pour se constituer, le vendredi 8 juillet 1955, à dix heures trente (local n° 221).

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission du travail et de la sécurité sociale est convoquée le vendredi 8 juillet 1955, à neuf heures quarante-cinq (local n° 213):

a) Constitution de la commission;

b) Nomination de deux membres de la commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre du deuxième plan de modernisation et d'équipement.

Conformément à l'article 18 du règlement, la commission de comptabilité est convoquée, pour se constituer, le vendredi 8 juillet 1955, à onze heures quinze (local n° 269).

Convocation de bureau.

Le deuxième bureau se réunira le vendredi 8 juillet 1955, à quatorze heures quinze (local n° 201):

Examen du dossier d'élections des Bouches-du-Rhône.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 32 du règlement (vice-présidents du Conseil de la République, présidents des commissions et présidents des groupes d'au moins onze membres) est convoquée par M. le président, pour le mardi 12 juillet 1955, à quinze heures, au local 213.

Réunion de bureau du vendredi 8 juillet 1955.

2e bureau, à quatorze heures quinze. — Local n° 201.

Réunions de commissions du vendredi 8 juillet 1955.

Commission des affaires étrangères, à quinze heures. — Local n° 201.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à quinze heures quarante-cinq. — Local n° 271.

Commission de l'agriculture, à neuf heures. — Local n° 214.

Commission des boissons, à quatorze heures quinze. — Local n° 214.

Commission de comptabilité, à onze heures quinze. — Local n° 269.

Commission de la défense nationale, à neuf heures. — Local n° 217.

Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à neuf heures quarante-cinq. — Local n° 207.

Commission de la famille, de la santé publique et de la population, à neuf heures. — Local n° 207.

Commission de la France d'outre-mer, à quinze heures quarante-cinq. — Local n° 215.

Commission de l'intérieur, à dix-sept heures quinze. — Local n° 221.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à onze heures quinze. — Local n° 202.

Commission de la marine et des pêches, à seize heures trente. — Local n° 215.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, à seize heures trente. — Local n° 202.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma, à dix-sept heures quinze. — Local n° 201.

Commission de la production industrielle, à dix heures trente. — Local n° 271.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à onze heures quarante-cinq. — Local n° 213.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à dix heures trente. — Local n° 221.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à neuf heures quarante-cinq. — Local n° 213.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du vendredi 8 juillet 1955.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion de la proposition de résolution de M. Alfred Bour tendant à demander à l'Assemblée nationale de mettre en œuvre la procédure de la revision de la Constitution en ce qui concerne notamment le titre VIII et à inviter l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union à présenter à cette Assemblée des suggestions susceptibles d'être transmises au Parlement et au Gouvernement touchant la réforme de la structure de l'Union française elle-même. (Nos 82 et 101, année 1955. — M. Alfred Bour, rapporteur.)

Vérification de pouvoirs.

Dans sa 1re séance du 7 juillet 1955, l'Assemblée de l'Union française a validé les pouvoirs de M. Jean Courtois, conseiller de l'Union française, élu par l'Assemblée nationale, en remplacement de M. Charles Dumas, décédé.

Nomination de membre de commission.

Dans sa séance du jeudi 7 juillet 1955, l'Assemblée de l'Union française a nommé M. M'Bida membre de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Deroux.

Défense de l'Union française.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents: MM. André (Max), Fleury, Fontanet, de Gouyon, Lévy (Roger), Reyt, Schleiter. *Suppléants:* M. Alduy de M. Margueritte, M. Reyt de M. Galimand, M. Schleiter de M. Signoret, M. Fleury de M. Bazé.

Excusés: MM. Castex, Jean Guiter.

Intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union.

Séance du jeudi 7 juillet 1955.

Présents: MM. Antonini, Barbé, Blanchard de La Brosse, Boisdon, Alfred Bour, Bui Kinh, Chiarasini, Cornet, Guillabert, Guyard, Habib Deloncle, Le Ngoc Chan, Oudard, Perier, Plaloux. *Suppléants:* M. Barbé de Mlle Lafon, M. Cornet de M. Michalet, M. Chiarasini de M. Laurin, M. Habib Deloncle de M. Léger, M. Oudard de M. Troisgros, M. Laurent-Eynac de M. Rencurel.

Assistaient, en outre, à la séance: MM. Dardelle, Schleiter.

Convocations de commissions.

La commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer se réunira le mardi 12 juillet 1955, à dix heures trente (local n° 33), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Compte rendu de M. Chastenet dans les départements d'outre-mer.

II. — Nomination de rapporteur pour le compte rendu de la mission de l'éducation de base.

III. — Rapport de Mme Malroux sur la proposition (n° 388, année 1954) relative à la distribution de lait ou de suppléments alimentaires aux enfants des écoles d'outre-mer.

IV. — Questions diverses.

La commission des affaires économiques se réunira le mardi 12 juillet 1955, à neuf heures trente (local n° 32), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Demande d'avis (n° 6, année 1954) relative à la réglementation des investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer. Examen d'un projet de rapport. — M. Le Brun Kéris, rapporteur.

II. — *a*) Demande d'avis (n° 402, année 1954) sur le projet de décret portant réorganisation des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie en Afrique équatoriale française; *b*) demande d'avis (n° 403, année 1954) sur le projet de décret portant réorganisation des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie en Afrique occidentale française. — M. Dède, rapporteur.

III. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la demande d'avis (n° 153, année 1955) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention d'application des dispositions commerciales contenues dans la convention générale franco-vietnamienne du 30 décembre 1954, signée à Paris le 19 mars 1955.

IV. — Questions diverses.

La commission de comptabilité se réunira le mardi 12 juillet 1955, à quinze heures trente, au château de Versailles (salle 120).

La commission de la défense de l'Union française se réunira le mardi 12 juillet 1955, à dix heures trente (local n° 31), 21, rue La Boétie, Paris.

I. — Adoption du rapport de M. le général Legentilhomme sur la proposition (n° 157, année 1955) tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'inclure dans tout projet de loi portant organisation de la défense nationale et des forces armées des dispositions permettant d'assurer efficacement la défense de l'outre-mer.

II. — Questions diverses.

Annulation et report de convocation de commission.

La réunion de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles, prévue pour le vendredi 8 juillet 1955, à quinze heures (local 33), 21, rue La Boétie, est annulée. Elle aura lieu, éventuellement, pendant la séance publique (local n° 120), à Versailles.

INFORMATIONS

RELATIVES

AU CONSEIL ECONOMIQUE

Séance du lundi 11 juillet 1954.

A QUINZE HEURES

Ordre du jour.

1. — Problème des allocations d'études et de leur rôle dans un enseignement adapté aux besoins du monde moderne. — Rapport et projet d'avis présentés par M. Soula, au nom de la commission des affaires sociales.

2. — Problème de l'assurance chômage. — Rapport et projet d'avis présentés par M. Gondouin, au nom de la commission des affaires sociales.

3. — Etude des problèmes d'ordre économique et social qui résultent du principe de l'annualité budgétaire. — Rapport et projet d'avis présentés par M. Vinot, au nom de la commission des finances, du crédit et de la fiscalité.

4. — Questions diverses.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère de l'agriculture.

Avis aux exportateurs à destination de la Suisse de produits d'exploitation forestière et de scierie en provenance de la zone frontalière.

En application des dispositions de l'article 4 de l'avis aux exportateurs publié par le *Journal officiel* du 30 novembre 1954 (p. 11199), les exportateurs sont informés que le volume de grumes résineuses dont l'exportation est prévue à destination de la Suisse par l'avis aux exportateurs du 26 avril 1955 est épuisé au départ de la zone frontalière du département du Haut-Rhin.

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination de la Suisse.

Clôture d'un contingent.

En application des dispositions de l'avis aux exportateurs publié par le *Journal officiel* du 12 juin 1955, les exportateurs sont informés que le contingent de 5.000 mètres cubes de grumes de peuplier ouvert à destination de la Suisse par l'avis aux exportateurs du 30 novembre 1954 est épuisé et clos.

Mais il leur est rappelé qu'un avis du 21 décembre 1954 a ouvert, à destination de tous les pays appartenant à l'Union européenne des paiements, un contingent de grumes de peuplier qui peut leur permettre de poursuivre leurs opérations.

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.

Avis aux importateurs de fruits secs originaires et en provenance d'Iran.

(Poste 7 de l'accord commercial franco-iranien.)

Les importateurs sont informés de l'ouverture d'un contingent d'importation de 200 millions de francs des produits suivants, originaires et en provenance d'Iran:

Poste n° 7 B. — Raisins secs, pistaches, amandes douces.

Les importations pourront être réalisées jusqu'au 26 juillet 1955 inclusivement; elles seront effectuées sous le régime des certificats d'importation, conformément aux dispositions du chapitre Ier, titre IV, de l'avis n° 483 de l'office des changes, publié au *Journal officiel* du 4 janvier 1951, et selon la procédure définie au titre III, section I, paragraphe II du même avis, c'est-à-dire contre remise, aux bureaux de douane d'entrée, de deux formules CI conformes à l'annexe V de l'avis précité.

Les règlements s'effectueront obligatoirement et exclusivement après la réalisation des importations.

Indépendamment des indications habituelles, les certificats d'importation devront comporter en caractères très apparents, en tête de l'imprimé, une référence au présent avis.

Un avis ultérieur informera les importateurs de l'épuisement du contingent indiqué ci-dessus, dans le cas où il serait réalisé avant le 26 juillet 1955.

Avis aux importateurs d'abricots secs et de gheissis originaires et en provenance d'Iran.

(Poste 7 de l'accord commercial franco-iranien.)

Les importateurs sont informés de l'ouverture d'un contingent d'importation d'abricots secs et de gheissis originaires et en provenance d'Iran (poste 7 A de l'accord commercial franco-iranien).

Les demandes de licences d'importation, établies sur formule AC, devront être parvenues à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), au plus tard le 26 juillet 1955, à midi.

A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané de la part des services compétents.

Les importateurs sont invités à déposer également avant le 26 juillet 1955, au ministère de l'agriculture, service des affaires économiques, 4e bureau, 78, rue de Varenne, à Paris, les exemplaires verts, **apurés par le service des douanes, des licences** d'importation d'abricots secs et de gheissis originaires et en provenance d'Iran qu'ils ont obtenues au cours des annés 1953 et 1954, ou les photocopies de ces documents.

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance du Brésil.

L'accord commercial franco-brésilien du 5 août 1953 est prorogé jusqu'au 30 septembre 1955.

Les conditions de présentation et d'examen des demandes de licences d'importation demeurent celles qui ont été prévues par l'avis aux importateurs de produits originaires et en provenance du Brésil (titre Ier et titre II) qui a été publié au *Journal officiel* du 14 janvier 1955.

Les groupements et organismes assimilés visés au titre Ier de cet avis peuvent immédiatement déposer des demandes de licences d'importation pour les produits correspondants.

Pour les autres produits, qui sont visés au titre II de l'avis du 14 janvier 1955, les demandes peuvent être déposées à partir du 21 juillet 1955. Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 juillet 1949, les demandes de licences seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN-PAUL MARTIN

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité.	Cours limites pratiqués par la Banque de France.		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 7 juillet 1955.	
319 95	États-Unis	1 $ U.S.A.	350 .. (1)	.... ..	.... ..	319 95	.... ..
335 45	Canada	1 $ Can.	.... ..	.... ..	.... ..	335 25	.... ..
163 70	Côte Fse Somalie	100 F Djib.	164 0727	.... ..	.... ..	.... ..	.... ..
8350 ..	Allemagne occid.	100 D Mk	8333 33	8271 ..	8396 ..	8349 50	8348 ..
698 40	Belgique	100 F b.	700 ..	694 75	705 75	698 65	698 50
5040 50	Danemark	100 c. d.	5067 22	5029 25	5105 25	5038 50	.... ..
974 95	Gde-Bretagne...	1 liv. st.	980 ..	972 65	987 35	975 10	974 90
4873 ..	Norvège	100 c. n.	4903 ..	4863 70	4937 ..	4874 ..	4873 50
9166 ..	Pays-Bas	100 fl.	9210 52	9141 60	9279 80	9165 50	9163 ..
6755 ..	Suède	100 c. s.	6765 625	6715 ..	6816 50	6757 ..	6755 ..
8009 50	Suisse	100 f. s.	8003 94	7944 ..	8064 ..	8012 ..	8010 ..
1336 25	Autriche	100 sch.	1346 15	1336 05	1356 25	1356 25	.... ..
997 ..	Égypte	1 liv. ég.	1005 01	997 ..	1013 ..	997 ..	.... ..
56 20	Italie	100 lire.	56 008	55 59	56 43	56 20	56 ..
2787 ..	Mexique	100 pes.	2800 ..	2779 ..	2821 ..	2789 ..	2788 ..
1208 25	Portugal	100 esc.	1217 39	1208 25	1226 50	1208 25	.... ..
4897 50	Tchécoslovaquie	100 krs.	4864 11	4824 50	4897 50	4897 50	.... ..
117 60	Yougoslavie ...	100 din.	116 666	115 70	117 60	117 60	.... ..

Zone C. F. A.	100 F C. F. A.	200
Zone C. F. P.	100 F C. F. P.	550
États associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam	100 piastres	1000

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

BANQUE DE FRANCE

SITUATION HEBDOMADAIRE

		AU 30 JUIN 1955	AU 23 JUIN 1955
ACTIF			
Encaisse or		201.281.591.426 »	201.281.591.426 »
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements		183.725.308.055 »	183.725.233.410 »
Avances au Fonds de stabilisation des changes (1)		175.900.000.000 »	198.000.000.000 »
Monnaies divisionnaires		14.250.861.422 »	14.070.742.218 »
Comptes courants postaux		33.624.427.220 »	27.312.596.711 »
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique		3.849.114.743 »	3.849.114.743 »
Prêts sans intérêts à l'Etat (2)		50.000.000.000 »	50.000.000.000 »
Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (3)		426.000.000.000 »	426.000.000.000 »
Avances provisoires à l'Etat (4)		190.000.000.000 »	190.000.000.000 »
Avances spéciales à l'Etat (5)		99.000.000.000 »	95.000.000.000 »
Portefeuille d'escompte :			
Effets escomptés sur la France	583.636.663.348 »		
Effets escomptés sur l'étranger	113.285.050 »		
Effets garantis par l'office des céréales (6)	16.392.567.163 »	1.071.390.869.854 »	1.024.182.149.299 »
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme	471.128.354.293 »		
Effets négociables achetés en France (7)		245.512.943.234 »	200.952.064.528 »
Avances à 30 jours sur effets publics		26.792.134.000 »	13.441.672.000 »
Avances sur titres		11.024.110.615 »	8.600.340.530 »
Avances sur or		»	»
Hôtel et mobilier de la Banque		4.000.000 »	4.000.000 »
Rentes pourvues d'affectations spéciales (8)		112.980.750 »	112.980.750 »
Effets en cours de recouvrement		46.782.690.459 »	15.916.656.751 »
Divers		47.085.572.419 »	47.811.372.886 »
Total		2.826.873.604.197 F	2.700.660.545.282 F
PASSIF			
Engagements à vue :			
Billets au porteur en circulation		2.629.932.632.000 »	2.503.831.527.475 »
Comptes courants créditeurs :			
Compte courant du Trésor public	45.408.938 »		
Comptes courants des accords de coopération économique	11.712.818.394 »		
Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères	53.985.077.634 »	138.657.711.538 »	124.350.349.481 »
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	72.914.356.572 »		
Capital de la Banque		182.500.000 »	182.500.000 »
Bénéfices en addition au capital (9)		307.824.529 »	307.824.529 »
Réserves mobilières légales (10)		22.105.750 »	22.105.750 »
Réserve immobilière		4.000.000 »	4.000.000 »
Divers		57.766.830.380 »	71.950.208.047 »
Total		2.826.873.604.197 F	2.700.660.545.282 F

(1) (Convention du 27 juin 1949).
(2) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).
(3) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).
(4) (Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention de 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947 convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953).
(5) (Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du 11 juillet 1953).
(6) (Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1944).
(7) (Décret du 17 juin 1938).
(8) (Loi du 17 mai 1834 décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).
(9) (Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).
(10) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

Certifié conforme aux écritures :
Le Gouverneur,
W. BAUMGARTNER.

TAUX DES OPERATIONS

Escompte	3 0/0
Avances sur titres	4 1/2 0/0
Avances à 30 jours	3 0/0
Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois	3 0/0

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014 00, Paris,
ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 500.000.000 DE FRANCS C. F. A.
SIÈGE SOCIAL: 149, RUE GALLIENI, A TANANARIVE (MADAGASCAR)
R. C.: Tananarive n° 47.

OBLIGATIONS 6 0/0 1929 DE 500 F METROPOLITAINS

Tirage du 13 juin 1955.

Amortissement par rachat de cent soixante-quatre obligations; Tirage au sort de mille soixante-dix-sept obligations formant le complément de l'amortissement prévu pour l'année 1955.

Liste récapitulative des numéros d'obligations sortis au présent tirage et des numéros amortis aux tirages précédents et non encore remboursés.

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.
30.000 (54)	30.472 (54)	30.963 (55)	31.382 (54)	31.798 (55)
30.032 (48)	30.476 (54)	30.964 (55)	31.390 (55)	31.799 (55)
30.073 (55)	30.481 (54)	30.965 (55)	31.401 (55)	31.804 (54)
30.076 (55)	30.494 (45)	31.010 (55)	31.402 (55)	31.822 (54)
30.085 (55)	30.521 (54)	31.011 (55)	31.403 (55)	31.829 (53)
30.099 (55)	30.522 (55)	31.012 (55)	31.404 (55)	31.859 (55)
30.106 (55)	30.528 (55)	31.013 (55)	31.406 (54)	31.860 (55)
30.107 (55)	30.529 (55)	31.031 (53)	31.410 (54)	31.861 (55)
30.108 (55)	30.541 (55)	31.041 (55)	31.441 (54)	31.878 (55)
30.109 (55)	30.547 (55)	31.044 (55)	31.448 (54)	31.879 (55)
30.133 (50)	30.548 (55)	31.057 (55)	31.450 (52)	31.880 (55)
30.172 (55)	30.551 (54)	31.058 (55)	31.455 (54)	31.920 (54)
30.174 (55)	30.581 (54)	31.061 (54)	31.457 (55)	31.928 (54)
30.200 (54)	30.583 (54)	31.085 (54)	31.459 (53)	31.930 (54)
30.204 (55)	30.600 (54)	31.087 (54)	31.460 (54)	31.944 (53)
30.205 (55)	30.601 (55)	31.088 (54)	31.461 (55)	31.965 (55)
30.209 (55)	30.625 (55)	31.145 (55)	31.466 (54)	31.966 (55)
30.212 (55)	30.626 (55)	31.148 (54)	31.544 (55)	31.967 (55)
30.214 (55)	30.638 (55)	31.150 (55)	31.547 (55)	31.983 (55)
30.225 (55)	30.641 (55)	31.153 (55)	31.521 (55)	31.985 (55)
30.238 (53)	30.642 (54)	31.170 (54)	31.536 (55)	31.986 (55)
30.258 (54)	30.675 (54)	31.180 (55)	31.537 (54)	32.000 (54)
30.262 (54)	30.676 (54)	31.183 (55)	31.539 (55)	32.006 (53)
30.318 (55)	30.686 (54)	31.184 (55)	31.540 (55)	32.007 (54)
30.319 (55)	30.690 (54)	31.228 (55)	31.569 (54)	32.018 (55)
30.322 (55)	30.704 (55)	31.229 (55)	31.632 (55)	32.046 (55)
30.323 (55)	30.706 (55)	31.234 (54)	31.634 (55)	32.051 (55)
30.324 (55)	30.707 (55)	31.235 (55)	31.636 (55)	32.054 (55)
30.333 (55)	30.709 (55)	31.236 (55)	31.653 (54)	32.072 (52)
30.337 (55)	30.710 (55)	31.239 (54)	31.665 (52)	32.073 (52)
30.339 (52)	30.792 (54)	31.241 (55)	31.672 (54)	32.074 (52)
30.390 (54)	30.836 (52)	31.242 (55)	31.677 (55)	32.092 (54)
30.433 (54)	30.845 (55)	31.263 (54)	31.678 (55)	32.097 (54)
30.437 (53)	30.854 (55)	31.298 (54)	31.680 (53)	32.100 (53)
30.444 (54)	30.856 (55)	31.300 (55)	31.682 (55)	32.128 (55)
30.454 (54)	30.863 (55)	31.303 (55)	31.732 (53)	32.131 (55)
30.455 (55)	30.866 (55)	31.309 (55)	31.738 (54)	32.133 (55)
30.458 (55)	30.884 (54)	31.316 (54)	31.739 (55)	32.136 (53)
30.459 (55)	30.909 (54)	31.319 (54)	31.740 (55)	32.168 (54)
30.461 (55)	30.912 (54)	31.322 (52)	31.764 (54)	32.196 (54)
30.462 (53)	30.928 (54)	31.323 (54)	31.767 (54)	32.199 (55)
30.463 (55)	30.961 (55)	31.340 (54)	31.786 (55)	32.200 (55)
30.464 (55)	30.962 (55)	31.378 (54)	31.787 (55)	

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage
32.213 (54)	32.866 (54)	33.495 (55)	34.196 (54)	34.858 (55)
32.252 (54)	32.868 (53)	33.497 (55)	34.200 (55)	34.859 (55)
32.255 (54)	32.870 (54)	33.521 (55)	34.209 (44)	34.868 (54)
32.262 (55)	32.871 (50)	33.524 (55)	34.210 (47)	34.888 (55)
32.274 (54)	32.873 (54)	33.557 (55)	34.211 (54)	34.894 (55)
32.276 (55)	32.874 (55)	33.572 (55)	34.212 (54)	34.901 (54)
32.283 (55)	32.877 (55)	33.584 (54)	34.213 (53)	34.910 (54)
32.287 (54)	32.878 (54)	33.586 (55)	34.214 (50)	34.914 (55)
32.298 (54)	32.904 (54)	33.595 (55)	34.217 (55)	34.932 (54)
32.320 (54)	32.906 (55)	33.599 (54)	34.229 (55)	34.935 (55)
32.333 (55)	32.907 (55)	33.604 (55)	34.253 (45)	34.940 (55)
32.334 (55)	32.911 (54)	33.607 (48)	34.255 (54)	34.977 (55)
32.335 (55)	32.914 (53)	33.610 (49)	34.264 (55)	34.981 (55)
32.342 (53)	32.920 (54)	33.612 (54)	34.284 (55)	34.983 (55)
32.344 (54)	32.927 (54)	33.613 (50)	34.287 (55)	35.004 (55)
32.354 (54)	32.935 (54)	33.617 (55)	34.301 (53)	35.025 (55)
32.355 (54)	32.939 (55)	33.621 (54)	34.314 (54)	35.038 (55)
32.356 (54)	32.958 (55)	33.627 (53)	34.331 (55)	35.039 (55)
32.358 (55)	32.959 (55)	33.630 (54)	34.334 (55)	35.074 (54)
32.386 (54)	33.010 (55)	33.631 (55)	34.364 (54)	35.086 (55)
32.403 (54)	33.019 (55)	33.679 (55)	34.365 (55)	35.087 (55)
32.407 (54)	33.053 (55)	33.690 (55)	34.366 (55)	35.131 (55)
32.433 (54)	33.067 (55)	33.699 (55)	34.369 (54)	35.132 (54)
32.437 (55)	33.069 (54)	33.708 (54)	34.380 (55)	35.150 (55)
32.439 (55)	33.088 (55)	33.720 (54)	34.381 (55)	35.160 (55)
32.461 (55)	33.093 (55)	33.727 (55)	34.428 (53)	35.168 (55)
32.462 (53)	33.107 (55)	33.730 (55)	34.429 (55)	35.173 (55)
32.463 (54)	33.118 (55)	33.754 (55)	34.433 (54)	35.182 (54)
32.464 (52)	33.132 (54)	33.761 (55)	34.435 (46)	35.199 (55)
32.475 (55)	33.144 (55)	33.764 (54)	34.439 (54)	35.213 (54)
32.554 (55)	33.151 (50)	33.772 (54)	34.441 (55)	35.220 (55)
32.555 (55)	33.154 (55)	33.773 (55)	34.474 (55)	35.221 (55)
32.588 (55)	33.160 (54)	33.774 (55)	34.480 (54)	35.222 (55)
32.590 (55)	33.166 (55)	33.823 (55)	34.483 (55)	35.236 (54)
32.591 (54)	33.167 (54)	33.826 (55)	34.506 (54)	35.247 (55)
32.614 (55)	33.170 (53)	33.883 (54)	34.525 (55)	35.267 (55)
32.616 (54)	33.193 (55)	33.884 (55)	34.526 (55)	35.319 (55)
32.620 (54)	33.196 (54)	33.887 (55)	34.527 (52)	35.336 (55)
32.622 (54)	33.200 (55)	33.897 (55)	34.529 (54)	35.337 (55)
32.624 (54)	33.202 (54)	33.900 (55)	34.554 (54)	35.338 (54)
32.625 (54)	33.208 (52)	33.910 (55)	34.563 (54)	35.343 (55)
32.628 (54)	33.212 (54)	33.919 (54)	34.567 (55)	35.375 (54)
32.629 (54)	33.216 (54)	33.922 (55)	34.577 (55)	35.378 (53)
32.635 (54)	33.238 (55)	33.923 (54)	34.580 (55)	35.398 (55)
32.647 (54)	33.239 (54)	33.931 (53)	34.596 (55)	35.399 (55)
32.648 (54)	33.249 (55)	33.934 (55)	34.600 (55)	35.401 (55)
32.670 (54)	33.274 (55)	33.949 (55)	34.626 (55)	35.413 (54)
32.671 (54)	33.275 (55)	33.950 (55)	34.635 (54)	35.415 (55)
32.762 (54)	33.288 (54)	33.962 (55)	34.654 (55)	35.433 (54)
32.673 (54)	33.296 (55)	33.963 (55)	34.655 (55)	35.437 (55)
32.686 (54)	33.297 (54)	34.005 (55)	34.661 (54)	35.438 (55)
32.687 (55)	33.302 (54)	34.006 (55)	34.668 (55)	35.442 (54)
32.688 (55)	33.314 (54)	34.007 (54)	34.669 (55)	35.447 (55)
32.709 (54)	33.337 (55)	34.032 (54)	34.701 (54)	35.477 (53)
32.722 (55)	33.338 (54)	34.042 (54)	34.721 (55)	35.479 (52)
32.775 (55)	33.341 (55)	34.043 (55)	34.722 (55)	35.480 (55)
32.790 (55)	33.342 (54)	34.047 (55)	34.733 (54)	35.488 (55)
32.825 (55)	33.344 (55)	34.051 (55)	34.741 (42)	35.496 (54)
32.826 (54)	33.346 (55)	34.055 (46)	34.750 (55)	35.516 (53)
32.830 (55)	33.347 (55)	34.074 (54)	34.762 (55)	35.518 (54)
32.831 (55)	33.349 (54)	34.081 (54)	34.772 (54)	35.529 (55)
32.834 (54)	33.358 (54)	34.082 (55)	34.775 (55)	35.531 (55)
32.842 (54)	33.363 (54)	34.103 (55)	34.793 (55)	35.534 (55)
32.844 (54)	33.371 (54)	34.104 (54)	34.801 (54)	35.553 (50)
32.847 (55)	33.412 (55)	34.144 (55)	34.803 (55)	35.558 (54)
32.848 (54)	33.415 (54)	34.158 (54)	34.820 (54)	35.559 (54)
32.850 (54)	33.426 (54)	34.159 (54)	34.827 (54)	35.561 (54)
32.854 (54)	33.430 (55)	34.165 (55)	34.835 (55)	35.569 (55)
32.860 (54)	33.453 (55)	34.171 (55)	34.848 (54)	35.571 (55)
32.863 (52)	33.466 (54)	34.189 (55)	34.852 (54)	

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.
35.575 (54)	36.448 (53)	37.351 (54)	38.279 (53)	39.210 (54)	40.191 (55)	41.125 (54)	42.551 (54)	43.491 (52)	44.521 (54)
35.580 (54)	36.453 (55)	37.362 (53)	38.284 (54)	39.212 (54)	40.194 (54)	41.142 (55)	42.554 (53)	43.492 (55)	44.522 (55)
35.609 (55)	36.454 (54)	37.396 (54)	38.291 (55)	39.223 (55)	40.195 (53)	41.143 (54)	42.555 (55)	43.493 (53)	44.552 (55)
35.644 (55)	36.457 (55)	37.399 (49)	38.293 (54)	39.234 (55)	40.235 (55)	41.148 (55)	42.567 (55)	43.544 (54)	44.562 (55)
35.654 (55)	36.458 (55)	37.400 (50)	38.326 (54)	39.244 (55)	40.243 (55)	41.169 (55)	42.570 (53)	43.549 (55)	44.571 (55)
35.657 (54)	36.471 (48)	37.426 (55)	38.336 (55)	39.258 (55)	40.244 (55)	41.187 (55)	42.572 (54)	43.566 (55)	44.599 (55)
35.664 (54)	36.478 (55)	37.431 (55)	38.345 (55)	39.263 (55)	40.245 (55)	41.495 (55)	42.578 (55)	43.569 (54)	44.609 (54)
35.698 (55)	36.479 (55)	37.434 (55)	38.357 (55)	39.298 (54)	40.284 (55)	41.509 (55)	42.607 (54)	43.576 (55)	44.613 (55)
35.699 (53)	36.480 (55)	37.437 (54)	38.359 (54)	39.304 (54)	40.321 (55)	41.523 (55)	42.608 (55)	43.577 (55)	44.625 (55)
35.700 (55)	36.485 (54)	37.444 (55)	38.361 (55)	39.305 (55)	40.350 (55)	41.529 (54)	42.613 (55)	43.583 (54)	44.653 (55)
35.709 (54)	36.507 (55)	37.457 (54)	38.376 (54)	39.306 (54)	40.361 (54)	41.536 (55)	42.617 (52)	43.588 (55)	44.665 (55)
35.713 (55)	36.520 (55)	37.472 (55)	38.378 (55)	39.335 (54)	40.366 (49)	41.556 (54)	42.619 (54)	43.591 (55)	44.685 (54)
35.717 (54)	36.538 (55)	37.478 (54)	38.384 (54)	39.339 (55)	40.370 (55)	41.572 (55)	42.620 (53)	43.594 (54)	44.690 (55)
35.729 (53)	36.547 (54)	37.500 (54)	38.403 (54)	39.361 (55)	40.383 (55)	41.584 (54)	42.624 (47)	43.613 (55)	44.691 (55)
35.734 (54)	36.586 (55)	37.505 (55)	38.419 (55)	39.394 (55)	40.398 (55)	41.596 (55)	42.625 (50)	43.625 (54)	44.710 (55)
35.737 (55)	36.587 (55)	37.525 (55)	38.420 (55)	39.397 (55)	40.402 (55)	41.624 (54)	42.628 (54)	43.631 (55)	44.720 (55)
35.738 (55)	36.592 (53)	37.532 (54)	38.425 (54)	39.405 (55)	40.416 (55)	41.625 (55)	42.632 (54)	43.633 (55)	44.726 (54)
35.713 (55)	36.594 (55)	37.545 (54)	38.430 (54)	39.418 (55)	40.445 (54)	41.630 (55)	42.638 (55)	43.641 (54)	44.727 (54)
35.714 (54)	36.610 (54)	37.546 (55)	38.459 (55)	39.422 (55)	40.467 (55)	41.654 (55)	42.672 (55)	43.642 (55)	44.728 (53)
35.719 (54)	36.611 (55)	37.558 (52)	38.461 (55)	39.424 (54)	40.484 (55)	41.676 (55)	42.683 (55)	43.644 (47)	44.735 (54)
35.777 (54)	36.621 (55)	37.563 (55)	38.465 (42)	39.454 (55)	40.492 (54)	41.678 (54)	42.702 (55)	43.677 (54)	44.749 (55)
35.778 (55)	36.629 (54)	37.564 (54)	38.469 (55)	39.481 (55)	40.494 (55)	41.687 (55)	42.722 (55)	43.6 0 (55)	44.755 (55)
35.779 (55)	36.643 (55)	37.569 (48)	38.491 (54)	39.496 (54)	40.496 (53)	41.703 (55)	42.737 (55)	43.701 (55)	44.756 (55)
35.782 (54)	36.686 (55)	37.576 (55)	38.494 (45)	39.498 (52)	40.500 (55)	41.723 (55)	42.755 (54)	43.705 (54)	44.762 (54)
35.804 (54)	36.691 (54)	37.586 (55)	38.506 (53)	39.499 (53)	40.523 (55)	41.729 (54)	42.776 (54)	43.710 (54)	44.806 (55)
35.815 (54)	36.692 (55)	37.590 (54)	38.507 (51)	39.503 (55)	40.551 (54)	41.744 (55)	42.788 (55)	43.711 (55)	44.814 (55)
35.833 (55)	36.695 (55)	37.623 (55)	38.530 (54)	39.519 (55)	40.588 (55)	41.757 (55)	42.789 (55)	43.722 (54)	44.815 (54)
35.835 (55)	36.731 (55)	37.633 (55)	38.531 (55)	39.520 (54)	40.590 (55)	41.766 (54)	42.796 (54)	43.729 (54)	44.863 (55)
35.838 (54)	36.737 (55)	37.647 (55)	38.536 (54)	39.537 (55)	40.591 (55)	41.769 (46)	42.803 (55)	43.735 (54)	44.869 (55)
35.842 (54)	36.747 (55)	37.650 (55)	38.549 (52)	39.542 (55)	40.610 (55)	41.798 (55)	42.808 (54)	43.737 (54)	45.874 (54)
35.852 (55)	36.753 (55)	37.690 (54)	38.552 (54)	39.582 (55)	40.619 (55)	41.801 (55)	42.817 (55)	43.739 (55)	44.886 (49)
35.855 (55)	36.764 (55)	37.691 (55)	38.559 (55)	39.583 (54)	40.633 (55)	41.813 (55)	42.822 (54)	43.743 (55)	44.888 (55)
35.860 (54)	36.769 (55)	37.694 (54)	38.563 (55)	39.599 (52)	40.639 (54)	41.825 (55)	42.836 (53)	43.778 (54)	44.890 (50)
35.861 (50)	36.796 (54)	37.708 (55)	38.574 (55)	39.625 (54)	40.645 (55)	41.833 (54)	42.838 (54)	43.786 (55)	44.891 (53)
35.870 (54)	36.804 (55)	37.709 (54)	38.575 (55)	39.629 (55)	40.662 (55)	41.847 (55)	42.845 (55)	43.789 (54)	44.903 (55)
35.890 (54)	36.811 (55)	37.711 (55)	38.578 (54)	39.631 (55)	40.673 (54)	41.852 (55)	42.819 (54)	42.790 (54)	44.911 (55)
35.896 (55)	36.816 (55)	37.713 (54)	38.594 (54)	39.640 (54)	40.705 (55)	41.891 (55)	42.831 (55)	43.804 (55)	44.937 (55)
35.897 (55)	36.833 (55)	37.729 (55)	38.606 (54)	39.643 (55)	40.736 (55)	41.915 (55)	42.862 (55)	43.860 (55)	44.948 (55)
35.917 (55)	36.839 (55)	37.735 (55)	38.620 (55)	39.645 (54)	40.737 (55)	41.936 (54)	42.918 (55)	43.871 (55)	44.950 (55)
35.919 (55)	36.894 (54)	37.740 (54)	38.631 (55)	39.650 (53)	40.739 (54)	41.944 (55)	42.933 (55)	43.872 (54)	44.987 (55)
35.930 (55)	36.897 (55)	37.745 (54)	38.634 (54)	39.654 (55)	40.771 (55)	41.955 (55)	42.947 (55)	43.888 (55)	45.014 (55)
35.938 (54)	36.910 (55)	37.762 (55)	38.656 (54)	39.674 (55)	40.782 (55)	41.961 (54)	42.950 (55)	43.896 (55)	45.021 (55)
35.940 (55)	36.912 (55)	37.797 (54)	38.662 (55)	39.688 (55)	40.786 (54)	41.963 (54)	42.991 (53)	43.903 (54)	45.037 (55)
35.941 (55)	36.913 (55)	37.800 (55)	38.677 (55)	39.705 (54)	40.836 (55)	41.967 (47)	42.994 (55)	43.939 (54)	45.068 (54)
35.955 (55)	36.940 (55)	37.803 (54)	38.698 (55)	39.707 (55)	40.837 (55)	41.991 (55)	42.997 (55)	43.941 (55)	45.069 (55)
35.960 (55)	36.958 (55)	37.811 (55)	38.695 (53)	39.715 (54)	40.861 (54)	41.998 (55)	43.006 (54)	43.943 (54)	45.077 (55)
35.993 (53)	36.959 (54)	37.812 (54)	38.700 (54)	39.718 (55)	40.864 (54)	42.001 (49)	43.014 (55)	43.964 (55)	45.106 (53)
36.004 (53)	36.960 (54)	37.824 (53)	38.701 (55)	39.720 (54)	40.866 (55)	42.026 (55)	43.021 (55)	43.986 (55)	45.117 (55)
36.007 (54)	36.974 (55)	37.827 (54)	38.705 (54)	39.741 (54)	40.873 (55)	42.029 (54)	43.049 (55)	43.988 (55)	45.122 (55)
36.010 (55)	36.984 (52)	37.842 (55)	38.718 (55)	39.744 (54)	40.882 (54)	42.065 (55)	43.053 (53)	44.007 (50)	45.124 (54)
36.012 (55)	36.989 (48)	37.845 (54)	38.722 (53)	39.754 (55)	40.888 (55)	42.067 (55)	43.062 (55)	44.009 (53)	45.135 (55)
36.013 (55)	36.991 (53)	37.884 (55)	38.760 (54)	39.763 (54)	40.927 (55)	42.071 (55)	43.066 (54)	44.010 (55)	45.138 (54)
36.090 (55)	36.992 (54)	37.905 (55)	38.769 (54)	39.765 (55)	40.936 (54)	42.091 (55)	43.094 (55)	44.025 (55)	45.146 (55)
36.092 (55)	36.993 (54)	37.906 (54)	38.777 (55)	39.769 (54)	40.943 (55)	42.107 (55)	43.099 (54)	44.033 (55)	45.159 (54)
36.093 (55)	36.997 (55)	37.916 (45)	38.780 (54)	39.788 (54)	40.952 (55)	42.113 (55)	43.101 (54)	44.085 (55)	45.172 (53)
36.094 (54)	37.007 (55)	37.923 (55)	38.781 (55)	39.793 (55)	40.979 (55)	42.114 (55)	43.122 (55)	44.093 (54)	45.175 (55)
36.127 (55)	37.014 (44)	37.939 (54)	38.788 (53)	39.813 (55)	40.985 (55)	42.119 (54)	43.144 (55)	44.098 (55)	45.225 (55)
36.131 (55)	37.016 (55)	37.945 (55)	38.789 (55)	39.822 (54)	41.021 (55)	42.180 (55)	43.157 (55)	44.112 (55)	45.234 (55)
36.132 (55)	37.019 (52)	37.970 (55)	38.798 (54)	39.836 (55)	41.039 (55)	42.196 (54)	43.165 (54)	44.128 (54)	45.240 (55)
36.151 (52)	37.021 (54)	37.979 (55)	38.799 (55)	39.843 (55)	41.047 (55)	42.197 (55)	43.169 (55)	44.139 (55)	45.259 (55)
36.153 (53)	37.022 (55)	38.021 (47)	38.800 (55)	39.846 (54)	41.064 (54)	42.199 (45)	43.167 (54)	44.141 (55)	45.276 (55)
36.154 (54)	37.027 (54)	38.053 (55)	38.826 (55)	39.869 (55)	41.068 (55)	42.207 (54)	43.174 (55)	44.144 (55)	45.300 (55)
36.157 (54)	37.030 (55)	38.055 (55)	38.835 (55)	39.884 (55)	41.071 (55)	42.212 (55)	43.180 (54)	44.173 (55)	45.329 (55)
36.158 (53)	37.041 (55)	38.056 (54)	38.842 (54)	39.911 (55)	41.074 (55)	42.213 (55)	43.183 (54)	44.197 (54)	45.329 (55)
36.159 (52)	37.060 (54)	38.057 (54)	38.848 (55)	39.912 (54)	41.111 (52)	42.225 (55)	43.209 (54)	44.200 (54)	45.376 (54)
36.151 (53)	37.065 (54)	38.059 (55)	38.858 (54)	39.932 (55)	41.119 (55)	42.234 (54)	43.217 (54)	44.202 (55)	45.373 (55)
36.152 (52)	37.081 (55)	38.061 (55)	38.867 (55)	39.942 (55)	41.121 (55)	42.237 (55)	43.223 (54)	44.220 (54)	45.378 (54)
36.166 (54)	37.156 (55)	38.062 (53)	38.913 (53)	39.946 (55)	41.128 (54)	42.238 (55)	43.229 (55)	44.221 (52)	45.384 (55)
36.184 (55)	37.168 (55)	38.063 (55)	38.924 (55)	39.953 (48)	41.137 (54)	42.252 (54)	43.242 (55)	44.228 (50)	45.392 (54)
36.185 (55)	37.169 (55)	38.079 (50)	38.938 (47)	40.007 (54)	41.138 (55)	42.268 (54)	43.256 (54)	44.235 (55)	45.408 (55)
36.186 (55)	37.182 (55)	38.115 (54)	38.943 (55)	40.008 (55)	41.142 (53)	42.269 (55)	43.260 (55)	44.244 (55)	45.456 (55)
36.256 (53)	37.183 (55)	38.122 (55)	38.944 (55)	40.010 (55)	41.144 (51)	42.272 (51)	43.268 (55)	44.247 (54)	45.455 (54)
36.257 (53)	37.194 (54)	38.128 (53)	38.954 (55)	40.016 (52)	41.150 (52)	42.299 (54)	43.288 (55)	44.257 (53)	45.457 (55)
36.258 (55)	37.197 (55)	38.131 (54)	39.007 (55)	40.024 (55)	41.154 (55)	42.311 (52)	43.291 (54)	44.269 (55)	45.458 (55)
36.260 (55)	37.199 (52)	38.142 (54)	39.012 (55)	40.073 (54)	41.161 (54)	42.328 (54)	43.292 (54)	44.283 (55)	45.476 (55)
36.273 (55)	37.201 (54)	38.147 (54)	39.021 (54)	40.088 (54)	41.172 (55)	42.334 (55)	43.302 (54)	44.294 (54)	45.478 (54)
36.278 (55)	37.203 (55)	38.148 (55)	39.025 (54)	40.095 (54)	41.181 (55)	42.342 (54)	43.306 (54)	44.311 (55)	45.537 (55)
36.280 (55)	37.205 (54)	38.149 (55)	39.029 (53)	40.096 (55)	41.213 (53)	42.346 (50)	43.317 (55)	44.350 (55)	45.552 (55)
36.283 (54)	37.210 (50)	38.156 (53)	39.037 (54)	40.100 (55)	41.214 (54)	42.353 (55)	43.338 (55)	44.365 (53)	45.568 (55)
36.284 (55)	37.225 (55)	38.157 (54)	39.038 (55)	40.107 (54)	41.228 (55)	42.358 (55)	43.343 (54)	44.372 (55)	45.591 (55)
36.311 (55)	37.236 (55)	38.174 (55)	39.045 (55)	40.145 (52)	41.244 (55)	42.370 (55)	43.352 (54)	44.382 (55)	45.594 (55)
36.312 (55)	37.244 (54)	38.175 (55)	39.056 (54)	40.146 (54)	41.245 (54)	42.375 (54)	43.355 (55)	44.383 (55)	45.623 (55)
36.313 (55)	37.252 (54)	38.195 (54)	39.059 (55)	40.147 (53)	41.254 (55)	42.392 (55)	43.394 (55)	44.401 (53)	45.631 (55)
36.321 (53)	37.253 (55)	28.213 (55)	29.062 (54)	40.151 (55)	41.262 (55)	42.406 (55)	43.397 (55)	44.431 (52)	45.640 (54)
36.341 (55)	37.288 (55)	38.218 (54)	39.127 (51)	40.152 (55)	41.283 (55)	42.443 (55)	43.401 (55)	44.438 (54)	45.645 (55)
36.344 (55)	37.311 (55)	38.223 (55)	39.137 (55)	40.160 (53)	41.307 (54)	42.484 (55)	43.414 (55)	44.439 (55)	45.664 (55)
36.358 (54)	37.312 (55)	38.234 (55)	39.138 (55)	40.162 (54)	41.329 (55)	42.484 (54)	43.420 (55)	44.442 (55)	45.665 (55)
36.359 (55)	37.313 (55)	38.248 (54)	39.155 (54)	40.173 (52)	41.331 (55)	42.485 (55)	43.445 (54)	44.471 (55)	45.718 (55)
36.376 (54)	37.317 (54)	38.250 (53)	39.169 (55)	40.174 (54)	41.341 (55)	42.495 (55)	43.447 (55)	44.477 (55)	45.719 (54)
36.377 (54)	37.324 (55)	38.252 (54)	39.170 (54)	40.175 (53)	41.351 (55)	42.500 (55)	43.448 (54)	44.484 (54)	45.727 (55)
36.434 (54)	37.333 (54)	38.258 (54)	39.183 (55)	40.176 (54)	41.365 (55)	42.538 (55)	43.471 (54)	44.488 (55)	45.733 (55)
36.435 (48)	37.337 (55)	38.262 (55)	39.193 (55)	40.189 (55)	41.375 (54)	42.544 (54)	43.490 (54)	44.502 (55)	45.786 (55)

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.
45.793 (55)	46.217 (54)	46.614 (55)	47.024 (54)	47.451 (54)	47.895 (54)	48.282 (55)	48.678 (53)	49.143 (55)	49.600 (55)
45.804 (53)	46.223 (55)	46.624 (54)	47.025 (53)	47.456 (55)	47.916 (53)	48.289 (53)	48.696 (54)	49.145 (52)	49.628 (55)
45.814 (55)	46.231 (53)	46.629 (55)	47.028 (54)	47.461 (55)	47.919 (55)	48.291 (54)	48.700 (55)	49.174 (55)	49.632 (55)
45.829 (55)	46.234 (55)	46.632 (54)	47.029 (54)	47.472 (54)	47.920 (54)	48.292 (55)	48.710 (55)	49.189 (55)	49.642 (54)
45.832 (55)	46.247 (55)	46.647 (55)	47.033 (55)	47.492 (54)	47.921 (54)	48.293 (55)	48.726 (55)	49.199 (55)	49.649 (55)
45.862 (55)	46.270 (54)	46.670 (55)	47.054 (55)	47.506 (55)	47.954 (55)	48.295 (52)	48.746 (55)	49.202 (55)	49.669 (55)
45.870 (55)	46.290 (55)	46.691 (53)	47.071 (55)	47.511 (55)	47.984 (54)	48.347 (55)	48.779 (55)	49.203 (55)	49.676 (54)
45.879 (46)	46.291 (55)	46.695 (55)	47.087 (54)	47.556 (55)	47.985 (55)	48.348 (55)	48.788 (55)	49.271 (55)	49.691 (52)
45.885 (52)	46.293 (52)	46.701 (55)	47.132 (55)	47.557 (54)	47.990 (55)	48.350 (55)	48.811 (55)	49.288 (55)	49.710 (55)
45.907 (55)	46.303 (54)	46.719 (54)	47.135 (54)	47.575 (55)	47.994 (55)	48.366 (55)	48.816 (55)	49.297 (55)	49.729 (54)
45.914 (55)	46.310 (55)	46.716 (55)	47.151 (55)	47.577 (45)	48.006 (55)	48.370 (53)	48.837 (55)	49.298 (55)	49.745 (55)
45.927 (54)	46.313 (53)	46.754 (55)	47.160 (55)	47.589 (54)	48.021 (55)	48.393 (55)	48.845 (55)	49.302 (54)	49.767 (55)
45.935 (54)	46.322 (55)	46.777 (55)	47.174 (55)	47.591 (55)	48.030 (55)	48.435 (55)	48.852 (55)	49.323 (55)	49.774 (55)
45.936 (55)	46.322 (52)	46.783 (55)	47.196 (55)	47.628 (55)	48.043 (55)	48.445 (54)	48.881 (55)	49.332 (55)	49.777 (55)
45.947 (55)	46.351 (55)	46.800 (55)	47.222 (55)	47.647 (55)	48.065 (55)	48.446 (50)	48.916 (55)	49.335 (53)	49.809 (55)
45.982 (55)	46.347 (54)	46.803 (55)	47.223 (55)	47.649 (54)	48.093 (54)	48.447 (52)	48.934 (55)	49.368 (55)	49.821 (55)
45.994 (54)	46.358 (55)	46.805 (55)	47.233 (55)	47.650 (54)	48.120 (55)	48.550 (55)	48.959 (55)	49.350 (50)	49.834 (55)
45.995 (55)	46.398 (55)	46.813 (55)	47.236 (53)	47.654 (55)	48.130 (55)	48.551 (55)	48.978 (55)	49.378 (55)	49.857 (55)
45.997 (52)	46.402 (55)	46.820 (54)	47.263 (54)	47.655 (55)	48.140 (55)	48.552 (55)	48.979 (55)	49.394 (55)	49.877 (55)
46.009 (55)	46.419 (50)	46.823 (54)	47.281 (55)	47.687 (55)	48.149 (55)	48.574 (55)	48.981 (51)	49.397 (52)	49.900 (55)
46.017 (55)	46.430 (55)	46.826 (55)	47.297 (55)	47.703 (55)	48.150 (52)	48.499 (55)	48.994 (55)	49.413 (55)	49.915 (55)
46.030 (55)	46.455 (55)	46.896 (54)	47.302 (54)	47.715 (55)	48.154 (52)	48.506 (55)	49.011 (55)	49.446 (55)	49.916 (55)
46.060 (52)	46.458 (54)	46.906 (55)	47.317 (54)	47.730 (55)	48.156 (53)	48.515 (55)	49.026 (55)	49.451 (55)	49.928 (55)
46.068 (55)	46.478 (55)	46.918 (54)	47.337 (55)	47.740 (54)	48.160 (54)	48.525 (55)	49.030 (54)	49.458 (54)	49.947 (55)
46.077 (55)	46.479 (54)	46.923 (55)	47.338 (55)	47.760 (55)	48.168 (54)	48.549 (52)	49.041 (53)	49.485 (55)	49.954 (55)
46.101 (55)	46.493 (55)	46.923 (52)	47.351 (54)	47.774 (54)	48.169 (55)	48.557 (55)	49.045 (54)	49.488 (55)	49.955 (55)
46.113 (55)	46.508 (55)	46.935 (55)	47.371 (54)	47.779 (54)	48.176 (55)	48.581 (55)	49.055 (55)	49.526 (55)	49.959 (55)
46.123 (55)	46.519 (55)	46.937 (54)	47.379 (55)	47.788 (55)	48.235 (54)	48.582 (55)	49.066 (53)	49.543 (55)	49.971 (54)
46.161 (55)	46.544 (55)	46.947 (55)	47.381 (55)	47.791 (55)	48.236 (55)	48.621 (55)	49.059 (55)	49.550 (54)	49.978 (55)
46.162 (54)	46.552 (55)	46.964 (54)	47.390 (55)	47.803 (54)	48.242 (55)	48.649 (55)	49.070 (55)	49.564 (55)	49.984 (54)
46.174 (55)	46.572 (54)	46.966 (55)	47.392 (54)	47.804 (55)	48.254 (53)	48.652 (55)	49.071 (50)	49.581 (55)	49.986 (55)
46.180 (54)	46.581 (55)	46.977 (54)	47.397 (52)	47.817 (55)	48.258 (55)	48.653 (55)	49.108 (55)	49.583 (53)	49.987 (54)
46.194 (54)	46.589 (54)	46.984 (55)	47.422 (55)	47.831 (55)	48.260 (52)	48.660 (55)	49.127 (54)	49.585 (54)	49.988 (55)
46.215 (54)	46.602 (53)	47.004 (55)	47.438 (55)	47.862 (55)	48.263 (55)	48.675 (55)	49.130 (55)	49.596 (55)	49.992 (55)
	46.606 (54)	47.019 (55)	47.449 (55)	47.874 (55)	48.278 (54)	48.677 (54)	49.138 (50)	49.597 (50)	49.996 (55)

Toutes ces obligations sont remboursables à 500 F métropolitains à partir du 1er août de l'année d'amortissement, coupon du 1er février suivant attaché.

NOTA. — Les nombres portés entre parenthèses en regard des numéros des titres indiquent l'année d'amortissement.

ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 560.000.000 DE FRANCS C. F. A.

SIÈGE SOCIAL : 149, RUE GALLIENI, A TANANARIVE (MADAGASCAR)

R. C. : Tananarive n° 47.

OBLIGATIONS 6 0 0 1928 DE 500 F METROPOLITAINS

Tirage du 6 juin 1955.

Amortissement par rachat de deux cent dix obligations;

Tirage au sort de mille six cent quarante-neuf obligations formant le complément de l'amortissement prévu pour l'année 1955.

Liste récapitulative des numéros d'obligations sortis au présent tirage et des numéros amortis aux tirages précédents et non encore remboursés.

NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.
1 (54)	183 (55)	462 (53)	757 (55)	972 (55)
47 (54)	199 (55)	466 (55)	778 (55)	974 (55)
48 (54)	221 (55)	468 (55)	780 (55)	978 (53)
49 (53)	242 (55)	479 (55)	788 (54)	985 (55)
55 (54)	244 (44)	484 (55)	793 (54)	991 (54)
58 (53)	270 (55)	491 (54)	816 (55)	995 (48)
61 (54)	282 (54)	520 (55)	817 (55)	996 (52)
98 (55)	295 (55)	528 (55)	830 (55)	1.001 (55)
99 (55)	354 (55)	589 (55)	843 (55)	1.009 (55)
108 (54)	367 (54)	596 (55)	844 (55)	1.011 (55)
111 (55)	391 (54)	602 (55)	888 (54)	1.017 (55)
116 (55)	411 (55)	614 (54)	892 (54)	1.033 (55)
122 (54)	425 (54)	619 (54)	900 (55)	1.055 (54)
137 (55)	430 (55)	622 (55)	907 (55)	1.058 (55)
143 (55)	440 (55)	644 (55)	920 (55)	1.076 (55)
148 (54)	441 (55)	654 (53)	947 (54)	1.097 (55)
152 (55)	444 (55)	663 (53)	954 (55)	1.121 (54)
158 (55)	447 (54)	666 (54)	961 (46)	1.158 (54)
165 (54)	448 (55)	668 (54)	962 (52)	1.159 (55)
175 (54)	449 (55)	681 (52)	965 (55)	1.160 (54)

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage
1.157 (55)	1.518 (55)	2.040 (54)	2.479 (54)	2.947 (55)
1.170 (54)	1.520 (55)	2.053 (54)	2.480 (55)	2.950 (49)
1.172 (52)	1.530 (55)	2.065 (55)	2.485 (53)	2.951 (54)
1.179 (55)	1.542 (54)	2.075 (52)	2.489 (54)	2.954 (52)
1.183 (55)	1.543 (52)	2.079 (55)	2.495 (54)	2.955 (55)
1.193 (55)	1.545 (53)	2.089 (55)	2.498 (54)	2.974 (55)
1.200 (55)	1.546 (52)	2.097 (54)	2.524 (54)	2.979 (55)
1.208 (54)	1.555 (54)	2.100 (54)	2.536 (54)	2.982 (55)
1.218 (55)	1.556 (55)	2.103 (54)	2.554 (55)	2.983 (54)
1.234 (54)	1.564 (55)	2.111 (55)	2.556 (48)	2.985 (55)
1.243 (55)	1.566 (54)	2.123 (49)	2.580 (55)	2.990 (55)
1.299 (54)	1.584 (55)	2.140 (54)	2.582 (47)	2.993 (55)
1.309 (55)	1.596 (55)	2.149 (55)	2.586 (55)	3.032 (55)
1.310 (55)	1.600 (54)	2.154 (55)	2.635 (54)	3.055 (54)
1.311 (55)	1.614 (54)	2.161 (55)	2.648 (54)	3.057 (55)
1.319 (55)	1.631 (55)	2.165 (55)	2.656 (54)	3.058 (54)
1.351 (55)	1.634 (55)	2.170 (55)	2.672 (53)	3.061 (54)
1.355 (55)	1.639 (55)	2.178 (54)	2.676 (53)	3.062 (54)
1.358 (55)	1.645 (55)	2.210 (55)	2.694 (55)	3.063 (54)
1.361 (55)	1.670 (55)	2.229 (55)	2.701 (55)	3.076 (55)
1.362 (53)	1.694 (54)	2.235 (55)	2.702 (47)	3.077 (55)
1.374 (54)	1.698 (55)	2.236 (55)	2.714 (53)	3.092 (55)
1.376 (54)	1.707 (55)	2.286 (53)	2.715 (55)	3.096 (55)
1.379 (55)	1.711 (54)	2.300 (53)	2.718 (53)	3.102 (54)
1.404 (55)	1.730 (55)	2.303 (53)	2.720 (55)	3.122 (55)
1.406 (54)	1.736 (54)	2.308 (53)	2.723 (55)	3.127 (55)
1.411 (53)	1.740 (55)	2.311 (55)	2.739 (47)	3.128 (54)
1.417 (55)	1.742 (55)	2.312 (55)	2.740 (46)	3.177 (55)
1.421 (54)	1.746 (55)	2.340 (55)	2.741 (52)	3.179 (55)
1.442 (54)	1.750 (55)	2.359 (54)	2.752 (54)	3.212 (55)
1.447 (54)	1.754 (54)	2.361 (54)	2.757 (53)	3.216 (46)
1.459 (55)	1.771 (55)	2.364 (55)	2.758 (52)	3.221 (55)
1.470 (55)	1.853 (54)	2.398 (55)	2.761 (54)	3.227 (55)
1.475 (55)	1.955 (55)	2.405 (55)	2.772 (55)	3.243 (55)
1.477 (55)	1.959 (55)	2.431 (55)	2.773 (55)	3.251 (55)
1.479 (55)	1.965 (55)	2.432 (54)	2.782 (55)	3.254 (55)
1.480 (55)	1.968 (54)	2.433 (55)	2.797 (55)	3.270 (54)
1.484 (55)	1.984 (55)	2.438 (54)	2.803 (55)	3.272 (42)
1.487 (55)	1.994 (55)	2.465 (55)	2.814 (55)	3.273 (41)
1.489 (55)	2.002 (55)	2.468 (50)	2.818 (55)	3.275 (54)
1.498 (52)	2.014 (55)	2.469 (52)	2.846 (53)	3.277 (54)
1.500 (55)	2.022 (54)	2.471 (54)	2.857 (55)	
1.501 (53)	2.031 (55)	2.472 (48)	2.858 (55)	

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.
3.286 (54)	3.991 (55)	4.905 (54)	5.974 (55)	7.017 (54)	8.122 (55)	9.049 (55)	9.898 (55)	10.955 (55)	12.017 (54)
3.287 (54)	3.999 (54)	4.924 (55)	5.982 (55)	7.027 (55)	8.146 (55)	9.055 (54)	9.903 (55)	10.959 (54)	12.026 (55)
3.288 (53)	4.015 (55)	4.925 (55)	5.985 (55)	7.042 (55)	8.148 (55)	9.056 (54)	9.937 (55)	10.974 (55)	12.034 (54)
3.293 (54)	4.020 (54)	4.969 (55)	5.992 (55)	7.043 (54)	8.152 (49)	9.058 (55)	9.950 (54)	11.034 (55)	12.038 (55)
3.297 (54)	4.021 (52)	4.971 (55)	5.998 (55)	7.049 (55)	8.153 (50)	9.060 (55)	9.954 (55)	11.038 (55)	12.054 (55)
3.305 (55)	4.022 (55)	4.990 (55)	6.001 (54)	7.051 (55)	8.232 (55)	9.063 (54)	9.964 (53)	11.039 (55)	12.057 (55)
3.321 (55)	4.043 (55)	4.997 (55)	6.007 (55)	7.053 (55)	8.244 (55)	9.065 (55)	10.015 (53)	11.040 (55)	12.061 (55)
3.329 (55)	4.044 (55)	5.005 (55)	6.008 (55)	7.063 (55)	8.247 (54)	9.067 (54)	10.017 (55)	11.044 (55)	12.067 (55)
3.355 (55)	4.050 (55)	5.014 (55)	6.010 (55)	7.077 (55)	8.254 (54)	9.078 (53)	10.060 (55)	11.053 (55)	12.087 (54)
3.357 (53)	4.056 (55)	5.017 (55)	6.016 (55)	7.078 (55)	8.258 (53)	9.081 (54)	10.077 (55)	11.079 (55)	12.088 (55)
3.361 (54)	4.101 (55)	5.033 (55)	6.020 (55)	7.084 (54)	8.279 (50)	9.084 (54)	10.095 (53)	11.095 (55)	12.090 (53)
3.365 (55)	4.108 (54)	5.037 (55)	6.026 (54)	7.091 (55)	8.281 (55)	9.086 (55)	10.106 (53)	11.096 (55)	12.093 (52)
3.397 (54)	4.122 (55)	5.043 (55)	6.040 (55)	7.118 (54)	8.286 (55)	9.091 (55)	10.111 (54)	11.110 (54)	12.094 (55)
3.399 (54)	4.128 (55)	5.044 (55)	6.060 (55)	7.120 (55)	8.290 (55)	9.094 (55)	10.112 (55)	11.117 (54)	12.098 (53)
3.403 (55)	4.130 (55)	5.049 (54)	6.071 (55)	7.122 (49)	8.295 (55)	9.095 (54)	10.129 (55)	11.124 (55)	12.118 (46)
3.407 (55)	4.133 (55)	5.063 (55)	6.072 (55)	7.128 (55)	8.297 (55)	9.096 (55)	10.153 (54)	11.128 (54)	12.129 (55)
3.417 (55)	4.147 (55)	5.091 (54)	6.134 (55)	7.137 (55)	9.300 (55)	9.097 (49)	10.156 (54)	11.157 (55)	12.147 (54)
3.418 (55)	4.159 (54)	5.095 (55)	6.139 (55)	7.148 (54)	8.308 (55)	9.098 (48)	10.161 (53)	11.161 (55)	12.181 (55)
3.426 (55)	4.151 (55)	5.096 (55)	6.154 (55)	7.151 (55)	8.346 (54)	9.111 (55)	10.162 (55)	11.175 (54)	12.191 (48)
3.427 (55)	4.152 (51)	5.097 (55)	6.157 (55)	7.241 (55)	8.348 (55)	9.133 (49)	10.221 (50)	11.176 (55)	12.192 (53)
3.436 (55)	4.179 (55)	5.113 (55)	6.158 (55)	7.246 (55)	8.358 (55)	9.140 (55)	10.222 (55)	11.198 (46)	12.216 (55)
3.441 (55)	4.202 (55)	5.182 (55)	6.162 (55)	7.264 (53)	8.362 (55)	9.149 (55)	10.223 (55)	11.211 (55)	12.223 (54)
3.450 (55)	4.217 (51)	5.244 (48)	6.166 (55)	7.270 (54)	8.368 (53)	9.152 (55)	10.224 (55)	11.217 (55)	12.226 (54)
3.451 (54)	4.219 (52)	5.277 (54)	6.171 (55)	7.281 (54)	8.399 (55)	9.165 (55)	10.228 (54)	11.218 (54)	12.229 (55)
3.453 (54)	4.252 (55)	5.281 (55)	6.179 (55)	7.283 (55)	8.400 (54)	9.167 (55)	10.229 (55)	11.219 (53)	12.230 (53)
3.474 (55)	4.253 (51)	5.313 (48)	6.180 (55)	7.329 (55)	8.401 (54)	9.169 (55)	10.235 (54)	11.220 (54)	12.232 (55)
3.483 (55)	4.255 (55)	5.330 (55)	6.181 (54)	7.341 (52)	8.403 (54)	9.177 (55)	10.255 (55)	11.222 (55)	12.233 (55)
3.494 (55)	4.260 (54)	5.334 (52)	6.189 (55)	7.342 (54)	8.412 (55)	9.194 (54)	10.280 (55)	11.223 (54)	12.272 (54)
3.495 (53)	4.268 (55)	5.366 (55)	6.193 (55)	7.356 (55)	8.413 (47)	9.195 (55)	10.316 (49)	11.227 (55)	12.278 (50)
3.505 (55)	4.279 (55)	5.370 (55)	6.197 (54)	7.374 (53)	8.414 (48)	9.204 (55)	10.317 (47)	11.241 (55)	12.281 (55)
3.506 (55)	4.282 (55)	5.381 (55)	6.203 (54)	7.415 (54)	8.415 (47)	9.223 (55)	10.318 (53)	11.242 (55)	12.282 (55)
3.510 (53)	4.294 (54)	5.410 (55)	6.254 (53)	7.418 (52)	8.416 (47)	9.225 (55)	10.322 (55)	11.257 (55)	12.283 (55)
3.517 (55)	4.298 (54)	5.417 (54)	6.272 (55)	7.454 (55)	8.420 (55)	9.233 (55)	10.324 (55)	11.259 (54)	12.296 (55)
3.518 (54)	4.310 (55)	5.423 (54)	6.292 (54)	7.455 (55)	8.438 (54)	9.254 (55)	10.332 (55)	11.260 (55)	12.297 (55)
3.530 (55)	4.354 (55)	5.447 (55)	6.311 (55)	7.465 (55)	8.470 (54)	9.264 (54)	10.333 (55)	11.263 (55)	12.298 (55)
3.536 (44)	4.367 (55)	5.485 (52)	6.323 (55)	7.472 (55)	8.473 (54)	9.266 (55)	10.334 (55)	11.270 (54)	12.309 (55)
3.538 (54)	4.387 (55)	5.527 (55)	6.339 (55)	7.473 (55)	8.542 (55)	9.267 (54)	10.338 (55)	11.274 (55)	12.314 (55)
3.548 (55)	4.388 (55)	5.530 (55)	6.372 (55)	7.490 (54)	8.543 (55)	9.286 (55)	10.339 (54)	11.277 (54)	12.315 (55)
3.549 (54)	4.393 (52)	5.535 (55)	6.380 (55)	7.494 (55)	8.547 (54)	9.306 (55)	10.347 (55)	11.278 (55)	12.317 (55)
3.552 (54)	4.412 (55)	5.544 (55)	6.384 (55)	7.498 (54)	8.549 (54)	9.331 (55)	10.351 (55)	11.295 (52)	12.322 (54)
3.553 (52)	4.422 (55)	5.543 (54)	6.397 (54)	7.502 (55)	8.550 (55)	9.336 (54)	10.359 (55)	11.305 (54)	12.329 (55)
3.555 (55)	4.432 (54)	5.548 (53)	6.423 (54)	7.503 (55)	8.553 (54)	9.340 (54)	10.369 (54)	11.309 (53)	12.339 (55)
3.567 (55)	4.433 (55)	5.554 (53)	6.424 (55)	7.507 (54)	8.554 (55)	9.343 (52)	10.382 (55)	11.313 (54)	12.347 (55)
3.587 (47)	4.444 (55)	5.560 (55)	6.433 (54)	7.508 (55)	8.556 (54)	9.347 (55)	10.389 (55)	11.346 (55)	12.348 (55)
3.589 (55)	4.453 (55)	5.577 (55)	6.435 (54)	7.523 (55)	8.557 (55)	9.349 (55)	10.402 (54)	11.349 (55)	12.368 (55)
3.590 (45)	4.455 (55)	5.586 (54)	6.452 (55)	7.542 (55)	8.574 (55)	9.352 (52)	10.404 (54)	11.384 (55)	12.379 (54)
3.591 (50)	4.465 (55)	5.607 (55)	6.458 (55)	7.543 (54)	8.587 (55)	9.354 (54)	10.408 (54)	11.383 (54)	12.387 (54)
3.592 (53)	4.469 (48)	5.609 (55)	6.480 (53)	7.544 (55)	8.600 (55)	9.355 (55)	10.412 (55)	11.387 (54)	12.389 (54)
3.593 (53)	4.472 (55)	5.625 (55)	6.481 (54)	7.546 (55)	8.612 (55)	9.356 (53)	10.421 (55)	11.389 (55)	12.399 (54)
3.594 (49)	4.479 (55)	5.626 (55)	6.501 (55)	7.558 (55)	8.615 (54)	9.358 (54)	10.438 (55)	11.399 (55)	12.403 (55)
3.595 (48)	4.483 (55)	5.634 (55)	6.504 (53)	7.565 (54)	8.657 (55)	9.359 (54)	10.447 (55)	11.428 (55)	12.428 (55)
3.597 (55)	4.516 (55)	5.656 (55)	6.518 (54)	7.566 (55)	8.661 (55)	9.360 (54)	10.489 (52)	11.437 (55)	12.439 (55)
3.603 (54)	4.520 (55)	5.663 (55)	6.522 (54)	7.571 (45)	8.666 (54)	9.364 (52)	10.496 (54)	11.438 (55)	12.448 (52)
3.605 (54)	4.548 (55)	5.675 (55)	6.525 (54)	7.582 (53)	8.668 (55)	9.367 (55)	10.506 (55)	11.440 (55)	12.449 (55)
3.613 (55)	4.549 (54)	5.681 (55)	6.534 (55)	7.583 (53)	8.679 (55)	9.384 (55)	10.514 (55)	11.456 (54)	12.458 (54)
3.614 (55)	4.550 (55)	5.686 (55)	6.536 (54)	7.609 (55)	8.680 (54)	9.391 (55)	10.528 (55)	11.484 (54)	12.487 (55)
3.635 (55)	4.584 (54)	5.694 (54)	6.537 (55)	7.630 (55)	8.696 (55)	9.427 (54)	10.531 (55)	11.496 (54)	12.503 (55)
3.665 (55)	4.603 (55)	5.695 (55)	6.538 (54)	7.633 (54)	8.702 (54)	9.428 (55)	10.532 (55)	11.554 (55)	12.514 (55)
3.668 (55)	4.610 (55)	5.707 (54)	6.543 (54)	7.638 (55)	8.725 (55)	9.438 (55)	10.555 (55)	11.561 (54)	12.515 (55)
3.683 (54)	4.613 (55)	5.724 (54)	6.544 (54)	7.747 (55)	8.752 (55)	9.439 (55)	10.559 (55)	11.576 (55)	12.516 (54)
3.692 (55)	4.627 (54)	5.729 (55)	6.545 (55)	7.753 (55)	8.757 (55)	9.442 (55)	10.560 (55)	11.614 (55)	12.584 (55)
3.694 (55)	4.628 (55)	5.739 (55)	6.553 (54)	7.755 (55)	8.766 (54)	9.444 (55)	10.563 (55)	11.639 (49)	12.586 (55)
3.696 (55)	4.629 (54)	5.741 (54)	6.570 (55)	7.760 (54)	8.770 (53)	9.447 (54)	10.566 (48)	11.642 (54)	12.588 (53)
3.713 (55)	4.651 (55)	5.743 (55)	6.577 (55)	7.768 (55)	8.797 (53)	9.493 (55)	10.567 (52)	11.647 (55)	12.616 (54)
3.717 (55)	4.655 (55)	5.750 (54)	6.579 (55)	7.772 (55)	8.806 (54)	9.495 (54)	10.568 (54)	11.658 (55)	12.621 (55)
3.731 (51)	4.662 (55)	5.753 (54)	6.596 (55)	7.775 (55)	8.815 (54)	9.496 (55)	10.569 (43)	11.664 (55)	12.636 (52)
3.746 (55)	4.666 (54)	5.754 (52)	6.607 (55)	7.777 (55)	8.821 (54)	9.522 (55)	10.579 (55)	11.697 (55)	12.649 (55)
3.749 (54)	4.668 (55)	5.759 (53)	6.612 (55)	7.780 (55)	8.823 (52)	9.570 (55)	10.592 (55)	11.700 (55)	12.652 (55)
3.766 (55)	4.669 (55)	5.800 (54)	6.634 (55)	7.802 (55)	8.828 (53)	9.577 (55)	10.600 (54)	11.715 (55)	12.656 (55)
3.753 (54)	4.675 (54)	5.814 (54)	6.682 (41)	7.851 (55)	8.846 (55)	9.594 (55)	10.606 (55)	11.752 (53)	12.669 (54)
3.768 (54)	4.676 (54)	5.815 (55)	6.686 (55)	7.924 (54)	8.856 (55)	9.609 (55)	10.607 (55)	11.754 (54)	12.682 (54)
3.818 (55)	4.679 (55)	5.817 (55)	6.691 (55)	7.929 (54)	8.870 (55)	9.610 (54)	10.665 (55)	11.814 (54)	12.685 (55)
3.822 (55)	4.680 (55)	5.824 (55)	6.782 (48)	7.946 (54)	8.874 (55)	9.611 (55)	10.666 (55)	11.815 (54)	12.698 (54)
3.836 (55)	4.690 (55)	5.828 (55)	6.806 (55)	7.947 (54)	8.881 (55)	9.672 (55)	10.675 (55)	11.835 (53)	12.700 (55)
3.851 (55)	4.695 (55)	5.831 (53)	6.813 (55)	7.952 (55)	8.945 (54)	9.679 (55)	10.707 (55)	11.841 (55)	12.705 (54)
3.852 (55)	4.708 (54)	5.832 (55)	6.818 (55)	7.954 (55)	8.948 (55)	9.681 (53)	10.708 (54)	11.848 (55)	12.718 (55)
3.861 (55)	4.721 (55)	5.833 (52)	6.840 (55)	7.958 (55)	8.919 (55)	9.682 (54)	10.729 (55)	11.857 (54)	12.726 (54)
3.862 (55)	4.734 (55)	5.838 (54)	6.842 (54)	7.980 (54)	8.924 (54)	9.700 (55)	10.734 (55)	11.860 (55)	12.730 (55)
3.868 (55)	4.742 (55)	5.840 (54)	6.851 (54)	7.981 (55)	8.928 (54)	9.701 (48)	10.751 (55)	11.868 (55)	12.732 (55)
3.876 (55)	4.744 (55)	5.847 (52)	6.856 (55)	8.024 (55)	8.954 (54)	9.709 (55)	10.759 (55)	11.883 (55)	12.733 (55)
3.878 (55)	4.748 (54)	5.850 (55)	6.861 (55)	8.028 (55)	8.955 (54)	9.719 (55)	10.763 (53)	11.890 (55)	12.741 (54)
3.884 (54)	4.749 (55)	5.851 (54)	6.920 (55)	8.037 (48)	8.973 (55)	9.734 (54)	10.807 (54)	11.895 (54)	12.752 (54)
3.891 (53)	4.768 (55)	5.855 (55)	6.949 (54)	8.043 (55)	8.988 (47)	9.771 (55)	10.811 (55)	11.906 (54)	12.779 (55)
3.913 (55)	4.769 (55)	5.870 (55)	6.966 (54)	8.051 (55)	9.005 (55)	9.792 (54)	10.812 (55)	11.909 (54)	12.772 (55)
3.920 (55)	4.785 (55)	5.887 (55)	6.985 (54)	8.055 (55)	9.008 (54)	9.804 (55)	10.836 (55)	11.914 (55)	12.773 (55)
3.923 (54)	4.813 (55)	5.900 (55)	6.991 (53)	8.058 (55)	9.009 (55)	9.816 (55)	10.837 (55)	11.915 (55)	12.794 (55)
3.935 (55)	4.823 (54)	5.910 (55)	6.999 (55)	8.059 (55)	9.014 (54)	9.858 (54)	10.859 (49)	11.930 (54)	12.795 (54)
3.942 (55)	4.828 (55)	5.911 (55)	6.997 (41)	8.063 (55)	9.028 (55)	9.860 (52)	10.862 (54)	11.965 (55)	12.804 (55)
3.943 (55)	4.832 (54)	5.929 (55)	6.998 (50)	8.065 (55)	9.029 (55)	9.862 (55)	10.866 (55)	11.967 (55)	12.815 (55)
3.969 (55)	4.897 (54)	5.932 (55)	7.008 (55)	8.076 (55)	9.035 (55)	9.863 (55)	10.886 (55)	11.991 (55)	12.816 (54)
3.972 (55)	4.898 (55)	5.939 (55)	7.012 (54)	8.097 (55)	9.038 (54)	9.865 (53)	10.930 (54)	11.997 (54)	12.819 (55)
3.979 (54)	4.899 (55)	5.952 (55)	7.013 (54)	8.098 (54)	9.039 (52)	9.885 (55)	10.935 (55)	12.016 (55)	
			7.016 (55)	8.103 (55)	9.041 (55)	9.892 (52)	10.942 (55)		
					9.048 (55)	9.893 (54)			

NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage
12.823 (55)	14.100 (54)	15.071 (54)	16.379 (55)	17.503 (55)	18.467 (55)	19.328 (55)	20.087 (55)	21.312 (55)	22.383 (55)
12.861 (55)	14.112 (55)	15.072 (55)	16.405 (55)	17.507 (55)	18.474 (54)	19.341 (55)	20.089 (55)	21.339 (55)	22.390 (54)
12.882 (54)	14.119 (56)	15.074 (54)	16.472 (55)	17.550 (55)	18.480 (54)	19.346 (55)	20.091 (55)	21.347 (54)	22.397 (55)
12.909 (55)	14.121 (55)	15.077 (53)	16.478 (55)	17.551 (55)	18.487 (55)	19.349 (55)	20.122 (54)	21.350 (54)	22.399 (54)
12.910 (55)	14.132 (55)	15.086 (55)	16.486 (55)	17.560 (55)	18.494 (55)	19.352 (54)	20.134 (54)	21.360 (53)	22.402 (55)
12.911 (55)	14.134 (54)	15.106 (55)	16.487 (55)	17.561 (52)	18.525 (54)	19.359 (55)	20.139 (54)	21.365 (55)	22.403 (54)
12.940 (55)	14.154 (55)	15.146 (49)	16.488 (55)	17.562 (53)	18.530 (55)	19.374 (53)	20.148 (55)	21.371 (54)	22.414 (55)
12.957 (54)	14.155 (53)	15.147 (49)	16.497 (54)	17.570 (55)	18.536 (55)	19.383 (55)	20.180 (54)	21.378 (55)	22.424 (54)
12.960 (46)	14.159 (54)	15.166 (55)	16.502 (55)	17.574 (55)	18.537 (55)	19.388 (54)	20.197 (55)	21.404 (55)	22.426 (54)
13.004 (55)	14.161 (55)	15.148 (54)	16.515 (55)	17.597 (55)	18.538 (55)	19.402 (54)	20.210 (55)	21.414 (54)	22.437 (55)
13.007 (54)	14.218 (55)	15.149 (55)	16.516 (55)	17.600 (54)	18.551 (55)	19.431 (54)	20.224 (53)	21.431 (54)	22.443 (53)
13.008 (55)	14.222 (54)	15.152 (56)	16.520 (55)	17.604 (54)	18.578 (55)	19.439 (55)	20.240 (55)	21.432 (54)	22.444 (53)
13.011 (54)	14.225 (54)	15.164 (55)	16.524 (55)	17.605 (55)	18.580 (54)	19.471 (55)	20.253 (54)	21.444 (55)	22.445 (54)
13.023 (55)	14.235 (55)	15.166 (55)	16.534 (54)	17.612 (54)	18.611 (55)	19.497 (55)	20.259 (55)	21.455 (50)	22.446 (55)
13.042 (54)	14.238 (55)	15.178 (54)	16.569 (55)	17.614 (54)	18.610 (55)	19.507 (55)	20.312 (55)	21.503 (54)	22.463 (54)
13.043 (55)	14.245 (54)	15.195 (55)	16.570 (55)	17.615 (55)	18.664 (55)	19.512 (55)	20.331 (54)	21.511 (54)	22.529 (55)
13.049 (55)	14.268 (55)	15.204 (54)	16.574 (55)	17.628 (54)	18.666 (54)	19.532 (54)	20.335 (54)	21.518 (53)	22.5[illegible]3 (54)
13.057 (54)	14.271 (55)	15.205 (54)	16.575 (54)	17.638 (55)	18.668 (54)	19.533 (51)	20.358 (55)	21.531 (54)	22.553 (55)
13.150 (55)	14.272 (54)	15.209 (55)	16.611 (55)	17.640 (55)	18.686 (55)	19.534 (53)	20.363 (49)	21.547 (55)	22.563 (55)
13.152 (55)	14.291 (55)	15.273 (54)	16.619 (53)	17.641 (55)	18.691 (55)	19.535 (54)	20.402 (55)	21.555 (55)	22.582 (55)
13.155 (52)	14.298 (54)	15.279 (54)	16.620 (55)	17.653 (53)	18.719 (55)	19.538 (53)	20.417 (55)	21.568 (55)	22.592 (53)
13.156 (55)	14.305 (55)	15.299 (55)	16.631 (55)	17.657 (53)	18.729 (50)	19.539 (55)	20.418 (55)	21.580 (55)	22.626 (54)
13.158 (53)	14.310 (54)	15.308 (55)	16.632 (55)	17.659 (54)	18.730 (55)	19.541 (53)	20.419 (54)	21.583 (55)	22.634 (55)
13.210 (54)	14.311 (55)	15.309 (55)	16.650 (55)	17.661 (52)	18.732 (55)	19.547 (51)	20.425 (54)	21.587 (54)	22.645 (55)
13.217 (55)	14.312 (55)	15.315 (55)	16.654 (55)	17.681 (54)	18.741 (55)	19.554 (55)	20.449 (54)	21.588 (54)	22.694 (55)
13.253 (55)	14.324 (56)	15.340 (55)	16.657 (54)	17.688 (55)	18.749 (54)	19.555 (53)	20.459 (55)	21.589 (55)	22.707 (54)
13.277 (52)	14.343 (55)	15.345 (55)	16.664 (55)	17.690 (53)	18.750 (55)	19.570 (55)	20.460 (55)	21.611 (53)	22.710 (54)
13.278 (53)	14.348 (55)	15.348 (55)	16.670 (55)	17.709 (55)	18.788 (55)	19.572 (55)	20.467 (55)	21.612 (54)	22.712 (55)
13.292 (54)	14.360 (55)	15.350 (54)	16.674 (55)	17.730 (54)	18.791 (55)	19.582 (55)	20.469 (54)	21.665 (44)	22.750 (55)
13.321 (55)	14.402 (54)	15.351 (54)	16.675 (55)	17.752 (54)	18.795 (54)	19.600 (55)	20.478 (54)	21.681 (55)	22.756 (55)
13.326 (55)	14.430 (55)	15.353 (55)	16.680 (55)	17.754 (54)	18.804 (54)	19.628 (55)	20.486 (54)	21.700 (54)	22.757 (54)
13.339 (55)	14.439 (55)	15.385 (54)	16.700 (55)	17.758 (53)	18.805 (55)	19.632 (54)	20.497 (55)	21.701 (54)	22.776 (55)
13.367 (55)	14.440 (55)	15.386 (53)	16.709 (54)	17.759 (55)	18.818 (55)	19.634 (54)	20.502 (55)	21.719 (55)	22.780 (53)
13.370 (55)	14.450 (53)	15.396 (55)	16.715 (54)	17.804 (55)	18.824 (55)	19.642 (55)	20.507 (54)	21.723 (55)	22.785 (54)
13.385 (54)	14.451 (55)	15.433 (55)	16.716 (54)	17.823 (54)	18.844 (55)	19.654 (55)	20.508 (54)	21.724 (55)	22.793 (54)
13.392 (54)	14.463 (53)	15.446 (55)	16.731 (55)	17.839 (54)	18.878 (55)	19.656 (55)	20.519 (55)	21.742 (54)	22.799 (55)
13.398 (55)	14.472 (54)	15.453 (55)	16.736 (52)	17.852 (54)	18.889 (54)	19.657 (54)	20.531 (55)	21.745 (55)	22.800 (54)
13.414 (55)	14.475 (54)	15.468 (55)	16.744 (55)	17.853 (54)	18.897 (55)	19.658 (55)	20.534 (55)	21.760 (55)	22.813 (55)
13.421 (55)	14.492 (55)	15.538 (54)	16.761 (54)	17.886 (53)	18.915 (55)	19.659 (55)	20.547 (55)	21.775 (55)	22.815 (53)
13.458 (54)	14.494 (55)	15.571 (54)	16.762 (54)	17.892 (55)	18.918 (52)	19.661 (55)	20.555 (54)	21.776 (55)	22.838 (53)
13.460 (55)	14.500 (55)	15.573 (55)	16.773 (54)	17.893 (53)	18.925 (55)	19.694 (55)	20.560 (55)	21.779 (55)	22.868 (55)
13.466 (54)	14.503 (55)	15.582 (55)	16.779 (55)	17.901 (55)	18.927 (54)	19.697 (55)	20.607 (55)	21.783 (55)	22.871 (55)
13.491 (55)	14.546 (55)	15.583 (55)	16.796 (55)	17.913 (55)	18.933 (55)	19.706 (55)	20.612 (55)	21.796 (54)	22.874 (55)
13.517 (54)	14.534 (55)	15.628 (47)	16.803 (54)	17.939 (55)	18.938 (55)	19.712 (55)	20.620 (55)	21.797 (52)	22.877 (55)
13.532 (55)	14.537 (54)	15.639 (54)	16.865 (54)	17.952 (52)	18.965 (55)	19.715 (55)	20.657 (50)	21.800 (55)	22.918 (55)
13.534 (55)	14.543 (55)	15.658 (55)	16.872 (55)	17.982 (55)	18.967 (55)	19.751 (55)	20.659 (55)	21.818 (55)	22.934 (55)
13.541 (54)	14.549 (55)	15.664 (53)	16.897 (55)	17.983 (54)	18.968 (55)	19.755 (54)	20.678 (55)	21.849 (54)	22.946 (55)
13.545 (54)	14.557 (55)	15.669 (55)	16.921 (55)	17.989 (55)	18.991 (55)	19.756 (54)	20.679 (54)	21.853 (55)	22.951 (55)
13.548 (54)	14.567 (55)	15.676 (53)	16.936 (55)	17.993 (55)	19.011 (55)	19.776 (55)	20.680 (50)	21.858 (55)	22.957 (53)
13.551 (55)	14.574 (55)	15.678 (55)	16.967 (55)	17.994 (55)	19.012 (55)	19.790 (55)	20.696 (55)	21.872 (55)	22.959 (55)
13.576 (54)	14.582 (55)	15.682 (55)	16.977 (54)	17.997 (53)	19.048 (54)	19.793 (55)	20.703 (55)	21.874 (55)	22.968 (54)
13.581 (55)	14.587 (55)	15.712 (55)	16.994 (55)	18.000 (55)	19.024 (52)	19.798 (55)	20.719 (55)	21.907 (54)	22.998 (55)
13.587 (55)	14.596 (55)	15.738 (55)	17.010 (55)	18.038 (54)	19.037 (54)	19.811 (55)	20.728 (55)	21.930 (55)	22.999 (54)
13.588 (52)	14.622 (54)	15.764 (55)	17.028 (55)	18.057 (54)	19.054 (55)	19.813 (55)	20.731 (55)	21.936 (54)	23.002 (54)
13.614 (55)	14.623 (55)	15.765 (54)	17.031 (55)	18.076 (54)	19.080 (55)	19.817 (54)	20.761 (54)	21.954 (55)	23.003 (55)
13.634 (55)	14.625 (53)	15.788 (55)	17.033 (55)	18.077 (54)	19.095 (55)	19.818 (54)	20.762 (55)	21.958 (54)	23.007 (54)
13.645 (54)	14.639 (55)	15.797 (54)	17.036 (55)	18.086 (55)	19.101 (55)	19.822 (54)	20.777 (54)	21.966 (55)	23.010 (55)
13.647 (53)	14.661 (55)	15.798 (54)	17.048 (47)	18.127 (55)	19.107 (55)	19.836 (55)	20.821 (55)	21.967 (54)	23.013 (55)
13.646 (55)	14.662 (55)	15.799 (54)	17.058 (53)	18.130 (55)	19.112 (55)	19.858 (55)	20.827 (42)	21.974 (55)	23.028 (48)
13.651 (55)	14.665 (55)	15.800 (54)	17.072 (54)	18.134 (54)	19.118 (54)	19.868 (55)	20.876 (55)	21.983 (55)	23.029 (49)
13.686 (53)	14.669 (55)	15.823 (55)	17.075 (54)	18.135 (55)	19.120 (53)	19.871 (52)	20.884 (54)	22.021 (55)	23.046 (55)
13.688 (53)	14.692 (54)	15.826 (55)	17.078 (55)	18.161 (54)	19.121 (55)	19.885 (55)	20.889 (54)	22.059 (55)	23.051 (55)
13.692 (48)	14.695 (55)	15.865 (55)	17.079 (53)	18.165 (54)	19.126 (55)	19.895 (54)	20.894 (55)	22.067 (54)	23.068 (52)
13.696 (52)	14.704 (55)	15.866 (55)	17.080 (53)	18.175 (55)	19.130 (55)	19.901 (54)	20.896 (54)	22.091 (53)	23.072 (55)
13.697 (53)	14.712 (55)	15.905 (55)	17.091 (54)	18.180 (55)	19.141 (54)	19.902 (55)	20.897 (55)	22.121 (54)	23.085 (55)
13.700 (49)	14.719 (55)	15.944 (54)	17.092 (54)	18.233 (55)	19.155 (55)	19.903 (55)	20.901 (54)	22.133 (54)	23.087 (54)
13.735 (55)	14.754 (55)	15.963 (55)	17.099 (55)	18.248 (55)	19.175 (53)	19.940 (55)	20.908 (55)	22.145 (55)	23.101 (54)
13.737 (55)	14.816 (55)	15.994 (55)	17.102 (55)	18.249 (55)	19.176 (55)	19.932 (55)	20.933 (54)	22.146 (55)	23.135 (54)
13.749 (55)	14.833 (55)	15.995 (55)	17.111 (55)	18.251 (55)	19.183 (55)	19.939 (55)	20.941 (54)	22.147 (55)	23.157 (55)
13.802 (55)	14.835 (54)	15.996 (55)	17.118 (55)	18.264 (55)	19.185 (55)	19.954 (55)	20.946 (55)	22.159 (55)	23.170 (55)
13.813 (55)	14.845 (53)	15.999 (54)	17.126 (55)	18.265 (54)	19.196 (55)	19.952 (55)	20.954 (54)	22.163 (54)	23.176 (55)
13.817 (54)	14.846 (55)	16.011 (55)	17.147 (54)	18.267 (54)	19.201 (55)	19.956 (55)	20.996 (55)	22.170 (54)	23.187 (44)
13.830 (54)	14.850 (55)	16.039 (54)	17.149 (55)	18.282 (55)	19.204 (54)	19.965 (55)	21.026 (55)	22.191 (54)	23.188 (54)
13.877 (55)	14.863 (55)	16.073 (55)	17.162 (55)	18.290 (54)	19.208 (54)	19.983 (55)	21.050 (55)	22.198 (55)	23.197 (55)
13.926 (54)	14.874 (52)	16.091 (55)	17.167 (55)	18.306 (55)	19.210 (55)	19.988 (55)	21.051 (55)	22.201 (54)	23.231 (55)
13.939 (55)	14.884 (55)	16.116 (55)	17.168 (54)	18.318 (54)	19.211 (55)	19.990 (55)	21.052 (54)	22.204 (55)	23.248 (55)
13.948 (55)	14.897 (49)	16.122 (54)	17.187 (52)	18.324 (55)	19.221 (54)	19.997 (53)	21.069 (55)	22.205 (55)	23.309 (55)
13.952 (55)	14.912 (53)	16.124 (54)	17.190 (54)	18.361 (54)	19.227 (55)	19.998 (54)	21.073 (55)	22.210 (55)	23.323 (54)
13.957 (55)	14.913 (54)	16.125 (54)	17.223 (55)	18.363 (55)	19.253 (55)	20.000 (55)	21.088 (53)	22.211 (55)	23.328 (54)
13.975 (55)	14.914 (54)	16.168 (55)	17.293 (55)	18.365 (55)	19.254 (54)	20.001 (49)	21.092 (53)	22.238 (54)	23.360 (55)
13.978 (55)	14.919 (54)	16.195 (55)	17.299 (54)	18.369 (54)	19.255 (54)	20.010 (55)	21.108 (55)	22.252 (55)	23.365 (55)
13.981 (55)	14.932 (55)	16.229 (55)	17.302 (54)	18.391 (55)	19.256 (45)	20.012 (55)	21.125 (54)	22.278 (54)	23.370 (55)
13.983 (55)	14.956 (55)	16.231 (55)	17.306 (55)	18.394 (55)	19.273 (55)	20.013 (54)	21.184 (55)	22.286 (54)	23.380 (55)
13.987 (55)	14.966 (45)	16.245 (55)	17.337 (54)	18.396 (55)	19.275 (55)	20.014 (54)	21.182 (55)	22.294 (55)	23.395 (55)
14.004 (54)	14.971 (55)	16.257 (55)	17.344 (55)	18.400 (54)	19.277 (55)	20.016 (55)	21.185 (55)	22.305 (55)	23.396 (55)
14.029 (55)	14.993 (55)	16.258 (54)	17.365 (54)	18.413 (53)	19.281 (55)	20.030 (53)	21.218 (55)	22.307 (55)	23.399 (55)
14.037 (54)	15.001 (55)	16.271 (55)	17.374 (55)	18.415 (46)	19.295 (54)	20.031 (54)	21.258 (55)	22.308 (54)	23.426 (55)
14.038 (54)	15.003 (55)	16.292 (55)	17.380 (55)	18.427 (55)	19.296 (54)	20.032 (55)	21.265 (55)	22.312 (54)	23.471 (54)
14.080 (55)	15.004 (54)	16.305 (52)	17.466 (55)	18.445 (54)	19.317 (54)	20.034 (55)	21.278 (50)	22.320 (55)	23.501 (55)
14.092 (55)	15.014 (55)	16.318 (55)	17.470 (55)	18.448 (55)	19.320 (54)	20.040 (55)	21.280 (54)	22.327 (55)	23.503 (54)
14.096 (54)	15.034 (55)	16.336 (55)	17.483 (55)	18.457 (55)	19.322 (55)	20.060 (55)	21.281 (54)	22.340 (55)	23.521 (55)
14.097 (55)	15.057 (54)	16.340 (55)	17.484 (49)	18.461 (55)	19.324 (55)	20.063 (55)	21.282 (53)	22.360 (55)	
						20.067 (54)	21.291 (54)	22.367 (55)	

NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage.	NUMÉROS amortis et année du tirage	NUMÉROS amortis et année du tirage.
23.528 (52)	23.996 (55)	24.956 (55)	25.543 (54)	26.168 (55)	26.840 (55)	27.520 (55)	28.133 (55)	28.763 (55)	29.422 (55)
23.549 (52)	24.008 (55)	24.973 (55)	25.544 (55)	26.169 (54)	26.858 (55)	27.536 (55)	28.156 (55)	28.767 (55)	29.433 (55)
23.550 (55)	24.014 (54)	24.976 (54)	25.549 (55)	26.176 (54)	26.866 (55)	27.549 (54)	28.196 (46)	28.787 (55)	29.438 (53)
23.554 (54)	24.015 (55)	24.980 (55)	25.553 (55)	26.226 (55)	26.867 (53)	27.555 (55)	28.199 (55)	28.788 (47)	29.470 (55)
23.557 (55)	24.016 (55)	25.010 (55)	25.562 (55)	26.246 (55)	26.872 (54)	27.558 (54)	28.207 (55)	28.789 (54)	29.491 (55)
23.558 (55)	24.061 (54)	25.044 (55)	25.580 (55)	26.248 (55)	26.901 (55)	27.571 (55)	28.209 (55)	28.792 (48)	29.493 (52)
23.579 (54)	24.073 (55)	25.045 (55)	25.610 (55)	26.266 (55)	26.944 (53)	27.572 (54)	28.215 (55)	28.807 (55)	29.502 (55)
23.587 (54)	24.083 (55)	25.048 (54)	25.613 (55)	26.271 (53)	26.950 (55)	27.582 (55)	28.222 (55)	28.809 (55)	29.505 (55)
23.592 (54)	24.141 (55)	25.050 (54)	25.626 (55)	26.274 (54)	27.038 (54)	27.585 (55)	28.236 (55)	28.847 (55)	29.533 (55)
23.619 (54)	24.142 (55)	25.067 (55)	25.629 (55)	26.276 (55)	27.043 (55)	27.592 (55)	28.246 (55)	28.848 (54)	29.537 (54)
23.622 (53)	24.145 (55)	25.069 (54)	25.648 (55)	26.278 (55)	27.047 (54)	27.594 (53)	28.248 (53)	28.858 (55)	29.553 (55)
23.625 (55)	24.154 (55)	25.079 (54)	25.664 (55)	26.319 (54)	27.049 (55)	27.599 (55)	28.255 (54)	28.882 (54)	29.556 (55)
23.629 (55)	24.153 (55)	25.082 (55)	25.669 (55)	26.321 (54)	27.052 (55)	27.601 (46)	28.256 (54)	28.885 (50)	29.570 (55)
23.647 (55)	24.164 (54)	25.090 (54)	25.671 (55)	26.329 (46)	27.063 (55)	27.603 (54)	28.263 (55)	28.890 (50)	29.600 (52)
23.653 (55)	24.193 (53)	25.106 (55)	25.673 (55)	26.330 (55)	27.075 (55)	27.617 (55)	28.296 (54)	28.895 (55)	29.601 (54)
23.660 (54)	24.208 (55)	25.112 (54)	25.679 (54)	26.332 (52)	27.078 (55)	27.618 (55)	28.308 (55)	28.897 (50)	29.621 (54)
23.665 (54)	24.242 (54)	25.122 (54)	25.691 (46)	26.334 (55)	27.079 (55)	27.623 (54)	28.320 (55)	28.912 (55)	29.628 (55)
23.679 (55)	24.246 (55)	25.125 (55)	25.745 (46)	26.337 (52)	27.094 (55)	27.626 (55)	28.321 (55)	28.914 (53)	29.631 (55)
23.685 (55)	24.263 (51)	25.136 (55)	25.769 (55)	26.338 (48)	27.106 (55)	27.640 (54)	28.323 (54)	28.917 (55)	29.635 (53)
23.698 (55)	24.264 (50)	25.139 (55)	25.773 (54)	26.373 (55)	27.112 (55)	27.644 (55)	28.324 (54)	28.923 (55)	29.636 (55)
23.705 (55)	24.295 (41)	25.141 (55)	25.784 (55)	26.376 (54)	27.141 (55)	27.648 (54)	28.330 (53)	28.931 (52)	29.646 (48)
23.707 (55)	24.309 (55)	25.147 (54)	25.792 (55)	26.392 (55)	27.139 (55)	27.667 (55)	28.346 (54)	28.933 (55)	29.658 (53)
23.709 (54)	24.310 (55)	25.148 (53)	25.799 (55)	26.428 (55)	27.145 (55)	27.677 (55)	28.371 (55)	28.935 (53)	29.671 (55)
23.716 (54)	24.341 (55)	25.155 (55)	25.815 (54)	26.435 (54)	27.157 (54)	27.678 (55)	28.380 (53)	28.943 (54)	29.695 (55)
23.724 (55)	24.343 (55)	25.198 (55)	25.818 (55)	26.455 (55)	27.168 (54)	27.689 (55)	28.382 (48)	28.948 (54)	29.712 (52)
23.726 (54)	24.344 (55)	25.213 (54)	25.836 (54)	26.458 (54)	27.171 (54)	27.695 (55)	28.397 (55)	28.963 (55)	29.713 (55)
23.728 (54)	24.349 (55)	25.218 (50)	25.846 (55)	26.461 (55)	27.173 (55)	27.700 (55)	28.423 (54)	28.964 (55)	29.737 (55)
23.732 (55)	24.380 (54)	25.231 (55)	25.850 (54)	26.487 (55)	27.203 (55)	27.703 (55)	28.432 (55)	28.967 (55)	29.749 (54)
23.736 (55)	24.392 (55)	25.255 (55)	25.855 (55)	26.497 (55)	27.214 (55)	27.721 (54)	28.449 (53)	28.973 (53)	29.764 (53)
23.737 (55)	24.415 (55)	25.263 (54)	25.867 (55)	26.498 (55)	27.220 (54)	27.797 (54)	28.455 (55)	28.977 (55)	29.765 (53)
23.738 (55)	24.438 (55)	25.274 (55)	25.879 (54)	26.503 (54)	27.258 (55)	27.803 (54)	28.465 (55)	28.986 (54)	29.766 (52)
23.751 (54)	24.484 (54)	25.275 (54)	25.883 (54)	26.507 (54)	27.259 (53)	27.828 (54)	28.468 (48)	28.989 (53)	29.771 (55)
23.752 (54)	24.487 (55)	25.281 (54)	25.884 (55)	26.527 (54)	27.260 (55)	27.855 (55)	28.469 (50)	29.003 (54)	29.774 (54)
23.757 (55)	24.550 (55)	25.300 (54)	25.890 (54)	26.562 (55)	27.265 (52)	27.887 (55)	28.470 (52)	29.025 (55)	29.790 (55)
23.760 (54)	24.552 (55)	25.302 (54)	25.891 (54)	26.574 (55)	27.266 (55)	27.895 (55)	28.509 (55)	29.026 (55)	29.803 (55)
23.766 (55)	24.559 (55)	25.316 (48)	25.896 (54)	26.594 (55)	27.267 (54)	27.899 (55)	28.520 (54)	29.062 (54)	29.805 (55)
23.772 (54)	24.575 (55)	25.317 (55)	25.908 (54)	26.624 (55)	27.271 (55)	27.902 (53)	28.522 (54)	29.089 (55)	29.832 (55)
23.775 (55)	24.594 (55)	25.320 (55)	25.909 (54)	26.636 (55)	27.285 (54)	27.907 (55)	28.523 (54)	29.097 (54)	29.834 (55)
23.806 (55)	24.599 (55)	25.327 (55)	25.910 (55)	26.653 (55)	27.296 (54)	27.917 (54)	28.564 (55)	29.194 (47)	29.853 (55)
23.843 (55)	24.610 (54)	25.347 (50)	25.919 (55)	26.661 (51)	27.357 (55)	27.922 (55)	28.570 (54)	29.199 (54)	29.856 (54)
23.845 (52)	24.676 (54)	25.357 (55)	25.977 (54)	26.671 (55)	27.359 (55)	27.956 (50)	28.573 (55)	29.204 (54)	29.861 (54)
23.851 (53)	24.684 (55)	25.367 (55)	25.981 (54)	26.698 (54)	27.372 (55)	27.965 (53)	28.589 (55)	29.205 (54)	29.865 (54)
23.855 (53)	24.686 (55)	25.369 (55)	25.990 (55)	26.699 (50)	27.389 (54)	28.020 (54)	28.592 (54)	29.235 (55)	29.872 (55)
23.856 (53)	24.737 (55)	25.375 (55)	25.991 (54)	26.701 (50)	27.391 (55)	28.021 (55)	28.593 (54)	29.258 (54)	29.887 (54)
23.904 (55)	24.759 (55)	25.376 (55)	25.997 (54)	26.703 (53)	27.395 (54)	28.024 (54)	28.598 (55)	29.288 (55)	29.888 (54)
23.911 (55)	24.764 (55)	25.456 (53)	26.002 (55)	26.707 (54)	27.406 (55)	28.025 (53)	28.603 (55)	29.326 (55)	29.891 (55)
23.923 (55)	24.779 (55)	25.457 (53)	26.022 (55)	26.709 (48)	27.419 (55)	28.030 (55)	28.604 (55)	29.330 (55)	29.893 (54)
23.932 (55)	24.785 (55)	25.461 (55)	26.023 (55)	26.735 (54)	27.426 (55)	28.034 (54)	28.634 (53)	29.352 (54)	29.897 (55)
23.934 (54)	24.787 (55)	25.469 (55)	26.026 (55)	26.739 (55)	27.427 (55)	28.054 (55)	28.645 (54)	29.355 (55)	29.941 (47)
23.949 (55)	24.836 (55)	25.471 (55)	26.043 (55)	26.742 (54)	27.432 (55)	28.060 (53)	28.652 (54)	29.377 (52)	29.953 (55)
23.958 (55)	24.860 (55)	25.475 (54)	26.068 (45)	26.762 (55)	27.438 (54)	28.072 (55)	28.656 (53)	29.379 (55)	29.961 (55)
23.969 (53)	24.872 (55)	25.476 (55)	26.069 (55)	26.769 (55)	27.453 (54)	28.082 (54)	28.694 (55)	29.382 (55)	29.966 (55)
23.971 (53)	24.875 (54)	25.506 (55)	26.124 (55)	26.774 (55)	27.461 (54)	28.084 (55)	28.699 (54)	29.404 (55)	29.967 (55)
23.975 (54)	24.877 (54)	25.508 (55)	26.145 (54)	26.785 (55)	27.475 (55)	28.125 (55)	28.740 (55)	29.416 (52)	29.968 (55)
23.981 (55)	24.900 (55)	25.541 (50)	26.149 (54)	26.808 (55)	27.501 (55)	28.128 (55)	28.755 (55)	29.419 (52)	29.999 (55)
23.986 (54)	24.920 (55)	25.542 (50)	26.155 (54)	26.835 (54)	27.515 (55)	28.131 (55)			

Toutes ces obligations sont remboursables à 500 F métropolitains à partir du 1er août de l'année d'amortissement, coupon du 1er février suivant attaché.

NOTA. — Les nombres portés entre parenthèses en regard des numéros des titres indiquent l'année d'amortissement.

Société anonyme de la CLINIQUE de la RUE DES BAINS

CAPITAL : 4.530.000 F

SIÈGE SOCIAL : 5, RUE DES BAINS, GRENOBLE

R. C. : Grenoble 7221.

Obligations 5 0/0, 500 F, 2 août 1935.

Tirage au sort du 24 mai 1955 de la quinzième tranche des obligations de 500 F 5 0/0 1935, remboursables le 1er septembre 1955, savoir :

181 à 190 — 731 à 740 — 371 à 380 — 701 à 710 — 1.141 à 1.150
1.301 à 1.310 — 1.511 à 1.520 — 1.531 à 1.540 — 1.811 à 1.820

Obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées au 24 mai 1955.

Tirage du 15 juin 1949.

611

Tirage du 3 juin 1953.

631

Tirage du 1er juin 1954.

481 à 490 — 821 à 830 — 866 à 870 — 1.581 à 1.590

Le Joint Métalloplastique Français

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 102.070.000 F

SIÈGE SOCIAL : AVENUE BRILLAT-SAVARIN, BELLEY (AIN)

Obligations 4 1/4 0/0 1946 (neuvième tirage).

La société ayant procédé à l'amortissement par voie de rachat en Bourse de 40 titres, il a été tiré au sort 88 titres qui restaient à amortir au 1er août 1955.

Liste, par ordre numérique, des 88 obligations sorties au tirage du 1er juillet 1955.

1.955 à 1.969 inclus.	2.080 à 2.086 inclus.
2.037 à 2.078 inclus.	2.112 à 2.135 inclus.

Ces titres seront remboursables à 2.000 F à partir du 1er août 1955 à la Société générale de la ville et dans ses agences.

(Le tableau d'amortissement a été publié au Journal officiel *du 15 septembre 1946.)*

Titres restant à rembourser des précédents tirages.

339 à 348 inclus.	1.573 à 1.581 inclus.
364 à 414 inclus.	1.637.
429 à 449 inclus.	1.639.
1.565 et 1.566 inclus.	1.657 à 1.664 inclus.

UNION DES COOPERATEURS

SOCIÉTÉ ANONYME COOPÉRATIVE A CAPITAL ET PERSONNEL VARIABLES

SIÈGE SOCIAL : 29, BOULEVARD BOURDON, PARIS (4e)

R. C. : Seine 33582.

EMPRUNT OBLIGATAIRE 5 0/0 1933

Vingt et unième tirage d'amortissement du 4 juin 1955.

Les obligations sorties à ce tirage sont remboursables au pair au siège de la société, à la Banque centrale des coopératives, 31, rue de Provence, à Paris, et à la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, à Paris, à partir du 15 juin 1955.

455 obligations.

8	29	33	38	47	5.655	5.666	5.675	5.696	5.703
123	168	235	265	278	5.720	5.758	5.772	5.784	5.842
285	296	300	327	347	5.866	5.867	5.873	5.907	5.911
392	407	421	445	536	5.937	5.982	6.010	6.026	6.027
545	549	562	575	631	6.031	6.033	6.039	6.056	6.073
672	685	752	775	779	6.085	6.228	6.278	6.287	6.297
798	822	840	865	871	6.302	6.326	6.359	6.360	6.361
901	929	970	1.023	1.052	6.385	6.394	6.408	6.409	6.416
1.126	1.141	1.161	1.162	1.193	6.442	6.489	6.494	6.502	6.521
1.196	1.201	1.225	1.247	1.268	6.541	6.553	6.573	6.577	6.630
1.285	1.291	1.299	1.359	1.381	6.632	6.642	6.680	6.699	6.761
1.400	1.406	1.456	1.461	1.534	6.803	6.804	6.813	6.842	6.853
1.555	1.570	1.586	1.592	1.626	6.861	6.882	6.891	6.897	6.898
1.684	1.737	1.742	1.772	1.776	6.921	6.981	6.986	7.031	7.038
1.779	1.791	1.810	1.862	1.895	7.044	7.070	7.081	7.090	7.110
1.903	1.910	1.955	2.006	2.028	7.111	7.112	7.113	7.121	7.140
2.056	2.067	2.115	2.120	2.125	7.150	7.196	7.197	7.206	7.210
2.131	2.141	2.157	2.178	2.184	7.227	7.243	7.274	7.278	7.304
2.190	2.311	2.347	2.354	2.374	7.308	7.326	7.339	7.358	7.383
2.381	2.413	2.414	2.469	2.471	7.384	7.402	7.415	7.464	7.494
2.472	2.477	2.513	2.603	2.614	7.520	7.574	7.588	7.606	7.617
2.632	2.661	2.711	2.718	2.735	7.634	7.656	7.668	7.672	7.674
2.759	2.815	2.835	2.840	2.843	7.693	7.710	7.744	7.753	7.780
2.856	2.937	2.987	2.996	2.998	7.822	7.835	7.842	7.903	7.949
3.015	3.060	3.071	3.092	3.179	7.957	7.959	7.963	7.972	7.976
3.210	3.215	3.232	3.289	3.296	8.007	8.018	8.019	8.055	8.056
3.309	3.340	3.344	3.360	3.371	8.088	8.189	8.200	8.203	8.210
3.377	3.408	3.413	3.423	3.426	8.227	8.248	8.250	8.255	8.274
3.440	3.455	3.525	3.587	3.634	8.282	8.303	8.300	8.381	8.429
3.664	3.668	3.681	3.696	3.707	8.445	8.476	8.477	8.480	8.494
3.709	3.716	3.732	3.778	3.781	8.507	8.519	8.533	8.596	8.627
3.809	3.859	3.860	3.894	3.912	8.653	8.656	8.658	8.662	8.669
3.936	3.952	3.980	3.992	4.006	8.673	8.729	8.730	8.733	8.739
4.010	4.036	4.057	4.074	4.120	8.785	8.817	8.826	8.843	8.869
4.172	4.200	4.208	4.250	4.252	8.892	8.898	8.915	8.925	8.930
4.261	4.276	4.299	4.340	4.345	8.937	8.938	8.957	8.968	8.975
4.346	4.363	4.370	4.378	4.408	9.034	9.052	9.053	9.056	9.057
4.517	4.527	4.543	4.547	4.568	9.067	9.153	9.158	9.199	9.201
4.579	4.594	4.618	6.658	4.665	9.245	9.284	9.308	9.322	9.368
4.728	4.769	4.784	4.850	4.854	9.380	9.418	9.425	9.427	9.481
4.951	4.967	4.968	4.987	5.009	9.506	9.513	9.521	9.580	9.581
5.013	5.028	5.061	5.083	5.092	9.585	9.601	9.636	9.661	9.675
5.101	5.116	5.119	5.141	5.146	9.685	9.722	9.750	9.753	9.757
5.149	5.210	5.257	5.266	5.271	9.861	9.820	9.839	9.861	9.868
5.297	5.307	5.361	5.369	5.392	9.888	9.892	9.901	9.925	9.926
5.401	5.405	5.470	5.473	5.530	9.931	9.940	9.954	9.964	9.974
5.571	5.572	5.574	5.588	5.613					

Titres amortis aux tirages précédents et non présentés au remboursement au 4 juin 1955.

NUMÉROS	ANNÉES des tirages	NUMÉROS	ANNÉES des tirages	NUMÉROS	ANNÉES des tirages
5	1951	179	1951	524	1953
17	1951	180	1951	592	1953
20	1953	181	1945	667	1951
66	1953	182	1947	675	1949
82	1949	184	1947	770	1951
86	1953	185	1952	783	1952
90	1953	191	1939	852	1953
101	1952	339	1953	928	1953
136	1942	340	1953	971	1948
138	1950	348	1949	975	1953
139	1950	351	1952	1.010	1953
142	1940	352	1945	1.012	1953
148	1950	355	1947	1.047	1953
150	1949	356	1944	1.055	1951
155	1953	378	1952	1.056	1951
157	1952	383	1952	1.151	1950
162	1946	393	1952	1.187	1950
163	1951	475	1953	1.246	1952
164	1951	483	1953	1.248	1945
165	1950	490	1953	1.255	1952
167	1953	514	1953	1.259	1953
176	1945				

NUMÉROS	ANNÉES des tirages	NUMÉROS	ANNÉES des tirages	NUMÉROS	ANNÉES des tirages
1.266	1952	5.596	1952	7.658	1953
1.322	1953	5.600	1951	7.661	1949
1.325	1946	5.604	1952	7.664	1952
1.331	1953	5.611	1952	7.665	1948
1.339	1949	5.806	1952	7.675	1953
1.340	1945	5.841	1953	7.683	1953
1.350	1952	5.855	1953	7.707	1949
1.356	1953	5.971	1953	7.711	1948
1.360	1953	6.053	1953	7.811	1938
1.362	1951	6.162	1946	7.813	1942
1.364	1945	6.196	1951	7.814	1941
1.397	1951	6.400	1941	7.815	1950
1.398	1951	6.401	1937	7.818	1943
1.403	1947	6.402	1940	7.819	1951
1.408	1953	6.403	1948	7.820	1941
1.412	1953	6.405	1949	7.827	1951
1.439	1952	6.406	1945	7.829	1950
1.489	1953	6.425	1947	7.830	1953
1.549	1953	6.440	1953	7.838	1951
1.550	1952	6.445	1953	7.888	1952
1.554	1952	6.480	1953	7.892	1948
1.587	1953	6.510	1940	7.895	1952
1.595	1953	6.512	1953	7.896	1953
1.616	1953	6.539	1951	7.970	1953
1.650	1952	6.542	1950	8.068	1951
1.931	1953	6.546	1953	8.085	1953
1.936	1953	6.547	1946	8.087	1952
1.963	1953	6.567	1953	8.318	1953
2.113	1950	6.599	1951	8.320	1953
2.206	1953	6.617	1947	8.325	1953
2.207	1950	6.624	1952	8.373	1951
2.209	1950	6.627	1951	8.394	1951
2.210	1953	6.628	1953	8.399	1952
2.331	1953	6.641	1953	8.431	1953
2.418	1953	6.650	1953	8.433	1953
2.470	1953	6.660	1953	8.461	1953
2.530	1953	6.683	1951	8.503	1952
2.531	1953	6.686	1952	8.504	1947
2.894	1949	6.688	1951	8.531	1953
2.928	1952	6.689	1952	8.543	1951
2.929	1953	6.690	1953	8.607	1950
2.968	1953	6.691	1951	8.608	1953
3.027	1952	6.729	1951	8.742	1953
3.348	1953	6.743	1952	8.754	1953
3.363	1953	6.744	1951	8.761	1953
3.475	1953	6.749	1940	8.766	1953
3.492	1952	6.751	1952	8.780	1953
3.498	1951	6.793	1953	8.807	1952
4.312	1953	6.812	1953	8.824	1953
4.379	1947	6.850	1952	8.840	1953
4.386	1953	6.858	1953	8.845	1949
4.399	1952	6.955	1950	8.852	1949
4.404	1952	6.972	1952	8.853	1953
4.450	1953	7.023	1952	8.856	1952
4.476	1953	7.080	1952	8.857	1951
4.485	1945	7.082	1948	8.864	1952
4.613	1953	7.083	1941	8.874	1950
4.641	1953	7.086	1953	8.875	1952
4.650	1953	7.087	1953	8.878	1949
4.672	1953	7.115	1953	8.879	1952
4.678	1953	7.119	1951	8.918	1953
4.679	1953	7.128	1951	8.919	1953
4.681	1953	7.130	1951	8.944	1946
4.693	1953	7.139	1952	8.950	1953
4.696	1953	7.148	1952	8.962	1945
4.710	1953	7.160	1950	8.974	1952
4.716	1953	7.166	1953	8.984	1953
4.753	1951	7.174	1951	9.001	1953
4.770	1953	7.191	1953	9.022	1953
4.806	1951	7.192	1952	9.066	1952
4.922	1953	7.212	1950	9.068	1952
5.086	1952	7.215	1953	9.069	1941
5.087	1945	7.226	1949	9.071	1949
5.090	1953	7.348	1953	9.163	1952
5.091	1941	7.357	1950	9.330	1953
5.093	1952	7.430	1953	9.331	1952
5.340	1953	7.441	1948	9.337	1953
5.349	1953	7.453	1951	9.349	1952
5.359	1951	7.455	1953	9.405	1950
5.360	1952	7.513	1953	9.417	1953
5.365	1951	7.528	1952	9.428	1953
5.368	1952	7.539	1949	9.458	1952
5.372	1951	7.548	1949	9.645	1951
5.439	1953	7.551	1951	9.650	1953
5.490	1952	7.552	1951	9.662	1953
5.552	1949	7.561	1951	9.688	1953
5.554	1949	7.565	1953	9.709	1953
5.562	1952	7.577	1953	9.735	1953
5.568	1951	7.579	1945	9.746	1951
5.569	1950	7.583	1953	9.877	1953
5.582	1949	7.589	1953	9.972	1953
5.587	1951	7.622	1945	9.986	1953
5.590	1953	7.623	1951	9.902	1953

VILLE DE DIJON

Tirage des obligations de l'emprunt de 3.932.000 F 5,25 0/0 1935.

Il a été procédé le jeudi 30 juin 1955, à quinze heures trente, en séance publique, à l'hôtel de ville, au tirage au sort des obligations à rembourser de l'emprunt de 3.932.000 F 5,25 0/0 1935.

Les numéros ci-après ont été extraits de la roue.

100	104	114	165	194	1.948	1.958	2.023	2.030	2.073
292	304	314	339	348	2.105	2.112	2.198	2.200	2.229
349	360	366	384	385	2.259	2.273	2.320	2.346	2.391
425	430	433	479	475	2.415	2.445	2.456	2.488	2.495
498	526	548	596	601	2.511	2.521	2.529	2.537	2.516
617	621	685	693	703	2.557	2.562	2.625	2.631	2.732
713	717	733	753	760	2.756	2.813	2.828	2.904	2.906
779	802	905	921	970	2.937	2.978	2.984	3.114	3.139
974	978	997	1.061	1.063	3.160	3.197	3.238	3.273	3.274
1.081	1.165	1.169	1.240	1.259	3.316	3.333	3.372	3.385	3.407
1.274	1.284	1.301	1.316	1.353	3.413	3.463	3.474	3.479	3.538
1.357	1.382	1.413	1.417	1.438	3.570	3.602	3.607	3.636	3.655
1.457	1.461	1.485	1.495	1.557	3.725	3.726	3.733	3.744	3.754
1.588	1.622	1.634	1.656	1.698	3.810	3.812	3.829	3.831	3.839
1.727	1.769	1.801	1.821	1.822	3.852	3.924	3.954	4.021	
1.810	1.844	1.853	1.880	1.942					

Obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.

Année 1938.

1.060

Année 1946.

3.663

Année 1947.

3.665

Année 1948.

1.937

Année 1950.

47	607	1.399	3.660	3.671

Année 1951.

392	874	1.153	1.394	2.165
2.167	2.168	3.149	3.155	

Année 1952.

584	1.224	1.449	1.509	1.741
2.055	2.163	2.183	2.224	2.617
3.294	3.376	3.439	3.450	3.664
3.958				

Année 1953.

415	593	718	788	843
1.432	1.448	1.508	1.552	2.014
2.161	2.618	3.172	3.207	3.389
3.456	3.554	3.894		

Année 1954.

54	471	555	696	783
872	1.034	1.148	1.197	1.208
1.226	1.237	1.366	1.377	1.381
1.428	1.440	1.463	1.526	1.849
1.849	1.887	2.049	2.162	2.209
2.309	2.508	2.540	2.577	2.594
2.721	2.738	2.752	2.803	2.830
2.928	3.219	3.220	3.284	3.331
3.394	3.404	3.460	3.481	3.605
3.626	3.672	3.884	3.974	

CONCESSIONS DIVERSES

Préfecture du Jura.

3e DIVISION — 2e BUREAU

Demande en octroi de permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux

AVIS AU PUBLIC

Par une pétition en date du 13 mai 1955, enregistrée à la préfecture du Jura le 24 mai 1955, M. Paul Moch, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la Régie autonome des pétroles, établissement public de l'Etat de caractère industriel et commercial, dont le siège est à Paris (7e), 12-16, rue Jean-Nicot, sollicite un permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux, portant sur partie du territoire de la commune de Revigny (Jura).

Ce permis d'exploitation serait valable dans un périmètre défini ainsi qu'il suit :

A l'Est, par la ligne droite AB, portion de la ligne droite AD joignant le clocher de l'église de Revigny (point A) au clocher de la chapelle de Conliège (point D) située à l'intervalle de la rue Haute et du chemin CVO 8, le point B étant situé entre les points A et D à 500 mètres du point A;

Au Nord, par la ligne droite BC, portion de la ligne droite BE joignant le point B au clocher de l'église de Moiron (point E), le point C étant situé entre les points B et E à 300 mètres du point B;

A l'Ouest, par la ligne droite CA.

La surface intéressée couvre une superficie de 7 hectares 31.

A la demande est annexé, en triple exemplaire, un plan à l'échelle de 10 mm pour 100 mètres du périmètre sollicité.

Une enquête sur cette demande sera ouverte du 10 août au 10 septembre 1955.

Pendant sa durée, la pétition et ses annexes seront déposées à la préfecture où le public pourra en prendre connaissance, en vue des observations auxquelles la présente demande pourrait donner lieu.

ARRÊTÉ

Le préfet du Jura, chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines, modifiée;

Vu le décret n° 55-590 du 20 mai 1955 relatif au permis d'exploitation de mine;

Vu le décret du 29 avril 1928 modifié portant règlement d'administration publique;

Vu le rapport des ingénieurs des mines en date des 14 et 15 juin 1955,

Arrête :

Le présent avis sera affiché pendant une durée de deux mois, du 10 juillet au 10 septembre 1955, à la préfecture et dans la commune de Revigny, sur laquelle porte le permis sollicité.

Il sera, en outre, adressé au préfet de la Seine, qui est prié de le faire afficher, pendant le même délai, à la mairie du 7e arrondissement de Paris, où est situé le siège du pétitionnaire.

Il sera, un mois au moins avant l'ouverture de l'enquête, inséré dans un journal du département et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Lons-le-Saunier, le 22 juin 1955.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE MANCELLE.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Préfecture du département de la Marne.

PONTS ET CHAUSSÉES

Nationale n° 367.

Reconstruction du pont de Fismette sur la rivière « La Vesle » détruit par faits de guerre.

ADJUDICATION RESTREINTE

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé, en séance publique, par le préfet de la Marne, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef du service ordinaire des ponts et chaussées, dans les formes réglementaires, à l'adjudication au rabais, sur soumission cachetée, des travaux de reconstruction du pont de Fismette, sur la rivière la Vesle, sur la nationale n° 367.

Cautionnement provisoire, néant.

Le cautionnement définitif est fixé à 2 0/0 du montant des travaux.

Travaux à l'entreprise	13.421.900 F.
Somme à valoir	1.078.100
Total	14.500.000 F.

Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Demandes d'admission.*

Les demandes d'admission, accompagnées des pièces mentionnées dans l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, et de la déclaration souscrite en application du paragraphe 2 du décret n° 54-596 du 11 juin 1954, seront adressées franco à l'ingénieur en chef, et elles devront lui parvenir au plus tard le mardi 12 juillet 1955, à dix-huit heures, terme de rigueur. Les demandes qui parviendront à l'ingénieur en chef postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

II. — *Instruction des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant le bureau.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date de l'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées avec l'avis que leur demande n'a pas été accueillie.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés:

1° Dans les bureaux de la préfecture (4e division), de neuf heures trente à douze heures et de quatorze heures à dix-sept heures trente;

2° Dans les bureaux de M. Saint-Requier, ingénieur ordinaire, 28, boulevard Lundy, à Reims, de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à dix-huit heures;

3° Au ministère des travaux publics (service intérieur), boulevard Saint-Germain, n° 244, à Paris, de dix heures trente du matin à dix-sept heures.

Fait à Châlons-sur-Marne, le 20 juin 1955.

Le directeur général,
P. Doukil.

Application du paragraphe 2 du décret n° 54-596 du 11 juin 1954.

Modèle de déclaration.

Je soussigné....., agissant pour le compte de....., en vertu de....., déclare, sous peine des sanctions édictées par l'article 2 du décret n° 54-596 du 11 juin 1954: que l'entreprise en question est inscrite sous le n°..... au registre du commerce (ou des métiers) de .....; qu'elle n'est pas en état de faillite ou de liquidation judiciaire (1); qu'aucun des gérants, administrateurs et directeurs de l'entreprise ne tombe sous le coup des condamnations, déchéances et sanctions prévues par la loi n° 47-1635 du 30 août 1947, relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles (2); que l'entreprise en question ne tombe pas sous le coup de l'exclusion prévue par le dernier alinéa de l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, modifié par l'article 2 du décret n° 53-704 du 9 août 1953 relatif au maintien ou au rétablissement de la libre concurrence industrielle et commerciale.

(1) Si l'entreprise est en état de liquidation judiciaire, le déclarant rayera les quatre derniers mots de cet alinéa et produira une déclaration visée par le liquidateur faisant ressortir de manière précise la situation financière de l'entreprise et la possibilité qui lui reste de mener à bien les travaux projetés.

(2) Dans le cas où l'entrepreneur est une personne privée, il fera connaître en outre sa situation personnelle à l'égard des condamnations, déchéances et sanctions énumérées au présent alinéa.

Fonds spécial d'investissement routier.

PONTS ET CHAUSSÉES

Département de Meurthe-et-Moselle.

R. N. 57. — Suppression du P. N. dit « Au Dernier Sou » à Vandœuvre.

AVIS D'ADJUDICATION

Une adjudication publique au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de suppression du P. N. de Vandœuvre sur la R. N. 57, aura lieu à l'hôtel de la préfecture de Nancy, le vendredi 22 juillet 1955 à dix heures trente.

Montant des travaux	46.647.450 F.
Somme à valoir	5.016.550
Total	51.661.000 F.

Montant du cautionnement provisoire, 300.000 F.
Montant du cautionnement définitif, 3 0/0 du montant du marché.

Les pièces à produire, par application de l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, devront être soumises sous peine de forclusion au visa préalable de l'ingénieur d'arrondissement, 70, avenue Foch, à Nancy, huit jours au moins avant l'adjudication.

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, de neuf heures à onze heures et de quatorze heures à seize heures, excepté les dimanches, jours fériés et samedis après-midi:

1° Dans les bureaux de la préfecture (4e division, 1re section), à Nancy;

2° Dans les bureaux de l'ingénieur d'arrondissement, 70, avenue Foch, à Nancy;

3° Dans les bureaux du ministère des travaux publics (service intérieur), 244, boulevard Saint-Germain, à Paris (7e).

Office public d'H. L. M. du département d'Alger.

HABITAT ÉVOLUTIF

AVIS DE CONCOURS

Un concours aura lieu ultérieurement entre entreprises générales pour la réalisation de seize logements économiques à Palestro.

Les entreprises désireuses de concourir pour ce projet devront faire parvenir leur demande d'agrément, accompagnée des pièces habituelles, à M. Marie, architecte, 36, rue du Bey, à Blida, avant le 30 juillet 1955, terme de rigueur.

BILANS

BANQUE DE L'ALGERIE ET DE LA TUNISIE

Situation au 31 mai 1955.

ACTIF

Comptes financiers:			
Numéraire en caisse:			
Or, lingots et monnaies	2.247.399.465		
Divers	1.619.226.664		
		3.866.626.129	
Disponibilités en France		2.197.972.989	
Disponibilités à l'étranger		129.441.416	
Correspondants bancaires en France		9.870.983.877	
Correspondants d'Algérie et de Tunisie		1.169.041.998	
Portefeuille		151.667.420.055	
Titres de placement		3.055.801.195	
Titres appartenant à la caisse des retraites		2.106.570.450	
			174.063.858.109
Compte de tiers:			
Comptes courants garantis pour nantissement de titres		2.591.607.383	
Avances à trente jours sur bons du Trésor et effets publics		4.397.000.000	
			6.988.607.383
Valeurs immobilisées:			
Immobilisations (moins amortissements)		2.626.450.508	
Avances à l'Etat		*	
Avances à l'Algérie		1.200.000.000	
Avances à la Tunisie		500.000.000	
Avances à la B. I. A. N.		5.000.000	
Titres de participation		6.116.735	
			4.337.567.243
Comptes de liaison et divers			19.022.258.509
Total de l'actif			204.412.291.244

PASSIF

Capitaux permanents:			
Capital		25.000.000	
Réserves statutaires		528.333.333	
Réserves facultatives		4.163.437.830	
Réserve spéciale de réévaluation		1.500.000.000	
Caisse des retraites des fonctionnaires et agents de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie		2.110.692.074	
			8.327.463.237
Engagements à vue:			
Comptes financiers:			
Billets au porteur en circulation, algériens		98.191.786.500	
Billets au porteur en circulation, tunisiens		26.111.240.000	
Comptes de tiers:			
Trésor public	27.669.968.200		
Trésor algérien	50.612.529		
Trésor tunisien	3.339.998.731		
Comptes courants sur place	6.878.119.888		
Autres engagements à vue	6.871.471.509		
Clients et correspondants du S. B. E.	43.684.411		
		44.853.888.268	
			169.156.914.768
Comptes de liaison et divers			26.927.913.239
Total du passif			204.412.291.244

Certifié conforme aux écritures:

Le gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie,
J. Watteau.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Brytenyszok (Alexis), né le 23 mai 1929 à Nancy, demeurant 5, rue Erckmann-Chatrian, à Nancy, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Britaine.

Mme Alsikowitsch (Berthe), épouse Georges Renault, née le 8 juin 1895 à Paris (2e), demeurant à Paris (18e), 6, rue Aristide-Bruant, directrice d'école primaire, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Arnaut ou, subsidiairement, Dariol ou, très subsidiairement, Guérin.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

8 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Avesnes. **Amicale laïque mixte de Wargnies-le-Grand (Nord).** But: défendre l'école laïque, établir un lien entre les familles et l'école, prolonger l'œuvre scolaire en promouvant l'éducation populaire et la formation civique des jeunes gens et adultes par l'organisation d'activités éducatives et sociales et de loisirs culturels. Siège social: école publique de garçons de Wargnies-le-Grand (Nord).

8 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Société française de réadaptation médicale et sociale.** But: étude de toutes les questions se rattachant à la réadaptation des malades, blessés et invalides aussi bien dans ses aspects médicaux que sociaux et professionnels. Siège social: 165, rue de Rennes, Paris.

9 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Comité d'action pour la réalisation d'un centre d'hébergement des ressortissants des départements d'outre-mer en congé dans la métropole.** But: promouvoir la création d'un centre d'hébergement en vue du logement des ressortissants d'outre-mer pendant leur congé en métropole. Siège social: 133-135, boulevard Auguste-Blanqui, Paris.

11 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer. **Amicale des anciens élèves de l'école publique d'Estrée-Estréelles.** But: diffuser la pensée laïque et défendre les institutions laïques existantes; établir un lien entre les familles et l'école afin de permettre à celle-ci de remplir pleinement sa mission éducative et sociale; prolonger l'œuvre scolaire en promouvant l'éducation populaire, notamment par l'organisation d'activités éducatives tendant à compléter la formation intellectuelle, physique et morale des enfants d'âge scolaire, par l'organisation de loisirs culturels pour les adolescents et les adultes; permettre ainsi l'émancipation civique, intellectuelle, sociale et technique des habitants de la commune. Siège social: école publique d'Estrée (Pas-de-Calais).

15 juin 1955. Déclaration à la préfecture du Gard. **Espérance Trompette.** But: pratiquer la musique; donner des concerts. Siège social: mairie de Saint-Chaptes.

15 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Groupement de défense des aveugles de l'école Braille de Saint-Mandé.** But: défense des intérêts des élèves de l'école Braille, de Saint-Mandé. Siège social: 7, rue Mongenot, à Saint-Mandé.

16 juin 1955. Déclaration à la préfecture de la Somme. **Société de chasse de la commune d'Allonville.** But: assurer et protéger la chasse aux sociétaires. Siège social: chez M. Pecquet (Robert), président, Allonville.

16 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Centre d'études techniques agricoles de Noirétable.** But: accroître et parfaire la production agricole des membres de la C. E. T. A. (centre d'études techniques agricoles) pour améliorer le niveau de vie des familles, et ceci avec l'aide d'un conseiller technique. Siège social: rue de la République, à Noirétable (Loire).

17 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Batna. **Groupement régional de vulgarisation et de productivité agricoles de l'arrondissement de Batna.** But: vulgarisation et productivité agricoles. Siège social: 20, avenue de la République, Batna (Constantine).

17 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Clamecy. **Société de chasse de Saint-André-en-Morvand.** But: protection du gibier; répression du braconnage et destruction des animaux nuisibles. Siège social: mairie de Saint-André-en-Morvand (Nièvre).

17 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Association amicale des anciens élèves de l'école publique de Fitilieu.** But: activités éducatives, sports, fêtes, bibliothèque, afin de fortifier les liens de camaraderie entre les anciens élèves de l'école. Siège social: école publique de garçons de Fitilieu (Isère).

17 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Langon. **Centre d'études techniques agricoles de Saint-Laurent-du-Bois.** But: fournir à ses membres les moyens de faciliter la gestion de leur exploitation et améliorer la rentabilité de leur travail par une application judicieuse des progrès techniques et des méthodes d'organisation. Siège social: chez le président, M. René Gauche, à Saint-Laurent-du-Bois (Gironde).

17 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale laïque du personnel d'encadrement des colonies de vacances et du patronage d'Aubervilliers.** But: recruter et aider à la formation des cadres de l'enfance, moniteurs et monitrices nécessaires à l'encadrement des colonies de vacances; l'amicale s'efforcera d'orienter son activité en vue de donner, par la suite, aux enfants une bonne éducation et des loisirs sains. Siège social: mairie d'Aubervilliers.

20 juin 1955. Déclaration à la préfecture de Lons-le-Saunier. **Coopérative postscolaire du Fied.** But: assurer l'éducation et l'information technique de ses membres ainsi que l'organisation de leurs loisirs. Siège social: école publique, le Fied.

20 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Nazaire. **Amicale bouliste pellerinaise.** But: pratique du jeu de boules. Siège social: café de la Mairie, le Pellerin (Loire-Inférieure).

21 juin 1955. Déclaration à la préfecture de Grenoble. **Union des chasseurs du Haut-Oisans.** But: amélioration du sort des chasseurs. Siège social: hôtel du Lac, Mont-de-Lans.

21 juin 1955. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Parachut-Club de l'Anjou.** But: pratique du sport parachutiste. Siège social: 20, rue Chevreul, Angers.

21 juin 1955. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Société civile des droits de chasse de Barly.** But: réglementation de chasse en plaine. Siège social: mairie de Barly.

21 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **Amicale laïque mixte de Noisvilles, intitulée Association mixte des anciennes et anciens élèves, parents et amis des écoles communales de Noisvilles.** But: défendre l'école laïque; établir un lien entre les familles et l'école; promouvoir l'éducation populaire. Siège social: école de filles de Noisvilles (Nord).

21 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. **Association familiale du mouvement Cœurs vaillants d'Avranches.** But: formation morale et culturelle des enfants d'âge scolaire par des loisirs éducatifs. Siège social: hôtel de ville d'Avranches (Manche).

21 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. **Association familiale du mouvement Ames vaillantes d'Avranches.** But: formation morale et culturelle des enfants d'âge scolaire par des loisirs éducatifs. Siège social: hôtel de ville d'Avranches (Manche).

22 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Vaillants et vaillantes du 5e arrondissement.** But: rassembler les enfants de six à quinze ans pour leur offrir des loisirs sains et éducatifs (chorale, plein air, excursion et sport). Siège social: chez Mme Charles, 41, rue Henri-Barbusse, Paris.

22 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Association pour la reconstruction de l'hôpital Ambroise Paré.** But: mettre en œuvre auprès des élus, assemblées et pouvoirs publics compétents tous les moyens légaux nécessaires pour obtenir, dans les délais les plus rapides, à l'emplacement le plus favorable et dans les meilleures conditions générales, la reconstruction de l'hôpital Ambroise Paré. Siège social: 9, boulevard Jean-Jaurès, Boulogne-sur-Seine.

22 juin 1955. Déclaration à la préfecture de la Somme. **Section départementale de l'amicale des veuves, orphelins, ascendants, victimes des deux guerres.** But: venir en aide aux orphelins et ascendants victimes de guerre. Siège social: 117, rue Gaulthier, Amiens.

23 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. **L'Espérance saint-jeannaise, Saint-Jean-de-la-Haize.** But: grouper les jeunes dans l'action sportive et théâtrale. Siège social: chez M. Oger (Joseph), Saint-Jean-de-la-Haize (Manche).

23 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Association mutuelle d'entr'aide immobilière.** But: assurer un rôle de séquestre entre les fonctionnaires futurs propriétaires d'un appartement par l'intermédiaire d'une société immobilière et la société réalisatrice des ouvrages. Siège social: 4, rue Las-Cases, Paris.

24 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Condom. **Société municipale gymnique condomoise.** But: pratique de la gymnastique et agrès et tout sport s'y rattachant. Siège social: café Plancade, Condom (Gers).

24 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Union sportive Multiplex.** But: développement physique et civique et création entre ses membres des liens d'amitié et de bonne camaraderie. Siège social: 157, boulevard Sadi-Carnot, le Havre (Seine-Maritime).

25 juin 1955. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Société d'aviculture du canton de Saint-Chamond, section de Saint-Martin-en-Coailleux.** But: groupage des éleveurs et amateurs de petits animaux de basse-cour de race pure. Siège social: café Chirat, Saint-Martin-en-Coailleux.

25 juin 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Société olympique des communaux de Maison-Carrée.** But: entretien des forces physiques et création entre tous ses membres des liens d'amitié et de bonne camaraderie. Siège social: mairie, Maison-Carrée.

25 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Association de vacances familiales « La Prairie ».** But: organiser des colonies de vacances. Siège social: La Prairie, Nervieux (Loire).

27 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Romorantin. **Amicale bouliste de Selles-sur-Cher.** But: grouper les amateurs et faciliter la pratique du sport des boules. Siège social: café-tabac La Civette, place de l'Eglise, Selles-sur-Cher (Loir-et-Cher).

28 juin 1955. Déclaration à la préfecture de Grenoble. **Cercle de Fontaine de l'Union de la jeunesse républicaine de France.** But: organisation de vacances, loisirs artistiques et sportifs. Siège social: au local, 32, avenue Jean-Jaurès, Fontaine.

28 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Equipe noire.** But: association sportive ayant pour objet la pratique du grand chistéra et plus particulièrement la formation de jeunes joueurs. Siège social: 12, place du Marché-Saint-Honoré, restaurant Chantecler, Paris.

29 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Maison familiale nord-africaine.** But: apporter aux Nord-africains aide dans leur évolution vers les principes et les méthodes d'activité sociale, intellectuelle et morale qui conditionnent la vie moderne. Siège social: 3, rue Pasteur, Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise).

29 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Amicale des anciens combattants « Ceux de Verdun » de Beaumont, Persan et environs.** But: conserver le souvenir des morts de Verdun; maintenir au cœur de ses membres et propager l'esprit de Verdun, c'est-à-dire l'esprit de sacrifice au pays. Siège social: mairie, Beaumont-sur-Oise (Seine-et-Oise).

29 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **La Peyrollaise.** But: créer un lien de camaraderie entre les boulomanes de Peyrolles; améliorer le jeu de boules; faire admettre ce jeu parmi les sports et culture physique; créer et organiser les championnats et concours intergroupes. Siège social: bar des Sports, place de l'Horloge, Peyrolles (Bouches-du-Rhône).

29 juin 1955. Déclaration à la préfecture du Gard. **Amicale du Sud-Ouest.** But: philanthropique. Siège social: brasserie des Fleurs, 18, avenue Feuchères, Nîmes.

30 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne **Association Club sportif basque.** But: pratique de tous les sports individuels, d'équipe, de plein air, de combat quelle que soit la forme, le lieu et les conditions dans lesquels ils peuvent être pratiqués; en outre, le Club sportif basque se donne pour but d'en répandre la pratique, de faire des adeptes, tant pour les sports que pour les jeux, qu'ils soient de plein air ou d'intérieur, et de mettre en œuvre tous les moyens de publicité, de propagande pouvant concourir à atteindre le but social. Siège social: bar de la Marine, place Louis-XIV, Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).

30 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. **Comité commémoratif des deux anniversaires: 8 mai et 11 novembre.** But: commémoration des fêtes des 8 mai et 11 novembre. Siège social: 18, rue de Cadore, Roanne (Loire).

30 juin 1955. Déclaration à la préfecture du Gard. **Union paroissiale de Saint-Vincent-de-Paul.** But: œuvres charitables, culture spirituelle, formation chrétienne. Siège social: église de Saint-Vincent-de-Paul, la Gazelle, Nîmes.

30 juin 1955. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Comité de parrainage franco-italien pour l'émigration rurale.** But: faciliter l'émigration des familles rurales italiennes dans les départements français désignés par l'administration française et dans les conditions définies par la loi. Siège social: 71, avenue George-V, Nice.

1er juillet 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de défense des sinistrés de l'île Saint-Germain.** But: défense et aide aux sinistrés. Siège social: 18, avenue du Bas-Meudon, Issy-les-Moulineaux.

1er juillet 1955. Déclaration à la préfecture de Châlons-sur-Marne. **Association familiale rurale d'Athis.** But: défense des intérêts généraux des familles. Siège social: salle des fêtes d'Athis.

MODIFICATIONS

8 juin 1955. Déclaration à la préfecture de Saône-et-Loire. L'Association charitable de Taize change son titre, qui devient **Association de Taize pour enfants abandonnés et formation artistique des jeunes.** Siège social: chez M. Schutz, à Taize, par Cormatin.

9 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. La Fédération du cinéma pour les jeunes, Clubs juniors, change son titre, qui devient: **Cinéma, Jeunesse et Famille, Fédération du cinéma pour les jeunes, Clubs juniors.** Siège social: 92, avenue des Champs-Elysées, Paris.

15 juin 1955. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Amicale des anciens apprentis du service électrique signalisation de la Société nationale des chemins de fer français** transfère son siège social de la gare S. N. C. F., avenue des Paulines, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), à l'école du service électrique signalisation, Santenay-les-Bains (Côte-d'Or).

15 juin 1955. Déclaration à la préfecture de Tarn-et-Garonne. **La Boule des Consuls** modifie ses statuts et la composition de son bureau et transfère son siège social du café-restaurant Basque, à Montauban, au bar Express, rue de la Comédie, à Montauban.

25 juin 1955. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. Le **Club artistique Augustin-Normand renouvelle** son bureau et transfère son siège social du 31, rue Guillemard, au Havre, au 27, rue de la Mailleraye, le Havre (Seine-Maritime).

25 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. Le **Bridge-Club Spontini** transfère son siège social du 13, rue Spontini, Paris, au 46, rue du Général-Foy, Paris.

27 juin 1955. Déclaration à la préfecture de l'Orne. Le Groupement départemental de l'Orne des mutilés et invalides du travail change son titre, qui devient **Fédération nationale, groupement départemental de l'Orne des mutilés du travail et invalides civils et sociaux.** Transfère son siège social de la bourse du travail à la baraque n° 4, cité administrative, Alençon

ASSOCIATIONS ETRANGERES

AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

25 mai 1955. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la sous-préfecture de Briey le 7 juin 1955.) **Comité d'action Y. M. C. A. pour les étrangers en France, section de Jœuf.** But: développer la vie spirituelle, intellectuelle et la santé physique de ses membres. Siège social: 19, rue du Général-Mangin, Jœuf (Meurthe-et-Moselle).

MODIFICATIONS

9 juin 1955. Déclaration à la préfecture de police. La **Confédération internationale de la coiffure** transfère son siège social du 54, rue de Paradis, Paris, au 17, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.